# La mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste

Rémi Darfeuil

N°34 - avril-mai 2003

*Cette Note constitue la version remaniée d'un mémoire de DEA soutenu en septembre 2001 à l'IEP de Paris. L'intégralité du mémoire, y compris la bibliographie détaillée, est consultable à la bibliothèque de l'IEP, et en ligne sur www.jean-jaures.org.*

*Les recherches ont été menées entre novembre 2000 et juin 2001 et de ce fait, certaines remarques sont aujourd'hui anachroniques. Plus largement, le nouveau contexte au sein du Parti socialiste, à la suite des défaites électorales du printemps dernier, justifierait évidemment une actualisation qu'il ne nous est pas possible de réaliser ici. Toutefois, il n'invalide nullement à nos yeux l'essentiel de l'argumentation soutenue.*



# Préface

Histoire et mémoire sont étroitement liées. Sans mémoire, l'histoire ne serait pas. Mais la mémoire n'est pas l'histoire. Car elle est toujours une reconstruction, elle est toujours plurielle, elle est toujours dépendante des questions du présent. La mémoire est donc un objet de l'histoire qui cherche à approcher une vérité par l'établissement de preuves. C'est dire si les rencontres avec l'histoire et les mémoires connaissent le plus souvent des tensions. Il en va ainsi pour tous les grands évènements - pensons à l'Affaire Dreyfus par exemple - et pour toutes les personnalités qui, le plus souvent, veulent justement laisser des « mémoires ». La controverse est donc naturelle. Et, l'historien a tendance à s'écrier avec Lucien Febvre : « Robespierristes et Dantonistes, cessez vos querelles, dites nous seulement qui étaient Robespierre et Danton ! ».

Mais, pour ce faire, il faut d'abord prendre la mesure de ce qui est la mémoire historique d'un événement ou d'une personnalité.

**C**'est le travail qu'a réalisé Rémi Darfeuil, jeune politologue, sur « La mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste ». Le jury du Prix de la Fondation Jean-Jaurès 2002 a été particulièrement sensible à cette étude. Evidemment parce qu'elle porte sur François Mitterrand qui a marqué l'histoire de la seconde moitié du siècle dernier et particulièrement la vie du socialisme. Mais, aussi, parce qu'elle témoigne d'une belle maîtrise intellectuelle du problème difficile des rapports entre l'histoire et la mémoire. Ce travail repose sur un examen sérieux, des sources, articles, discours, productions historiques, sur des entretiens nombreux avec des personnalités socialistes et des militants de différentes générations, sur l'analyse, enfin, de la manière dont François Mitterrand lui-même à façonné sa propre mémoire.

**R**émi Darfeuil arrive ainsi à dessiner une histoire de la mémoire du mitterrandisme parmi les socialistes. Il montre bien que c'est une « mémoire combattante » qui a créé des clivages fondateurs. Le Congrès d'Epinay, en juin 1971, a été de ce point de vue décisif. Il a fixé les traits d'un mitterrandisme qui s'est identifié à un moment fort de l'union de la gauche. Il a recouvert des clivages précédents, remontant à la IVe République et à la guerre d'Algérie que l'élection présidentielle de 1965 n'avait que partiellement occultés.

**L**e mitterrandisme s'est construit dans le conflit en séparant les « pro » et les « anti ». Mais ce clivage lui-même évolue avec l'arrivée au pouvoir au printemps 1981 et surtout, avec la durée au pouvoir. Le mitterrandisme éclatant lui-même à partir de 1988 en deux courants différents, la complexité est apparue avec plus de force dans les dernières années de la vie politique de François Mitterrand appelant ainsi une relecture des décennies passées. L'importance des choix institutionnels, opérés, à partir de 1965 et réaffirmés en 1971 et 1981, a consacré la figure du Président mais a ouvert aussi la période de l'« inventaire », de l'usage du pouvoir, de ses bienfaits, de ses excès et de ses limites.

**S**ur tous ces enjeux, des mémoires différentes se sont formées et ont coexisté. Elles vivront sans doute longtemps, l'histoire effectuant peu à peu son travail. Mais, il reste un irréductible que l'analyse de Rémi Darfeuil fait bien apparaître, c'est la dimension affective au-delà des clivages que laisse un homme qui s'est identifié avec quelques moments très forts de l'expérience collective des socialistes dans les trente dernières années, le renouveau des années 1970, la victoire de 1981, des réformes clefs, etc. Voilà donc une publication qui suscite la réflexion et apporte des analyses indispensables à la connaissance de l'action de François Mitterrand et du phénomène mitterrandiste. Nous souhaitons que le lecteur en tire le même profit que nous. ❀

**Alain Bergounioux**
*Président du Comité de lecture*

Au congrès d'Epinay-sur-Seine, 13 juin 1971 - © FJJ-MPG



## Introduction

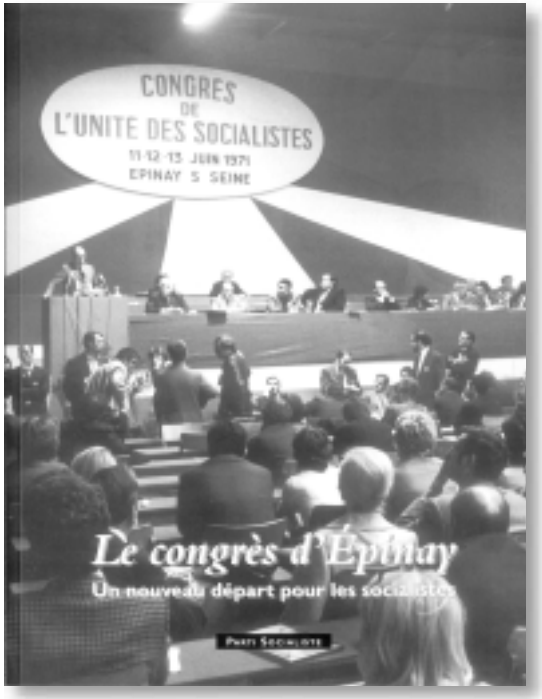
# Le Parti socialiste et Mitterrand, les enjeux d'une mémoire

« Qui sert le mieux l'idée socialiste et peut-être, même, une certaine fidélité mitterrandiste, que ceux qui ont été capables de reconstruire ? ». Ces mots, prononcés par Lionel Jospin à la tribune, lors du [dernier] congrès du Parti socialiste à Grenoble le 25 novembre 2000, n'ont pas manqué de susciter les commentaires de la presse. « M. Jospin a glissé du souvenir avec droit d'inventaire à son autoportrait en seul digne héritier »[1], commentait ainsi à l'époque le correspondant du journal *Le Monde*, faisant le lien entre cette revendication toute neuve de l'héritage mitterrandien et la nécessité pour le Premier Ministre, à l'approche d'échéances électorales décisives, de rassembler et de mobiliser les siens par le rappel des combats et des victoires du passé

Lorsqu'il est abordé par la presse nationale, le thème de la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, l'est ainsi le plus

souvent à partir d'une grille d'analyse en termes d'usages politiques du passé : dans quelle mesure, se demande-t-on, les considérations politiques présentes, de nature politique ou symbolique, décident-elles de l'évocation ou de l'occultation du passé, et de quelle manière modifient-elles l'interprétation qui en est faite ?

**C**'est là, évidemment, une question très légitime. Constitutif d'une part de l'identité socialiste actuelle, dans la mesure où, « depuis le congrès d'Epinay du Parti socialiste de juin 1971, les destinées de François Mitterrand et du socialisme français se sont presque entièrement confondues »[2], l'héritage mitterrandien constitue aussi en effet, ainsi que l'illustre l'inflexion de la position de Jospin, un legs problématique.



Brochure du Parti socialiste publié en collaboration avec L'OURS et la Fondation Jean-Jaurès, 2001.

Le cycle ouvert en 1971 à Epinay a, en effet, été l'occasion d'importantes révisions par rapport aux valeurs traditionnelles du socialisme français. L'ambition de François Mitterrand, d'« enlever au Parti socialiste le remords du pouvoir qu'il traîne avec lui depuis le début du siècle »[3], a conduit à la présidentialisation du parti, à la substitution d'une légitimité par l'élection à une légitimité uniquement centrée sur le parti, et à l'affirmation d'une vocation gouvernementale. Avec la victoire de 1981 et la présence durable au pouvoir sur laquelle elle a débouché, une véritable culture de gouvernement est apparue au sein du Parti socialiste, contrastant avec la vieille tradition d'opposition encore vivace au sein du parti. Plus traumatisant peut-être le tournant économique de 1983, et l'évolution inavouée vers la social-démocratie à laquelle il a donné naissance, ont fortement ébranlé une grande partie des croyances et valeurs socialistes.

**P**lus récemment, le climat de crise morale qui a marqué le début des années 1990, avec la multiplication des affaires et le vote de la loi d'amnistie, qui ont entaché l'image d'honnêteté des socialistes, puis les affres de la fin du second septennat où se mêlèrent difficultés économiques et révélations sulfureuses à répétition sur la vie du Président, ont constitué des éléments traumatisants dont l'héritage est aujourd'hui difficile à assumer.

**C**'est cette double dimension de la période mitterrandienne comme élément essentiel caractérisant le Parti socialiste aux yeux des électeurs et de ses propres membres, et comme expérience historique ayant semé le trouble et la division au sein de l'organisation, qui fait de sa représentation, à un moment où celle-ci ne s'est pas encore totalement cristallisée sous la forme d'une histoire institutionnelle, un enjeu essentiel pour les dirigeants actuels du parti.

**P**eut-on toutefois se contenter pour étudier la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste de décrire l'évolution des positions des responsables officiels du parti ? N'est-ce pas là, paradoxalement, accréditer leur prétention à exprimer la totalité de la mémoire du parti ?

Justement parce qu'il est un enjeu identitaire majeur, le passé mitterrandien a suscité à l'intérieur du parti, l'expression de positions divergentes qui remettent en cause cette prétention.

Dès lors parler de la mémoire du mitterrandisme *au sein* du Parti socialiste, c'est laisser ouverte la question de l'existence d'une mémoire partagée, et c'est reconnaître cette dimension problématique de l'héritage qui fait de sa définition un enjeu à l'intérieur du parti.

**" L'expression « mitterrandisme » construite sur le modèle du « gaullisme », pose problème, car elle véhicule l'image d'un tout cohérent et laisse supposer l'existence d'une continuité pendant les quatorze ans de la présidence et une solidarité entre les différents acteurs. "**

**À** cet égard, l'emploi de l'expression « mitterrandisme » elle-même peut poser problème, dans la mesure où elle participe de la construction d'une réalité qu'elle entend désigner. Construite sur le modèle du « gaullisme » elle véhicule en effet avec elle l'image d'un tout cohérent et laisse supposer l'existence d'une continuité pendant les quatorze ans de la présidence Mitterrand, voire pendant le cycle 1971-1995, mais aussi d'une solidarité entre les différents acteurs de ce qui apparaît ainsi comme un système de pensée et un système de gouvernement ; qu'il soit donc bien noté ici que conscients du risque de consolider ainsi une catégorie du langage indigène et médiatique, nous n'employons le terme de mitterrandisme que par commodité d'expression.

Comme cela était implicite jusqu'ici dans l'emploi alternatif des expressions « période mitterrandienne » et « mitterrandisme », ce dernier terme désignera uniquement la période allant de 1971 à 1995, de l'accession de François Mitterrand à la tête du Parti socialiste refondé à Epinay, à son départ de la présidence de la République[4].

Cela étant dit, d'une problématique de saisie et de décryptage d'une mémoire définie comme reconstitution officielle du passé, nous glissons donc vers une analyse des processus par lesquels s'élabore une représentation plus ou moins conflictuelle de la période 1971-1995 à l'intérieur du Parti socialiste, qui implique une prise en compte des conditions sociales de l'énonciation et de la constitution des différents discours autorisés.

Étudier la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste signifie ainsi pour nous analyser à la fois le contenu des représentations du passé et les voies par lesquelles celles-ci se construisent, les lieux et les occasions de leur diffusion.

**A**vons-nous pour autant caractérisé alors le phénomène dans sa totalité ?

Si l'on veut lui donner une signification autre que métaphorique, il convient de noter que la mémoire du mitterrandisme, pour un adhérent socialiste, c'est avant tout l'ensemble des souvenirs qu'il garde de la période mitterrandienne, période qu'il a lui-même vécue. Si elle a été, pour le parti, une expérience collective, il n'est nullement évident a priori, que chaque adhérent l'ait vécue de la même manière, et que les souvenirs que chacun en garde s'ordonnent dans une même vision du passé, correspondant qui plus est à celle produite par les dirigeants.

**P**ourquoi dès lors continuer à parler de la mémoire du mitterrandisme ? pourquoi ne pas évoquer plutôt les mémoires ou tout simplement les souvenirs ? Le fait que ces souvenirs portent tous sur une même expérience commune, suffirait-il à fonder une communauté mémorielle ? Encore, l'idée d'« expérience commune » serait-elle à nuancer ? Quoi de réellement commun en effet entre l'expérience du mitterrandisme d'un ministre et celle d'un militant de base ? entre le vécu d'un responsable fédéral et celui d'un simple adhérent ? sans compter les différences d'âge, de sexe, de génération, de milieu social ou de contexte régional ?

En refusant de postuler l'existence a priori d'une mémoire collective et en choisissant au contraire de recueillir par entretien les souvenirs de militants socialistes pour les confronter aux visions officielles du passé, c'est la construction de cette mémoire que nous avons voulu interroger, c'est l'influence de l'appartenance partisane sur la constitution d'une communauté de souvenirs que nous avons souhaité évaluer.

En quoi cette appartenance partisane, actuelle et/ou passée influe-t-elle sur la reconstitution narrative de leurs souvenirs par ces individus ? dans quelle mesure induit-elle un rapprochement autour de principes d'ordonnancement communs de souvenirs a priori divers ?

En fait, en tant que membres du parti socialiste, ces individus sont aussi récepteurs des discours officiels qui sont ainsi susceptibles d'influer sur la manière dont ils perçoivent leur propre passé. C'est là une dimension nécessaire au maintien du sentiment

**" Le mitterrandisme, est à la fois une période historique vécue par les dirigeants et les militants actuels du parti, et un passé dont la représentation constitue un enjeu de la lutte intra-partisane. "**

d'appartenance : « Etant donné que je suis un membre d'une collectivité, si je veux continuer à y appartenir, je dois accepter un compromis entre ce que j'ai envie de dire et ce que je peux dire : mon interprétation du passé s'inscrit dans une interprétation collective »[5].

**D**onner une véritable consistance empirique à la notion de mémoire collective implique donc pour nous de considérer cette interaction entre souvenirs individuels de l'expérience vécue et mise en forme partisane du passé commun. Le mitterrandisme, tel que nous l'avons défini, est à la fois une période historique effectivement vécue par les dirigeants et les militants actuels du parti, et un passé dont la représentation constitue un enjeu de la lutte intra-partisane. Sa mémoire doit donc s'analyser au croisement entre les usages politiques du passé et le poids des souvenirs emmagasinés.

**U**ne telle attention pour le comment de la mémoire – si elle nous semble nécessairement devoir lui être associée – ne conduit toutefois pas à négliger l'étude de son contenu, si bien que notre investigation se déploie dans deux directions.

D'une part, donc, un examen du contenu des représentations du passé, officielles ou anonymes, et de ce qui peut les motiver, essentiel à nos yeux pour comprendre dans quelle mesure et de quelle manière l'expérience mitterrandiste est aujourd'hui intégrée dans l'identité socialiste. D'autre part, une analyse, à visée plus théorique, des mécanismes sociaux par lesquels interagissent ces deux séries de représentations, discours officiels ou autorisés d'un côté et souvenirs individuels recueillis en situation d'entretien de l'autre.

Au point nodal, se situe la mise en regard du contenu de ces deux séries : au-delà des divergences de détail entre les différentes reconstitutions du passé analysées, quel type de cohérence peut-on repérer ? a-t-on affaire à un chaos de souvenirs irréductiblement individuels ou existe-t-il un noyau de mémoire partagée qui contribue à consolider la communauté partisane ? ou bien la représentation du mitterrandisme constitue-t-elle un enjeu où se retrouvent les lignes de clivage structurant habituellement les oppositions à l'intérieur du parti ? ou encore, au contraire, les déterminants sociaux externes, âge, sexe, milieu social d'origine, ont-ils une influence supérieure sur la narration, le contenu et l'organisation des souvenirs que des critères de différenciation internes comme l'appartenance de courants ou la nature des responsabilités exercées au sein du parti ?

**A**près une présentation plus détaillée de notre modèle théorique, nous examinerons les voies de la production et le contenu des représentations « autorisées » du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, pour en venir finalement à l'analyse de mémoires individuelles de militants socialistes recueillies en situation d'entretien[6]. ❀

1)- *Le Monde*, 28 novembre 2000

2)- GRUNBERG, Gérard. "François Mitterrand et le Parti socialiste français", *French Politics and Society*, 1996, 14, 3, p. 16.

3)- GRUNBERG, Gérard. Art. cité, p. 18.

4)- Un tel découpage chronologique n'a bien évidemment pas vocation à être exclusif, des souvenirs d'évènements antérieurs voire postérieurs pouvant venir éclairer la reconstitution faite de la période ; préféré à un centrage sur les deux septennats de pouvoir mitterrandien, pour lequel optent la plupart des commentateurs, il a le mérite de manifester le choix de focaliser la réflexion sur les phénomènes internes au Parti socialiste.

5)- JEDLOWSKI, Paolo. "Mémoire individuelle et mémoire collective", *Tumultes*, 2000, 14, p. 29.

6)- Le dispositif empirique utilisé sera exposé au cours du développement.

Au congrès du Parti socialiste à Grenoble, 22 juin 1973 - © FJJ-MPG



# Première partie : Comment étudier la mémoire au sein d'un parti politique

Notre étude prend appui sur un modèle d'analyse des phénomènes de mémoire construit initialement à partir du cas du Parti communiste. Elaboré dans une perspective sociologique, il présente à nos yeux l'avantage de donner une consistance empirique à la notion de mémoire collective. Toutefois, son application au Parti socialiste ne va pas de soi et suppose une réflexion sur la place spécifique qu'y occupent les références au passé.

## Un modèle d'appréhension empirique de la mémoire partisane

L'intérêt pour les phénomènes de mémoire à l'échelle des communautés et pour leur rapport avec la politique est, en France comme sur le plan international, relativement récent. On peut le dater approximativement de la fin des années 1970.

Mais l'engouement que la notion de mémoire, jusque-là négligée, a suscité depuis lors, fait que près de vingt-cinq plus tard et malgré cette attention tardive, le champ paraît déjà surchargé. De fait, la remarque de Maurice Halbwachs, précurseur des études sociologiques sur la mémoire, qui notait en introduction du troisième chapitre de son livre *Mémoire Collective*, «On n'est pas encore habitué à parler de la mémoire d'un groupe, même par métaphore»[7], sonne aujourd'hui d'un ton bien désuet alors que la notion semble gagnée par une polysémie néfaste. Comme le note Marie-Claire Lavabre : «Souvenirs de l'expérience vécue, commémorations, archives et musées, mobilisations politiques de l'histoire ou "invention de la tradition", monuments et historiographies, conflits d'interprétation, mais aussi oublis, symptômes, traces incorporées du passé, occultations et falsifications de l'histoire : la "mémoire" embrasse décidément trop et signale par là même le caractère métaphorique de son usage.»[8]

Rompre avec cet usage lâche et extensif qui facilite par trop les amalgames, et construire au contraire un modèle rigoureux susceptible de donner une consistance réelle à la notion de mémoire collective en la reliant à des phénomènes empiriques réels, telle a été son ambition dans l'étude qu'elle a menée de la mémoire communiste[9]. Nous faisons ici une large place à cette étude, à la hauteur de la place qu'elle a tenue dans le développement de notre réflexion et la conduite de nos travaux. Inspirant la manière dont nous avons défini notre objet, elle constitue la source principale où nous avons puisé l'appareil conceptuel et méthodologique utilisé pour notre recherche. Présenter celui-ci de manière détaillée nous paraît donc très important, afin de pouvoir ensuite en discuter l'application au cas du Parti socialiste.

En rupture avec des visions trop exclusivement institutionnelles, ce modèle constitue une tentative d'actualisation empirique d'une théorie sociologique de la mémoire.

## Les biais anthropomorphistes des études historiques sur la mémoire

**E**ssentiellement conduits par des historiens d'abord attentifs aux bouleversements ou aux troubles de la mémoire nationale, les premiers travaux liant explicitement mémoire et enjeux de pouvoir se sont très peu préoccupés de l'actualisation concrète au sein d'institutions ou d'organisations des phénomènes qu'ils désignent sous l'appellation de «mémoire collective».

**I**ntéressants du point de vue de la distinction qu'ils introduisent entre histoire et mémoire, et du dévoilement des mécanismes de manipulation de la mémoire, d'instrumentalisation politique du passé, ils pêchent toutefois par anthropomorphisme, se concentrant sur la « mémoire par le haut » et ne nous proposent guère de pistes quant à la manière d'appréhender la mémoire au sein d'un groupe concret[10].

**C**ette pente naturelle des travaux sur mémoire et politique est par exemple facilement repérable dans la formulation du projet des *Lieux de Mémoire*[11], ouvrage monumental avec lequel prend véritablement naissance en France l'intérêt pour la problématique des rapports entre mémoire et politique, mais dont le regard se focalise principalement sur les formes institutionnelles de la réécriture de l'histoire et de l'usage politique du passé.

**R**enouveau de l'histoire, plus qu'approche opératoire des phénomènes de mémoire, cette perspective va cependant être celle choisie par nombre d'auteurs s'étant depuis lors intéressés à la mémoire[12].

**L**'ouvrage le plus représentatif en France de ce type d'approche, en tout cas celui qui a eu le plus grand retentissement médiatique, est bien sûr le travail d'Henry Rousso sur la mémoire du régime de Vichy[13]. Cet ouvrage, consacré non pas à la période de l'Occupation mais aux survivances dans la conscience nationale des trau-

matismes que celle-ci avait provoqués, se basait explicitement sur une analyse des «usages et des formes d'instrumentalisation du passé»[14]. Affichant comme Nora un souci de renouveler l'appréhension par l'histoire de ses objets, Henry Rousso élargit le corpus des vecteurs de la mémoire bien au-delà des seuls lieux du pouvoir politique. «Bien qu'ils n'aient pas pour objet premier de donner volontairement une certaine vision du passé, certains processus sociaux en véhiculent des représentations qui peuvent à terme, avoir une large influence»[15]. C'est ainsi, par exemple, qu'une place importante est faite dans l'analyse à des œuvres cinématographiques proposant une vision renouvelée des événements de la guerre, tels *Le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophüls, ou *Shoah* de Claude Lanzmann.

S'interrogeant sur les vecteurs de la mémoire, il introduit ainsi la problématique de la réception, de l'efficacité sociale de ces entreprises, délibérées ou involontaires, de diffusion d'un discours sur le passé, et fait ainsi un premier pas dans la direction d'une conception moins idéalisée et moins désincarnée des phénomènes de mémoire.

**M**ais comme il le reconnaît rétrospectivement, il n'a pas vraiment traité le problème de «la représentativité sociale des manifestations du passé et de leur hiérarchisation»[16], se contentant de mettre en relation ces vecteurs de mémoire avec une mémoire diffuse dont il reconnaît qu'il ne l'a appréhendée qu'à l'aide de «l'indicateur très imparfait des sondages»[17]. Dérivant d'autre part vers une personnalisation de la communauté nationale, par une mobilisation certes heuristique de concepts psychanalytiques, il n'évite pas les écueils holistes et anthropomorphistes qui sont ceux où s'échouent tous ces ouvrages mobilisant la problématique des usages politiques du passé.

En faisant des discours officiels sur le passé les indicateurs de la mémoire collective, ils accréditent l'ambition des détenteurs du pouvoir et de la parole à exprimer celle-ci, validant a priori la réussite de ces entrepreneurs de mémoire. Ils font agir et penser des acteurs collectifs dont la construction est précisément un des objectifs de ceux qui cherchent à en reconstruire le passé.

C'est notamment la critique que formule à l'encontre de ces théories, Marie-Claire Lavabre dans un article intitulé significativement *Usages et mésusages de la notion de mémoire*. Ce faisant, elle définit implicitement le projet d'une approche plus concrète de la mémoire : «le moment est peut-être venu de ne plus se contenter de décrire le phénomène mémoriel en tant que tel ou les formes les plus étroitement institutionnelles de la présence du passé mais d'en comprendre le comment et plus encore le pourquoi»[18].

**E**n choisissant, dans son étude sur la mémoire communiste, d'abandonner le terrain national, pour se décentrer et s'intéresser à la communauté plus réduite que constitue un parti politique, elle a fait elle-même un pas important dans cette direction ; en effet, la résolution des problèmes méthodologiques bien isolés par Henry Rousso, de sélection des manifestations mémorielles les plus représentatives et surtout de saisie de leur impact social réel, de quasi impossible à l'échelle de l'Etat-Nation, devenait plus envisageable à l'échelle de ces institutions sociales spécifiques où prennent forme les processus de mémoire.

## L'appréhension de la mémoire communiste par Marie-Claire Lavabre : une actualisation empirique des intuitions théoriques d'Halbwachs

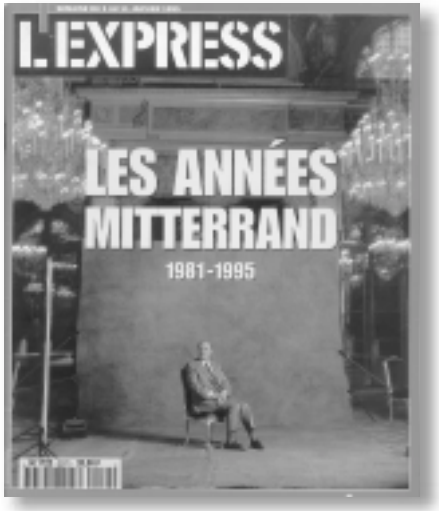
**A**u-delà de l'intérêt empirique pour le Parti communiste, le travail de Marie-Claire Lavabre se veut une contribution à l'élaboration d'une sociologie de la mémoire partisane, et plus globalement une tentative de revivification du concept sociologique de mémoire collective.

**À** l'assimilation réductrice de la mémoire à la seule reconstruction par le parti, elle oppose une conception dynamique qui tente d'articuler dimension individuelle et collective du phénomène. Pour cela, elle se base sur les travaux fondateurs de Maurice Halbwachs.

***La sociologie de la mémoire de Maurice Halbwachs***

**A**uteur de deux grands ouvrages sur la mémoire, *Les Cadres Sociaux de la Mémoire*[19], et *La Mémoire Collective*, Maurice Halbwachs, élève de Emile Durkheim, représentant avec Marcel Mauss la deuxième génération de la sociologie française, fut le premier à appliquer la méthode sociologique à un objet jusque-là domaine réservé des psychologues ou des philosophes.

**S**on premier ouvrage, publié en 1925, peut être décomposé en deux parties relativement distinctes qui correspondent à deux faces de sa réflexion. Dans un premier temps, il s'attache à mettre en lumière le caractère socialisé de toute mémoire individuelle, dénonçant la fiction d'un individu se souvenant de manière isolée. Dans un deuxième, il s'intéresse aux formes de la mémoire du groupe en tant que groupe, en analysant successivement le cas du groupe familial, du groupe religieux, puis de la classe sociale. Les deux perspectives sont toutefois indissociables, comme le montreront plus encore les développements ultérieurs de *La Mémoire Collective*. «On peut dire aussi bien que l'individu se souvient du point de vue du groupe, et que la mémoire du groupe se réalise et se manifeste dans les mémoires individuelles»[20].



Couverture du magazine *L'Express* du 5 janvier 1995.

**M**ais étrangement, la plupart des chercheurs qui redécouvrent les travaux d'Halbwachs avec le réveil de l'intérêt pour la mémoire dans les années 70-80, ne vont retenir que la deuxième partie de son travail, négligeant la réflexion sur les conditions sociales de la mémoire individuelle, pourtant tout aussi novatrice à l'époque dans sa charge contre la psychologie bergsonienne.

C'est pourtant le cœur de son argumentation dans la première partie des *Cadres*, où il s'attaque à la fiction de la mémoire individuelle : pour se souvenir, l'individu a besoin de cadres lui permettant de reconstruire son passé ; et ces cadres que sont le langage comme système conventionnel d'expression des souvenirs, l'espace et le temps comme principes d'organisation, lui sont fournis par les groupes sociaux auxquels il appartient. La thèse est exposée dès l'Avant-Propos avec le mythe de la petite fille esquimaude retrouvée abandonnée et qui, coupée des siens, de son entourage social, se révèle incapable de convoquer ses souvenirs.

Halbwachs fait ainsi le lien entre deux pans de sa théorie qui sont deux réfutations de la conception bergsonienne. Les souvenirs ne sont pas conservés dans un inconscient quelconque, ils sont reconstruits, et cette capacité de reconstruction n'est pas une fonction psychique individuelle mais une possibilité qui s'offre à l'individu grâce aux points d'appui sociaux mis à sa disposition par les groupes dont il fait partie.

«**C**'est dans la société que l'homme acquiert ses souvenirs, qu'il se les rappelle et comme on dit qu'il les reconnaît et les localise»[21].

Dans cette perspective, la sélectivité de la mémoire n'est nullement en bien des cas le produit d'une manipulation volontaire; comme le note Marie-Claire Lavabre, elle n'est généralement «rien d'autre que la capacité à ordonner le sens du passé, en fonction de représentations, visions du monde, symboles ou «notions» qui permettent aux groupes sociaux de penser le présent»[22].

Certes, un groupe peut influer de manière délibérée sur la mémoire de ses membres, au travers de mises en forme institutionnelles du passé, mais cette influence existe le plus souvent «naturellement», comme dans le cas de la mémoire familiale analysé par Halbwachs, au sein de laquelle l'individu trouve figures d'aïeul et faits marquants porteurs de sens qui l'aident à réorganiser son passé.

C'est fondamentalement au travers de ces instances de reconstitution du passé, grâce auxquelles l'individu donne sens à ses souvenirs en les ordonnant, que s'exerce la contrainte normative du

groupe sur l'individu. En effet, les grands cadres de la mémoire évoqués par Halbwachs, l'espace, le temps, le langage, ne sont pas des principes abstraits d'organisation de l'expérience communs à tous les hommes, mais sont au contraire spécifiques à chaque petite société particulière que constitue un groupe tel qu'une famille ou une profession.

**C**'est que, selon Halbwachs, la mémoire remplit une fonction essentielle pour le groupe, celle «d'assurer sa cohésion et de garantir sa continuité». En se souvenant, le groupe prend conscience de son identité et s'isole des autres. Avec l'intégration de nouveaux souvenirs dans les cadres de la mémoire du groupe, la nouveauté est gommée et le groupe acquiert ainsi l'illusion de sa permanence. «Sans doute, il est sous le coup d'une illusion lorsqu'il croit que les ressemblances l'emportent sur les différences, mais il lui est bien impossible de s'en rendre compte puisque l'image qu'il se faisait de lui-même s'est lentement transformée»[23].

**M**ais s'il s'égare ainsi dans des formulations « finalistes » et « anthropomorphistes » que lui reprochera Marc Bloch[24], Halbwachs n'en met pas moins en question l'efficacité sociale des pressions normatives qui s'exercent sur les membres d'un groupe.

C'est que l'individu participe de plusieurs groupes sociaux et que la reconstitution de ses souvenirs est donc le produit d'une interaction entre des principes d'organisation du passé divergents : entre ceux fournis par les divers groupes, familial, amical, religieux ou politique auxquels il appartient aujourd'hui, mais aussi entre ceux-ci et les cadres sociaux différents au travers desquels il a autrefois acquis ses souvenirs.

**C**'est cet élément essentiel de la thèse d'Halbwachs que Marie-Claire Lavabre retient quand elle souligne que chez celui-ci, «en dernière analyse, ce sont toujours des individus qui se souviennent»[25]. «La mémoire collective cesse alors d'être cette abstraction sociologique ou cette métaphore qui s'accommode de l'idée qu'une société ou un groupe possède des souvenirs, commémore son passé, célèbre son identité, pour devenir la réalité fondamentale»[26]. Elle est la condition de possibilité des souvenirs individuels et le lieu où ils se forment dans l'interaction entre des instances de reconstruction sociale d'origines diverses. «La mémoire est dite collective non parce qu'elle est la mémoire du groupe en tant que groupe, mais parce que le collectif, le social, est l'état dans lequel existent les individus»[27].

Dès lors, ce qu'il reste à penser c'est la manière concrète dont ces processus collectifs de production des souvenirs se développent au sein d'institutions particulières, les voies par lesquelles les principes collectifs d'organisation et d'intelligibilité du passé s'actualisent dans des mémoires individuelles, pour produire comme une sorte d'harmonie de pensée au sein d'un groupe.

C'est cette problématique que Marie-Claire Lavabre s'est employée à mettre en œuvre dans son travail sur la mémoire communiste.

### *La mémoire au sein du Parti communiste*

**L**e modèle conceptuel mis en avant se veut en fait une rupture avec deux pôles opposés de la représentation de la mémoire qu'il s'efforce simultanément d'intégrer dans une conception plus dynamique : d'un côté, l'approche désormais bien identifiée qui réduit la mémoire collective d'un groupe au discours produit par ses représentants officiels sur son propre passé, de l'autre une conception minimale d'une mémoire commune comme mémoire partagée d'un évènement passé vécu en commun, mémoire authentique faite de souvenirs idéalement protégés des falsifications.

Marie-Claire Lavabre y oppose l'idée d'Halbwachs selon laquelle tout souvenir est reconstruction du passé à l'aide des points d'appui fournis par le groupe, mais en même temps jamais simple reflet d'une mémoire collective transcendante.

**P**ensée comme interaction, négociation entre les deux pôles identifiés, la «mémoire historique» du parti d'un côté, la «mémoi-

re vive» des individus de l'autre, la mémoire collective telle qu'elle la définit, objet volatile, n'est cependant pas directement saisissable empiriquement. De ce fait, la réflexion menée se base sur une analyse comparée des deux bornes de cette mémoire, qui elles peuvent être enregistrées par le chercheur, la mémoire historique au travers de sources écrites, discours et livres d'histoire où s'exprime la vision officielle du passé, et la mémoire vive, par le recueil en situation d'entretiens, de témoignages de militants communistes sur le passé.

Tout le travail va ensuite consister, au gré de l'analyse de trois «figures de la mémoire communiste», la Révolution Française, l'année 1956, et De Gaulle, à montrer de quelle façon chacun de ces deux objets s'écartent de sa définition idéale, à substituer à l'indépendance supposée une interdépendance qui est précisément le lieu de la mémoire collective.

La mémoire historique s'écarte ainsi de sa définition restrictive comme discours totalement instrumental, entièrement ancré dans le présent, détaché de toute contrainte : volontaire et travaillée par les stratégies politiques, elle ne peut cependant être en contradiction absolue avec le souvenir des périodes vécues.

**Q**uant à la mémoire vive, elle s'éloigne de la représentation idéalisée des souvenirs authentiques, patrimoine privé et préservé des individus.

Les souvenirs individuels ne sont certes pas le simple miroir du discours officiel; les militants communistes ne sont pas, comme dans la conception totalitaire et anthropomorphiste traditionnelle, de simples automates reproduisant à l'identique le récit du passé appris dans leurs manuels du bon militant. Mais s'ils s'écartent de la vision officielle de l'histoire, ce n'est pas qu'ils opposent aux machiavéliques manipulations de la direction, les souvenirs, méticuleusement préservés dans quelque inconscient, mais plutôt parce qu'ils sont pris dans d'autres courants de mémoire qui leur fournissent des principes alternatifs de reconstruction de leur passé.

**C**'est ainsi notamment que Marie-Claire Lavabre rend compte de la représentation ambilavente de la Révolution Française qui ressort des entretiens avec les militants les plus âgés en invoquant la concurrence de cet autre milieu social d'inculcation d'un rapport affectif au passé que fut l'école républicaine : «C'est bien parce que domine encore la formation acquise à l'école de la République que la vision marxiste puis soviétique de la Révolution Française ne s'impose que très partiellement aux militants de cette génération»[28]. Par rapport à des évènements de dimension nationale comme la Révolution ou la Résistance, les militants communistes, pas si retranchés dans leur parti-société que le veut la représentation commune, ont à leur disposition plusieurs schèmes de reconstitution du passé et ne sont pas totalement soumis aux fluctuations de la vision officielle. D'où également, leur résistance à la dévaluation du gaullisme dans les années 1960.

«**I**nteraction entre l'élaboration de l'histoire telle que l'opère le parti et la mémoire commune de ses adhérents, relation, tension et négociation entre l'unité de la norme et la diversité des itinéraires militants »[29], la mémoire collective communiste est ainsi plus une potentialité qui ne se réalise que lorsqu'il y a rencontre entre la mémoire vive et la mémoire historique, comme dans le cas de la valorisation de la Résistance.

**M**ais Marie-Claire Lavabre analyse aussi les voies de l'homogénéisation de la mémoire, les processus par lesquels, à l'intérieur de l'institution, s'exercent des forces tendant à rapprocher les deux définitions, à faire coïncider la mémoire-interaction avec la mémoire-harmonie. Plus que l'apprentissage par les militants de l'histoire du parti, ce sont les cadres sociaux communs à la mémoire historique et à la mémoire vive qui contribuent à réduire la distance entre ces deux bornes de la mémoire collective.

Ce sont les cadres de la socialisation partisane, qui, plus que les subtilités de l'histoire réécrite par le Comité Central, inculquent à chaque militant une même grille de lecture du passé. Ce sont les

cadres de l'intelligibilité, dont le partage est à la fois le produit de cette socialisation et le résultat d'une adéquation spontanée entre «une philosophie de l'histoire, une manière d'écrire l'histoire, et les illusions qui donnent espoir et dignité aux «ouvriers», aux «travailleurs», aux «petites gens» dont le parti se veut le représentant»[30]. Ce sont enfin les cadres de l'organisation : logique du secret qui règne à l'intérieur du parti, autorisant par «la déperdition d'expériences vécues» qu'elle engendre, «la sélectivité volontaire de la mémoire historique»[31], principe de l'autocritique qui est comme un apprentissage des mécanismes de la réécriture du passé ; esprit de parti enfin, qui, en se fondant sur le «tri de l'utile et du nuisible au parti»[32] entretient chez les militants la tendance à la sélectivité du souvenir.

**Q**ue retenir au bout du compte de ce long exposé, au regard de la question qui nous intéressait initialement, à savoir comment étudier la mémoire au sein du Parti socialiste ?

D'abord une définition de l'objet mémoire collective, bâtie par Marie-Claire Lavabre à partir des intuitions fondatrices d'Halbwachs, de laquelle nous nous sommes inspirés pour délimiter notre sujet en introduction. Ensuite, un protocole de recherche, pour tenter d'appréhender cet objet, basé sur la mise en regard de sources écrites où s'exprime la lecture officielle du passé, avec des témoignages de militants recueillis en situation d'entretien. Enfin un programme d'étude, défini en creux par cette critique réitérée en conclusion à l'encontre de la conception anthropomorphiste de la mémoire collective : «...on omet de s'interroger d'une part, sur les conditions dans lesquelles des individus, historiens de partis ou témoins autorisés, écrivent l'histoire de leur parti, d'autre part, de se demander en quelle mesure cette histoire écrite, contrôlée par l'organisation, par l'appareil, est ou non, partagée par les militants et les adhérents de ce parti»[33].

L'application de ce programme au cas du Parti socialiste suppose toutefois de considérer la spécificité de ce parti au regard d'un modèle construit pour le PCF.



# Comment étudier la mémoire au sein du Parti socialiste

L'ambition de Marie-Claire Lavabre était, au-delà du cas du PCF, de construire un modèle général d'étude sociologique de la mémoire partisane. De ce fait, elle faisait l'hypothèse que la mémoire communiste n'était particulière que dans ses contenus, et non dans ses mécanismes. Toutefois, parallèlement, elle justifiait le choix de cet objet en insistant sur les caractéristiques spécifiques du PCF, parti-société dont on peut supposer que l'organisation de la mémoire collective y est plus efficace, et parti au sein duquel les références au passé occupent une place spécialement importante.

En faisant le choix d'éprouver sa grille d'analyse par son application au cas du Parti socialiste, nous nous plaçons dans la continuité de son entreprise avec la volonté d'enrichir la compréhension des phénomènes de mémoire au sein des organisations partisanes. Dans le même temps, nous entendons nous rapprocher de la réalité de l'action partisane en France, en nous éloignant d'un modèle du militantisme communiste, qui, longtemps hégémonique en science politique, ainsi que le soulignaient Henry Rey et Françoise Subileau[34] en introduction de leur étude sur les militants socialistes, a pu constituer un prisme déformant.

Dans cette perspective, il nous paraît bon d'examiner ce qui distingue le Parti socialiste de son "frère ennemi", du point de vue d'une part de l'intégration militante, d'autre part de l'importance de la production mémorielle.

## Sociographie du Parti socialiste

**I**l n'est plus juste d'affirmer aujourd'hui, comme le faisait Frédéric Sawicki, que «la SFIO et le Parti socialiste sont les parents pauvres de la sociologie des partis»[35]. Son étude ainsi que celle d'Henri Rey et Françoise Subileau ont contribué à combler le vide en ce domaine. Allant dans le sens de la déconstruction de l'acteur collectif Parti socialiste, démarche dont on aura compris qu'elle

fonde notre mode d'appréhension de la mémoire partisane, ces deux études dessinent l'image d'un parti aux structures relativement souples, à la réalité militante locale très diverse, et qui intègre des individus à la trajectoire socio-politique et au degré d'investissement dans le parti, très différents.

**S**i le Parti socialiste se révèle relativement homogène socialement et peut se définir comme le parti «du salariat protégé» et «des mobiles ascendants», dont la féminisation se fait très lentement et dont les liens avec le monde ouvrier se distendent peu à peu, c'est ainsi plutôt la diversité des itinéraires idéologiques de ses militants qui frappe. « Socialisés dans des milieux idéologiquement contrastés»[36], ils sont souvent passés avant d'entrer au Parti socialiste par des formations politiques diverses : SFIO mais aussi Convention des Institutions Républicaines ou encore Parti Socialiste Unifié. Cette pluralité des trajectoires ayant conduit à l'adhésion se traduit par des modes d'insertion différenciés, dont la cristallisation est le système des courants. Elle se manifeste par une relative hétérogénéité des systèmes axiologiques, les deux auteurs identifiant notamment un clivage opposant les valeurs associées à la laïcité à celles liées au thème de l'autogestion.

L'actualisation de l'enquête effectuée en 1998 par Henri Rey et Françoise Subileau avec le concours de Colette Ysmal[37], met toutefois en évidence un accroissement de l'homogénéité d'un parti revendiquant à cette date près de 120 000 adhérents. «La diminution du recrutement dans les milieux catholiques, l'effacement de la «deuxième gauche», pour le dire en un mot celui de la mouvance rocardienne, ne peuvent que renforcer le processus d'homogénéisation partisane»[38]. Si les deux univers culturels repérés en 1985-86 sont toujours présents, et que les militants continuent à se différencier par la date de leur adhésion, leur degré d'engagement dans le parti, le constat d'un «travail d'homogénéisation partisane relativement accompli» conduit à relativiser la portée de l'opposition schématique entre un PCF monolithique et un Parti socialiste pluriel.



Dans son étude, Marie-Claire Lavabre soulignait déjà que même pour les militants communistes, les itinéraires étaient divers, et qu'ils avaient une influence sur la manière dont se faisait la reconstitution des souvenirs. De nombreuses études parmi lesquelles on peut retenir celle de Jean-Paul Molinari[39] sur la pluralité des matrices d'adhésion au communisme, ont depuis lors battu en brèche l'image d'un PCF cohérent et uniforme. A l'inverse, il apparaît que le Parti socialiste est peut-être plus homogène que ne le veut la représentation commune ou en tout cas qu'il l'est plus aujourd'hui qu'il ne l'a été par le passé.

Il reste que, réalité différente ou représentation nouvelle produit de l'évolution de la sociologie des partis, le panorama de départ auquel nous sommes confrontés est plutôt celui d'un parti aux structures lâches et à la réalité militante diverse, quand Marie-Claire Lavabre mettait en question la perception du PCF comme parti monolithique.

**S**urtout, la liberté de parole dont bénéficieraient les membres du Parti socialiste est une caractéristique mise en avant par les dirigeants et revendiquée par les militants eux-mêmes, comme le notaient déjà Henri Rey et Françoise Subileau et comme nous l'avons nous-mêmes constaté : les personnes que nous avons interrogées ont en effet majoritairement évoqué la subjectivité de leur point de vue, voire mis en avant leur «liberté d'esprit».

Cette revendication d'une «démocratie de la parole» fait que la problématique de base est très différente de celle du PCF où la représentation dominante mettait l'accent sur le poids d'une mémoire historique d'organisation oppressante. Ici l'image de départ, compte tenu de la liberté d'expression dont semblent bénéficier des militants dotés en outre d'un capital culturel assez élevé leur permettant de l'exercer, est plutôt celle de mémoires individuelles dispersées, peu soumises à la contrainte partisane. Et ce d'autant plus que les forces d'intégration idéologique qui semblent tout de même s'exercer à l'intérieur du parti, ont de fortes chances de voir leur poids réduit lorsqu'on touche à un enjeu comme la vision du

mitterrandisme à la fois porteur de divisions internes et soumis à des influences externes.

**D**ans quelle mesure existe-t-il tout de même des processus collectifs, d'homogénéisation, d'identification ou de socialisation, permettant une certaine convergence entre les mémoires individuelles et entre celles-ci et la représentation officielle du passé ?

Pour répondre à cette question, il s'agit d'abord d'examiner quelle place occupent les références à l'histoire au sein du Parti socialiste.

## La place du passé dans la production officielle du Parti socialiste

**E**xiste-t-il quelque chose comme une mémoire historique au sein du Parti socialiste ? Arrivé à ce point de notre réflexion, il apparaît difficile de ne pas s'interroger sur une notion qui, si elle renvoyait à une réalité bien tangible dans le cas du PCF, semble beaucoup plus problématique dès lors que l'on s'intéresse au Parti socialiste. Doté avec l'Institut Maurice Thorez d'un relais où pouvait s'exprimer, sous des dehors de scientificité, sa vision idéologique de l'histoire, exerçant, via la socialisation partisane un contrôle strict sur des dirigeants qui retraduisaient cette vision dans leurs autobiographies, accordant une place essentielle à l'histoire dans la formation militante à travers notamment la diffusion des Almanachs, le PCF représentait le cas type d'une mémoire historique institutionnalisée. Peut-on parler de la même façon d'une mémoire officielle dans le cas du Parti socialiste, organisation plus ouverte, moins soucieuse a priori, de formuler une vision cohérente propre de son passé récent ?

**S**'il convient de se garder d'affirmations définitives, dans la mesure où nous ne nous sommes réellement intéressés à la production officielle du Parti qu'après 1994, l'histoire et la mémoire s'y révèlent être des soucis récents et encore marginaux.

Selon les témoignages de militants que nous avons pu recueillir, la formation des militants et plus encore leur formation historique n'est qu'une préoccupation récente au sein du Parti socialiste. La publication en 1996 d'un *Guide de l'adhérent*[40] au sein duquel une place importante est faite à l'histoire du parti, constitue ainsi une nouveauté, que Lionel Jospin, alors Premier secrétaire, justifie d'ailleurs par une volonté de relance «de notre formation interne». Confiée à l'historien Alain Bergounioux, à l'époque secrétaire national à la Formation, cette brochure témoigne toutefois de l'existence d'un discours historique à usage interne sur le passé du Parti : à côté de développements sur l'identité du Parti socialiste, statuts et déclaration de principes, et sur son fonctionnement interne, une trentaine de pages est en effet consacrée à l'histoire du Parti socialiste, des origines du socialisme à l'émergence de Lionel Jospin comme nouveau leader, en passant par un bilan détaillé de l'action de la gauche au pouvoir.

**L**a création d'une Délégation Nationale à l'Histoire et à la Mémoire va aussi dans le sens de ce renouveau encore timide de l'intérêt pour le passé. Initialement confiée en 1995 par Lionel Jospin à Louis Mexandeau, cette instance ne va connaître un réel développement qu'à partir de 1996, sous l'impulsion de Jean-Marcel Bichat, conseiller municipal de Narbonne et ancien assistant de François Mitterrand de 1971 à 1981.

La Commission qu'il est chargé d'animer réunit des universitaires, pour la plupart historiens, membres ou proches du Parti, et se fixe un double objectif de commémoration et de réflexion historique : «La mémoire, ce sont les témoignages, les souvenirs des militants, des familles de militants, les archives du Parti, d'anciens dirigeants ou de militants. L'histoire, c'est la réflexion, la recherche ou la critique historique.»[41] Partie prenante d'une stratégie symbolique de renouvellement de l'image d'un parti, se voulant à la fois plus conscient de son identité historique et plus ouvert aux remises en cause, cette Commission va cependant, de l'avis même de ses membres, rapidement péricliter.

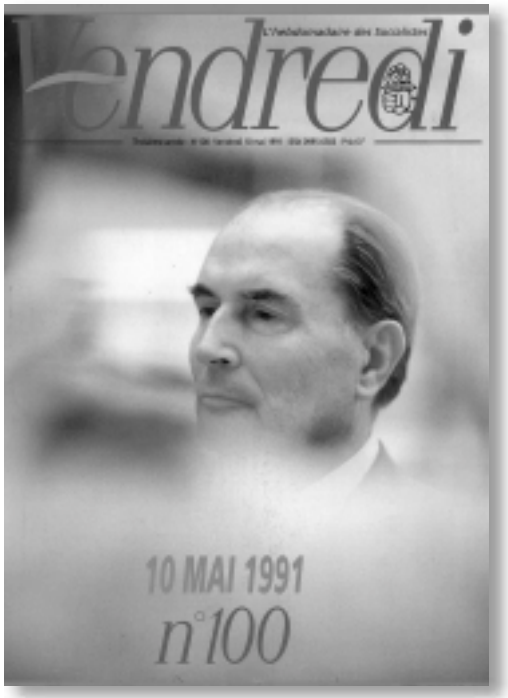
Après une première Table Ronde, le 25 juin 1996, sur le thè-

me «Les socialistes de Jaurès à Mitterrand», ses activités vont vite se limiter aux seules interventions de son délégué national, organisant des réunions de formation pour les nouveaux militants ou donnant des conseils dans l'hebdomadaire des socialistes sur la manière de commémorer le Front Populaire.

Force est donc d'en rester au constat d'un souci pour le passé à la fois récent et revendiqué mais qui demeure marginal.

C'est ce qu'illustre également la création en 1999 d'un Centre d'Archives Socialistes. Structure intégrée à la Fondation Jean-Jaurès, et animée par deux archivistes, Emmanuelle Jouineau et Thierry Mérel, celui-ci a reçu du Parti socialiste, en vertu d'une Convention signée en juillet 1997, la mission de conserver, traiter et mettre en valeur ses archives. Mais les tâches concrètes que ce centre se fixe, la collecte et le tri des archives du Parti refondé au Congrès d'Epinay, fonds jusque-là totalement éclaté, mais aussi l'inculcation d'un «réflexe archives» à tous les échelons du parti, démontrent surtout que le souci de conserver de manière cohérente et organisée les traces de son passé, était auparavant globalement absent des préoccupations du parti.

*Vendredi*, hebdomadaire du Parti socialiste, n°100, 10 mai 1991.




**S**ouci récent, donc, et moyens encore limités, mais la production ayant trait spécifiquement à la période mitterrandienne représente toutefois une somme non négligeable.

Le départ de François Mitterrand de l'Elysée le 17 mai 1995 puis son décès près de huit mois plus tard ont en effet été l'occasion d'une diffusion plus importante de publications à vocation historique ou mémorielle. Au cours des années 1995 et 1996, des publicités ou offres spéciales paraissent dans l'hebdomadaire interne du Parti socialiste *Vendredi*, assurant successivement la promotion de cassettes vidéos retraçant le parcours ou dressant le portrait de François Mitterrand, d'un livre où Pascal Lebrun, photographe officiel du parti a réuni des instantanés de la vie des grands leaders du Parti socialiste de 1971 à 1995 (*Pour Mémoire*[42]), ou encore de l'ouvrage de Claude Estier, *De Mitterrand à Jospin, trente ans de campagnes présidentielles*[43]. Surtout, à l'automne 1996, un hommage officiel du Parti est publié, album-photo[44] agrémenté de commentaires historiques, relatant l'action de François Mitterrand à la tête du Parti socialiste de 1971 à 1981.

Mais le départ du pouvoir puis le décès de François Mitterrand ont également donné lieu à la publication de deux numéros spéciaux de *Vendredi* recensant les hommages de dirigeants socialistes, historiques ou encore en fonction, et le 8 janvier va ensuite s'imposer, au même titre que le 10 mai, comme une date où chaque année la mémoire de François Mitterrand est évoquée dans les colonnes de l'hebdomadaire socialiste, le plus souvent pour rapporter les discours prononcés à ces occasions par les représentants du parti. Ces discours, au même titre que les propos tenus dans les mêmes circonstances dans les médias nationaux, mais aussi que les références au passé incluses dans les interventions publiques des responsables du parti lors de grands évènements comme les congrès, constituent également les lieux de l'expression de la mémoire historique officielle du mitterrandisme.

Evocations de souvenirs personnels ou communs ou regard détaché porté sur l'action passée, ces déclarations, si elles ne mobilisent pas une lecture élaborée de l'histoire, représentent en effet des paroles symboliques, fournissant des grands principes d'interprétation du passé susceptibles de donner sens aux souvenirs individuels.

Pour définir la mémoire officielle du parti, nous avons donc étudié les références au mitterrandisme faites à ces occasions depuis 1995 par les différents responsables officiels du Parti socialiste, à

savoir Lionel Jospin, Premier secrétaire puis Premier ministre, François Hollande qui lui a succédé en 1997 à la tête du parti, mais aussi secondairement les porte-parole successifs de celui-ci.

**A**insi définie la mémoire officielle du parti, plus vision globale que mise en récit circonstanciée du passé, il apparaît toutefois que ce n'est pas le seul discours rétrospectif sur le mitterrandisme qui soit accessible aux militants au sein de la mouvance socialiste.

## Des sources mémorielles alternatives

**D**es discours autorisés sur le mitterrandisme divergeant plus ou moins par rapport à la position officielle du parti, mais pouvant se réclamer d'une certaine légitimité, sont en effet à même de s'exprimer, et ceci à travers trois vecteurs principaux : d'abord les grandes institutions productrices d'histoire ou de mémoire gravitant autour du Parti socialiste ; ensuite les prises de position dans les médias pour certains grands leaders s'appuyant sur une légitimité personnelle ; enfin les témoignages publiés sur la période mitterrandienne.

### *Les Institutions productrices de mémoire*

**N**ous avons déjà évoqué le rôle de L'OURS ou de la Fondation Jean-Jaurès dans l'élaboration d'une mémoire socialiste. Ces institutions disposent d'un statut, L'Office Universitaire dans un cas, Fondation reconnue d'utilité publique dans l'autre, qui leur confère une légitimité propre ; en même temps, les liens institutionnels ou informels qu'ils ont avec le Parti socialiste les autorisent à se réclamer du socialisme.

Créé en 1969, L'OURS est à la fois un centre de documentation pour étudiants et chercheurs, regroupant les archives du socialisme français depuis le début du siècle, et une institution universitaire qui publie un mensuel de critique littéraire, culturelle et artistique, *L'OURS*, et une revue scientifique trimestrielle *Recherche socialiste*, à laquelle collaborent historiens et politistes spécialistes du mouvement socialiste. Il organise également des colloques à vocation universitaire, par exemple en 2000 «Histoire et Mémoire de Léon Blum». Il est actuellement présidé par Alain Bergounioux et son secrétaire général est Denis Lefebvre, premier biographe de Guy Mollet. Conservatoire des archives de l'ancienne SFIO, L'OURS se positionne comme dépositaire de la tradition du socialisme français.

L'OURS

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SOCIALISTE 86 RUE DE LILLE 75007 PARIS

mensuel socialiste de critique littéraire culturelle artistique N°309

Mensuel de *L'OURS*, n°309, juin 2001

**C**réée en 1992 par Pierre Mauroy qui en est toujours aujourd'hui le président, la Fondation Jean-Jaurès se situe dans une autre perspective. Bâtie sur le modèle des fondations politiques qui existent notamment en Allemagne, elle se veut un «vecteur du rayonnement de notre pays et de la pensée socialiste française» et s'est vue fixer trois missions essentielles : «faire vivre la démocratie en développant la coopération internationale, notamment dans le cadre de l'Internationale Socialiste» ; «faire vivre nos idées par l'organisation de débats et conférences»; «faire vivre notre mémoire collective par le rassemblement des archives et du témoignage

LA LETTRE

FONDATION JEAN JAURÈS

Vingt ans après, un anniversaire heureux

Sommaire

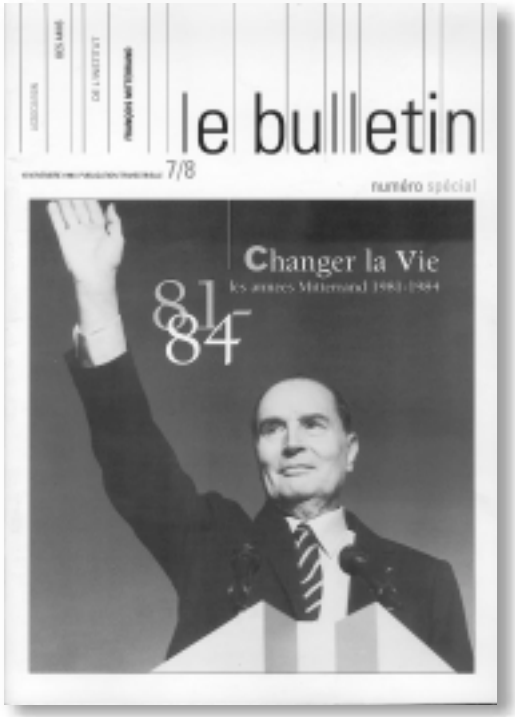
La social-démocratie dans le monde

Publication mensuelle de la Fondation Jean-Jaurès, *La lettre*, n°42, mai 2001.

des acteurs de l'histoire de notre famille de pensée»[45]. Elle publie une *Lettre* mensuelle, ainsi que des *Notes* de réflexion, contributions au débat politique. Le département Histoire et Mémoire y occupe toutefois une place secondaire, ses activités consistant essentiellement, outre l'animation du CAS, dans la publication épisodique de *Notes Histoire et Mémoire* ou d'articles dans la *Lettre de la Fondation Jean-Jaurès*. Localisée Cité Malesherbes, dans les bureaux de l'ancien siège de la SFIO et du Parti socialiste, elle entend représenter la continuité d'un socialisme toujours porteur d'avenir.

**A**ux côtés de ces fondations, prend place un acteur qui joue un rôle plus singulier dans l'élaboration d'une mémoire du mitterrandisme : l'Institut François Mitterrand. Souhaitée par François Mitterrand lui-même, cette fondation reconnue d'utilité publique, née le 4 avril 1996 et successivement présidée par Roland Dumas puis Jean-Louis Bianco, revendique une vocation première d'ordre scientifique : réunir et conserver archives et documents relatifs à l'histoire de la seconde moitié du vingtième siècle, et en faciliter l'accès aux historiens et chercheurs. Son conseil d'administration, où siègent Gilbert Mitterrand et Mazarine Pingeot ainsi que d'anciens proches du président, est ainsi assisté d'un conseil scientifique composé d'universitaires et spécialistes français et étrangers. Cependant cette ambition scientifique se double d'une volonté de faire




le bulletin

7/8

numéro spécial

Changer la Vie

les années Mitterrand 1981-1984

81-84

Publication trimestrielle de l'Association des amis de l'Institut François Mitterrand, numéro spécial 7/8, 15 novembre 1998.

plus directement œuvre de mémoire. Ainsi que l'exprime son vice-président Jean Kahn lui-même, «sans déroger à sa vocation statutaire, l'Institut se doit de perpétuer le souvenir de ces années-là : lieu de rencontre, il est aussi lieu de mémoire»[46]. La création d'une Association des Amis de l'IFM, présidée par Pierre Bergé et dont le but explicite est d'établir le lien «avec toutes celles et tous ceux qui ont soutenu son action, participé à son combat et qui demeurent décidés à défendre sa mémoire»[47], témoigne de cette imbrication entre les préoccupations historiques et mémorielles.

**P**our plus de clarté toutefois, les tâches ont été réparties. L'Association diffuse un bulletin trimestriel où sont publiés discours de François Mitterrand et témoignages d'acteurs de la période, ou encore hommages prononcés en son honneur par des personnalités socialistes, mais où l'on trouve également des comptesrendus critiques de livres sur François Mitterrand et même des points de vue et réflexions sur la vie politique contemporaine. Elle organise également des rencontres et manifestations commémoratives et c'est notamment elle qui, en collaboration avec le Parti socialiste, a pris en charge la célébration du vingtième anniversaire du 10 mai 1981, avec un déjeuner-débat à l'Assemblée Nationale et un concert à la Bastille.

L'Institut, quant à lui, a eu essentiellement pour activité l'or-

ganisation de colloques à vocation scientifique sur les thèmes «François Mitterrand et l'Allemagne», «François Mitterrand - Paix et Développement», «François Mitterrand et l'Afrique» et enfin «Changer la vie : les années François Mitterrand». Les actes de ce dernier, organisé en janvier 1999 en collaboration avec la Fondation Nationale des Sciences Politiques et qui réunissait universitaires et témoins de la période, ont été publiés en février 2001[48].

Par l'intermédiaire de sa secrétaire générale Dominique Bertinotti, qui est aussi la mandataire de François Mitterrand, l'Institut s'occupe également de la gestion des archives de l'ancien Président en décidant notamment des autorisations de consultation.

**L**'OURS, l'IFM, la FJJ, ces trois institutions dessinent un triangle de la production de discours autorisés, à mi-chemin entre les vocations historique et commémorative, qui peuvent représenter des cadres de perception du passé alternatifs à la vision officielle du parti. Il semble d'ailleurs que les trois se répartissent plus ou moins tacitement le travail, en fonction du positionnement de chacune, comme l'illustre la géographie de l'action commémorative en cette année 2001, riche en occasions de célébrations. En effet, tandis que l'AAIFM s'est chargée de fêter le vingtième anniversaire du 10 mai 1981, la Fondation Jean-Jaurès a choisi de consacrer une *Note Histoire et Mémoire*[49] à la déclaration de politique générale prononcée par Pierre Mauroy le 8 juillet 1981, insistant sur la tonalité modérée et déjà presque social-démocrate

*Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Histoire et Mémoire,* n°22, mai 2001.

du discours. L'OURS quant à lui, a édité une brochure sur le congrès d'Epinay[50], dont c'était le trentième anniversaire, en collaboration avec le Délégué National à l'Histoire et à la Mémoire qui a organisé un colloque sur la question le 19 juin 2001. Les heures glorieuses du mitterrandisme, la social-démocratie en action, les dernières heures de l'ex-SFIO.

### *Les prises de position publiques de «personnalités»*

**À** une époque où une grande partie de la compétition politique se joue sur la scène médiatique, il nous a paru impossible de négliger ce canal d'expression pouvant être mobilisé par des personnalités, membres du Parti socialiste mais écartés des positions de pouvoir au sein de celui-ci, qui, compte tenu de leur situation institutionnelle, de leur capital individuel de notoriété, ou de leur supposée connaissance intime de la période mitterrandienne, disposent de la légitimité suffisante pour voir leur parole sollicitée quand l'occasion le commande. L'analyse déployée doit ici considérer à la fois les lieux, les occasions et les formes de la prise de parole.

Tout d'abord les lieux : d'où les individus peuvent-ils s'exprimer ? ou plus métaphoriquement de quelle position, de quelle situation tirent-ils profit ?

**I**l apparaît tout d'abord que certaines fonctions institutionnelles offrent à leurs titulaires à la fois les occasions et les moyens d'exprimer leur point de vue. C'est par exemple le cas de la Présidence de l'Assemblée Nationale qui permet à Laurent Fabius, accueillant en janvier 1999 le colloque «Changer la Vie», d'affirmer dans son discours sa vision de l'époque mitterrandienne, tout comme son successeur Raymond Forni le fera en 2001 en clôture du déjeuner-débat commémorant le 10 mai 81. Ou bien la présidence du Groupe Socialiste à l'Assemblée, qui confère le droit de s'exprimer à Jean-Marc Ayrault, recevant Salle Colbert le 19 juin 2001 le colloque sur le congrès d'Epinay.

**M**ais la position de maire d'une grande ville offre également à

son titulaire des ressources intéressantes. Elle permet la réalisation de gestes symboliques forts, comme l'attribution du nom de François Mitterrand à une rue ou à un monument, qui sont autant d'opportunités pour prononcer des discours publics évoquant le passé : ainsi par exemple celui de Pierre Mauroy inaugurant le 5 juin 1998 à Lille, une statue de l'ancien Président, et dont certains extraits du discours sont repris dans la presse locale et nationale.

**P**ositions présentes donc, mais aussi positions passées, à l'origine de la constitution d'un capital de légitimité à la prise de parole. Si Laurent Fabius a la possibilité de prendre la parole, pour faire entendre qui plus est, une musique légèrement dissonante, et qu'il voit ses propos relayés, c'est non seulement grâce à sa position actuelle mais aussi parce qu'il a été Premier ministre de François Mitterrand. Ainsi ses propos rencontrent-ils également un écho lorsqu'il inaugure à Bordeaux, le 2 février 1998, le Pont François Mitterrand.

**M**ais ce peut être aussi, principe de légitimité concurrent, la proximité supposée avec l'ancien Président qui justifie l'octroi de la parole à certains anciens collaborateurs.

Notons toutefois qu'ici peut-être plus qu'ailleurs, compte tenu du flou quant aux critères à même de définir la «proximité» mitterrandienne, la légitimité représente une qualité circulaire : revendiquer la parole, c'est aussi en effet s'auto-instituer comme représentant légitime et contribuer du même coup à la réévaluation de son propre rôle historique. Phénomène complexe, où se combinent déclarations d'appartenance et assignations extérieures, l'identification comme mitterrandiste, lorsqu'elle est à la fois historique et assumée, reste toutefois le gage pour certaines personnalités comme Louis Mermaz, Michel Charasse ou Louis Mexandeau, d'être interrogés prioritairement quand l'occasion le commande, évènements commémoratifs ou controverses sur le passé. Ce sont ainsi par exemple leurs réactions, qui sont sollicitées et reprises médiatiquement en novembre 1998, suite aux propos tenus par Michel Rocard dans la

Journal *Le Métro, Le magazine des Lillois*, n° 241, janvier 1996.

*Revue du Droit Public*[51], selon lesquels «François Mitterrand n'était pas un honnête homme».

**V**oilà d'ailleurs qui nous conduit directement à la question des «occasions» de la prise de parole publique sur le mitterrandisme. Pour que des personnalités soient invitées à exprimer leur point de vue, il faut en effet que l'agenda médiatique le commande. Sur un enjeu comme le mitterrandisme, ces «opportunités» médiatiques ont été depuis 1995 de diverses sortes, commandant des formes de discours différentes.

Il y a tout d'abord le temps des hommages, les deux dates déjà évoquées du 17 mai 1995 et du 8 janvier 1996. Heure du bilan pour les éditorialistes, c'est le plus souvent pour les hommes politiques l'heure de l'unanimité dans la célébration. Pascale Puthod, dans un mémoire de DEA intitulé *La mort de François Mitterrand, Représentation et Instrumentalisation de l'Histoire*[52] a montré qu'à cette occasion, le vieil adage « *De mortuis aut bonum, aut nihil* », « Des défunts, on ne dit rien sinon du bien », avait été parfaitement respecté.

Mais elle a également insisté, à

Journal *Nord Eclair*, numéro spécial, 11 janvier 1996.

*Nord demain*, magazine de la Fédération du Nord du parti socialiste, n°215, janvier / février 1996.

la suite de l'étude de Delphine Dulong sur « le discours politique des éloges funèbres »[53], sur les fonctions que ces hommages pouvaient remplir, derrière leur unanimisme de façade.

Fonction de célébration du corps politique d'abord, à travers la fonction présidentielle, de réactivation des croyances politiques, mais surtout fonction de légitimation du successeur. Pascale Puthod interprète ainsi l'éloge remarqué de Jacques Chirac comme une manifestation renouvelée du vieil adage «le roi est mort, vive le roi !» ; mais c'est aussi Lionel Jospin évoquant, le dimanche suivant lors de l'émission *Sept sur Sept*, les heures glorieuses de l'histoire de la gauche, et s'inscrivant du même coup dans cette histoire ordonnée ; comme le note encore Delphine Dulong, «en replaçant la biographie du défunt dans l'histoire des origines, en invoquant une histoire partagée, il s'agit moins de revivre cette histoire que de lui donner un sens»[54].

Mais, la phase des hommages et des funérailles, période de discours et de cérémonies convenues, constitue également un temps de sur-signification où les symboles prennent du même coup une importance réévaluée, où chaque détail qui s'écarte de la trame conventionnelle prévue, se voit sur-interprété, souvent au regard de l'attitude passée de chacun ; ainsi de la position en retrait du Parti socialiste dans l'organisation du rassemblement de la Bastille, perçue comme le témoignage de la distance entre le parti et son ancien chef ; ainsi surtout de la réaction de Lionel Jospin, jugée «un peu retenue, un peu froide»[55]. L'hommage, dont le contenu est de toute manière attendu, doit se distinguer par sa forme, par l'émotion qui le porte.

« **O**ccasions », derrière un apparent conventionnalisme, d'énoncer des principes signifiants à même de donner sens au passé commun, mais aussi exercice spécifique encadré par des formes contraignantes, ces caractéristiques des éloges funèbres qualifient également assez bien les autres opportunités offertes à la prise de parole par le calendrier politico-médiatique.

D'abord, les commémorations, déjà largement évoquées, anniversaires de la mort ou du 10 mai, où sont repérables le même type de phénomène, mais où peu à peu s'efface l'autocensure manifestée par l'emblématique «L'Histoire jugera», pour laisser place avec le temps à des considérations moins personnelles, plus politiques, sur le bilan ou les leçons, leçons de l'Union de la gauche pour Lionel Jospin lors de la commémoration du 10 mai, ou leçons du congrès d'Epinay, le " Congrès de l'Unité des socialistes" pour François Hollande. Autant de manière de faire le tri dans le passé et donc, d'élaborer, plus subtilement, une histoire sélective.

Et puis il y a les polémiques, nombreuses quand on touche au mitterrandisme, sans cesse renouvelées a-t-on l'impression : polémiques *pre mortem* sur le passé vichyste du Président, sur ses relations avec René Bousquet, sur sa fille cachée et sur les écoutes ; polémiques post mortem sur sa maladie, sur les démêlés avec la Justice de son fils ou de son ancien ministre des Affaires etrangères, polémiques relancées continuellement pas de multiples livres à «révélation», ou par les déclarations peu amènes de certains anciens alliés politiques ; autant de controverses sur l'homme, qui viennent interférer, comme nous l'ont confirmé les entretiens, avec la construction de la mémoire d'une période politique ; autant d'occasions pour les personnalités socialistes appelées à réagir, de rompre par la virulence de leurs réactions avec les propos convenus des commémorations ; par exemple pour Michel Charasse de traiter Michel Rocard de «petit gris fripé, triste et raté»[56] ; mais aussi occasions d'affirmer une vision plus tranchée de l'histoire, de réveiller des antagonismes, de tracer des lignes de partage entre bons et mauvais, fidèles et infidèles, voire de mettre en valeur une vision du socialisme.

En tant qu'elles marquent plus nettement les clivages et qu'elles obligent parfois certains à clarifier leur vision du mitterrandisme,

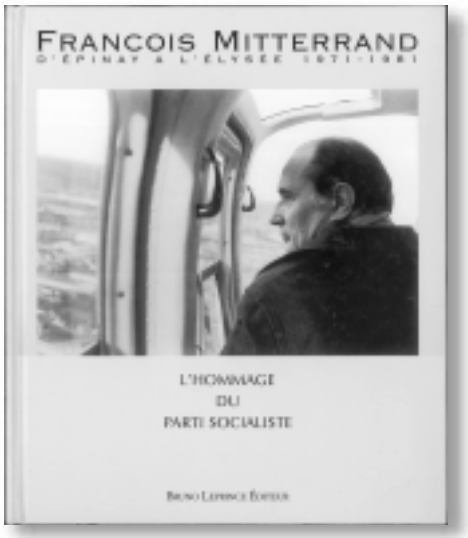
tel François Hollande, invité à réagir aux propos de Michel Rocard, nous avons tenu à intégrer dans notre corpus ces polémiques et les énoncés auxquelles elles donnent lieu.

**L**es occasions de prendre la parole et de faire ainsi entendre une note dissonante ne manquent donc pas pour les personnalités socialistes en situation légitime de s'exprimer sur le passé mitterrandien[57]. Sans compter qu'une autre voie s'offre à eux : les livres de témoignages.

***Témoignages et «histoire immédiate»***

**L**a personnalité de François Mitterrand et les péripéties de sa présidence ont représenté un véritable filon éditorial. Biographies, recueils de souvenirs, ou révélations posthumes, il serait fastidieux de répertorier ici l'ensemble des ouvrages parus qui évoquent de près ou de loin la vie de l'ancien président. Parmi la multiplicité des personnes aux statuts divers ayant souhaité rendre publique leur «part de vérité» sur la période mitterrandienne, il nous semble néanmoins que certains méritent de retenir notre attention. Nous voulons parler ici des hommes politiques qui, témoins privilégiés et acteurs de la période mitterrandienne, ou du moins se posant comme tels, continuent également à jouer un rôle à l'intérieur du Parti socialiste et dont la vision peut de ce fait s'autoriser d'une certaine légitimité socialiste. Il est difficile d'évaluer la diffusion réelle de tels ouvrages auprès des militants et donc leur influence potentielle sur la manière dont ceux-ci reconstituent leur propre passé, mais les témoignages recueillis, qui prouvent que certains lisent effectivement ce type d'ouvrage, et la dimension symbolique de la publication d'un livre, par laquelle l'auteur se positionne dans le champ des débats sur l'histoire de la période, nous ont convaincu d'intégrer ces sources à l'analyse. Amené cependant à faire des choix au sein d'un corpus assez vaste, nous avons sélectionné les témoignages de Laurent Fabius et de Jean Glavany, personnalités de poids de l'actuel gouvernement, intitulés respectivement *Les Blessures de la Vérité*[58] et *Mitterrand, Jospin et nous*[59], auxquels nous avons adjoint le livre déjà évoqué de Claude Estier, au prétexte qu'il a bénéficié en quelque sorte de «l'adoubement» officiel du parti, avec une préface de Lionel Jospin et une importante promotion dans *Vendredi*.[60]

Bruno Leprince éditeur, 1996.




**Q**uel but poursuit-on en publiant de tels témoignages et de quelle manière peut-on influer sur l'élaboration de la mémoire d'une période ?

«Un va-et-vient entre l'individuel et le collectif, entre l'anecdote et l'histoire»[61], la formule utilisée par Laurent Fabius ferait une excellente définition du témoignage politique. Récits où se mêlent vie privée et vie publique, anecdotes personnelles et réflexions à visée globale, ils dessinent imperceptiblement un tableau original du passé commun.

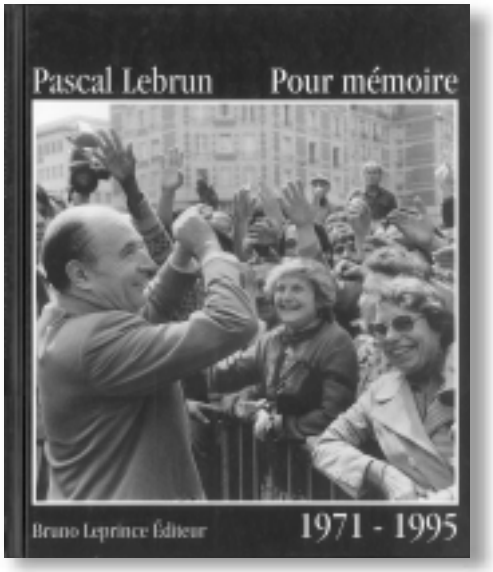
Choisir de rendre publics ses souvenirs et observations n'est pas une démarche anodine. Au-delà même du contenu du récit, elle suppose de considérer le passé vécu comme suffisamment important pour être raconté et de fait contribue à le constituer comme tel. Elle sous-entend également que l'auteur perçoit et présente sa propre contribution comme amenant un éclairage décisif ou du moins original sur une période déjà largement évoquée. Les auteurs semblent bien conscients de ces enjeux, qui cherchent tous à justifier leur initiative en invoquant en quelque sorte leurs titres de noblesse.

En quatrième de couverture, Claude Estier est ainsi présenté comme «personnifiant seul à ce niveau une continuité de trente ans», tandis que Jean Glavany, pendant vingt ans «impliqué, au jour le jour, dans tous les combats de son camp», «connaît, comme personne, les anecdotes et les psychologies des grands ou moins grands,

acteurs de cette page d'histoire». La légitimité a ici une double source, externe, conférée par «contagion» par les grands hommes dont ils ont été proches, essentiellement François Mitterrand mais aussi Lionel Jospin, et interne, liée au rôle personnel qu'ils ont joué durant une période «historique». La posture de Laurent Fabius est sensiblement différente : «plus jeune Premier ministre de la République», il n'a pas besoin de s'appuyer sur François Mitterrand, il s'auto-légitime et peut donc revendiquer ouvertement le genre autobiographique, au lieu de se contenter de se faire mémorialiste.

**O**n retrouve en fait les mêmes enjeux que ceux à l'œuvre dans les phénomènes de sollicitation médiatique, et notamment la circularité de la démarche. A cet égard, le titre du livre de souvenirs du maire de Nevers Daniel Benoist, *Mémoires de LUI et de MOI*[62], est, dans sa naïveté même, particulièrement révélateur. La publication d'un témoignage a ainsi très souvent une fonction d'affirmation de soi, comme personnalité politique ayant compté dans le passé et continuant à compter. C'est le cas pour Jean Glavany, dont le *Mitterrand, Jospin et nous* peut largement se lire, sans excès de caricature, comme un «Mitterrand, Jospin et moi». C'est le cas aussi, évidemment, de Laurent Fabius, dont les quelques huit pages qu'il consacre en fin de livre à l'analyse de la personnalité de Mitterrand au travers du thème-clé de «l'ambivalence», peuvent s'interpréter comme une manière, par une classique entreprise d'objectivation, de se hisser à la hauteur de cette statue historique. C'est beaucoup moins vrai pour Claude Estier, déjà à la fin de sa carrière politique, dont le livre est beaucoup plus, comme on le verra, une entreprise de légitimation par la continuité de son ami et préfacier Lionel Jospin.

Bruno Leprince Éditeur, 1995




Il apparaît en tout cas que ces ouvrages sont beaucoup plus que d'innocents récits de souvenirs. D'ailleurs le fait de témoigner ne va pas de soi. Très sollicités dans le cas du mitterrandisme, par les journalistes Pierre Favier et Michel Martin-Rolland[63] ou par le réalisateur Serge Moati notamment, les supposés «témoins autorisés» ne se prêtent pas toujours à l'exercice. Nous avons ainsi examiné en contrepoint l'ouvrage de Patrick Rotman et de Jean Lacouture[64] qui ont eux aussi demandé à des acteurs de la période mitterrandienne de venir exposer leurs souvenirs et leur perception du passé, et qui, en introduction, déplorent «le refus opposé à leurs sollicitations par quelques adversaires, étrangement moins pressés de s'exprimer que les grands barons du mitterrandisme»[65]. Refus dont on pourra juger qu'il n'est pas sans conséquence quant à l'élaboration d'une histoire de la période, quand on saura que sur le «tournant» de 1983, aucun «Visiteur du Soir» n'est interrogé, et aucun rocardien sur la période 1988-91.

Impliqué dans des débats passés ou actuels, les témoins se sentent ainsi obligés de définir leur position, tel Jean Glavany clamant son aversion pour le «mélange des genres», et revendiquant quant à lui une entière subjectivité, au contraire de ceux qui, acteurs engagés « au cœur de la mêlée, se posent ensuite en observateurs impartiaux »[66].

Mais si tous s'en défendent, expliquant comme Claude Estier qu'« il appartient désormais aux historiens d'établir un bilan impartial »[67], ces recueils de souvenirs sont bien l'occasion d'exprimer un point de vue sur des domaines divers de la vie politique.

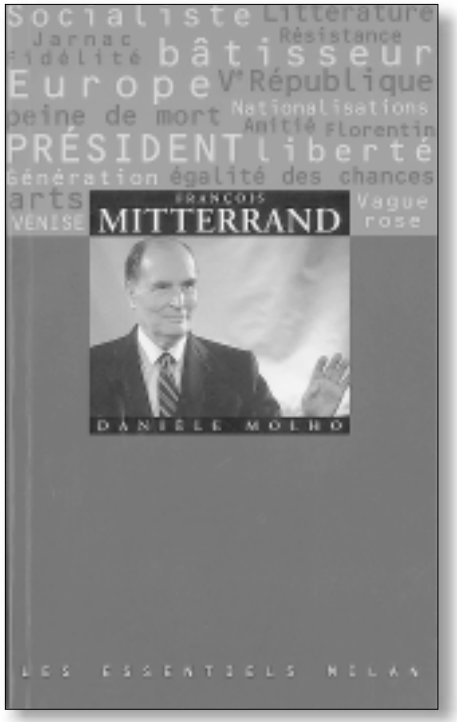
C'est tout d'abord une vision du socialisme qui est mise en avant, par Laurent Fabius notamment qui trace des perspectives pour l'avenir. C'est très souvent le bilan du mitterrandisme qui est dressé, de manière particulièrement explicite par Jean Glavany qui, à la fin de son livre, met en regard deux colonnes Actif et Passif, de façon moins systématique, au fil des pages par Claude Estier et Laurent Fabius.

C'est surtout une représentation de la période mitterrandienne

qui s'élabore : à travers l'usage d'images symboliques, celle de la famille ou de l'équipe de rugby qu'auraient constituéé les socialistes autour de François Mitterrand pour Jean Glavany ; mais aussi à travers le récit souvent partial de points d'histoire encore en débat aujourd'hui, le congrès d'Epinay raconté par Claude Estier de l'unique point de vue de la CIR, le congrès de Metz, ou encore le «tournant» de 1983, dont l'évocation donne même lieu à des prises de position dans les débats contemporains comme l'illustrent ces propos de Jacques Delors, interrogé par Rotman et Lacouture : «Vous voyez combien les marchés sont capricieux, dominés par une pensée unique qui se trompe pourtant souvent. Eh bien, c'était déjà le cas à l'époque, même si certains ne s'en rendaient pas compte. La mondialisation, elle, existait déjà en 82-83»[68].

Ce peut être aussi la révélation de détails de la chronique interne du Parti socialiste, de certaines discussions secrètes qui viennent éclairer d'un jour nouveau la perception que chacun se fait de certains évènements. Ainsi Laurent Fabius portant à la connaissance publique la colère de Mitterrand se sentant lâché par le Parti socialiste à l'automne 1991. Ainsi Jean Glavany, préoccupé d'aplanir ses relations personnelles avec Jospin, évoquant le divorce, la maladie puis le remariage de celui-ci en juin 1994, la présence de François Mitterrand à cette occasion et l'émotion de Jospin face à ce témoignage d'affection. La campagne présidentielle de 1995 et les rapports malaisés entre Jospin et Mitterrand dont elle fut le théâtre, sont longuement évoqués par Jean Glavany et Claude Estier, soucieux tous deux de rétablir la continuité entre les deux leaders socialistes, mais chacun pour des raisons différentes : Estier à des fins de légitimation du nouveau leadership, Glavany pour rappeler ce que le nouveau Premier ministre doit au mitterrandisme.

Les Essentiels Milan, 1996.




**D**ans une période de transition, d'avènement d'un nouveau leader, les auteurs trouvent là une occasion pour se situer par rapport à celui-ci, Jean Glavany et Laurent Fabius affirmant tous deux que les différends qu'ils ont pu avoir avec lui sont désormais réglés. Mais c'est aussi pour eux une tribune où exprimer leurs positions par rapport aux enjeux de la «succession» et du rapport à l'héritage. Chacun définit ainsi la bonne attitude à adopter vis-à-vis de François Mitterrand : Laurent Fabius rappelle leurs désaccords passés et souligne le bénéfice qu'il tirait de sa communication facile avec le Président : « Je l'utilisais pour dire ce que je pensais. C'était ma façon de le respecter et de lui être utile»[69]; tandis que Jean Glavany, rouvrant la controverse sur le droit d'inventaire, cherche à définir la bonne "fidélité" à Mitterrand, traçant les lignes de partage entre les «donneurs de leçons» (Michel Charasse, «juge ès fidélité à François Mitterrand») et les «cracheurs dans la soupe»[70] (Max Gallo).

Autant de points où s'expriment des prises de position sur le passé et la manière dont le Parti socialiste doit le considérer, qui peuvent servir de guide aux adhérents socialistes dans la reconstitution de leurs souvenirs.

**À** côté d'une mémoire officielle que nous avons défini plus comme ensemble de principes d'interprétation du passé[71], que comme véritable mise en forme élaborée de l'histoire, prennent ainsi place des «mémoires autorisées», visions divergentes s'exprimant à l'intérieur de l'organisation, dont nous avons repéré les différents vecteurs possibles, institutions à vocation scientifique proches du parti, prises de position publique de dirigeants dans les médias et enfin livres de témoignages sur le mitterrandisme.

Nous sommes donc en présence d'une configuration mémorielle plus complexe que celle décrite par Marie-Claire Lavabre dans le

cas du PCF, puisque coexistent plusieurs reconstitutions institutionnelles du passé susceptibles d'encadrer la reconstitution par les adhérents socialistes du passé militant. C'est pourquoi le mitterrandisme, comme enjeu d'une construction mémorielle au sein du Parti socialiste, nous paraît un terrain adéquat pour complexifier l'analyse des manifestations de la mémoire partisane.

Prendre en compte cette pluralité de sources mémorielles institutionnelles suppose la mise en œuvre d'une problématique du type ressources et actualisation : quels sont les points d'appui, les visions du passé disponibles au sein de l'espace partisan, et de quelle manière ces ressources sont-elles mobilisées par les individus dans la reconstruction de leurs souvenirs ? les cadres d'intelligibilité du passé ont-ils une origine interne au parti ou une source externe, mémoire familiale ou mémoire de génération ? et comment cet ensemble de principes de reconstitution du passé se combine-t-il ?

Un tel vocabulaire, dont l'usage nous paraît heuristique, doit cependant être employé avec précaution : nous n'entendons pas déterminer la part d'intentionnalité individuelle dans la mobilisation de tel ou tel cadre mémoriel ; nous pensons simplement que la multiplicité des ressources actualisables autorise une plus grande richesse et une plus grande diversité des mémoires individuelles.

**N**ous allons maintenant tenter de mettre en œuvre notre problématique en nous efforçant d'identifier mémoire officielle et mémoires autorisées du mitterrandisme dans les discours émis au sein du parti, en précisant leurs lieux d'émergence et leur contenu, avant d'en venir à l'analyse des souvenirs individuels recueillis au regard de ces ressources. Séparer ainsi les deux pôles de ce que nous présentons comme une interaction dynamique peut sembler dommageable mais cela nous paraît être le prix à payer pour rendre compte de la complexité de la configuration mémorielle autour du mitterrandisme. ❀

7)- HALBWACHS, Maurice. *La mémoire collective* – (nouvelle édition revue et augmentée). Paris : Albin Michel, 1997. p. 97.

8)- LAVABRE, Marie-Claire. "Usages et mésusages de la notion de mémoire", *Critique Internationale*, 2000, 7. p. 48.

9)- LAVABRE, Marie-Claire. *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*. Paris : Presses de la FNSP, 1994. 319 p.

10)- SCHWARTZ, B. Introduction : "The expanding past", *Qualitative Sociology*, 1996, 9, 3. pp. 275-282.

11)- NORA, Pierre (sous la direction de). *Les Lieux de Mémoire*. Vol. 1 "La République". Paris : Gallimard, 1984, 674 p.

12)- OLICK, J. K., ROBBINS, J. "Social memory studies : from « collective memory » to the historical sociology of mnemonic practices." *Annual Review of Sociology*, 1998, 24. p. 105-140.

13)- ROUSSO, Henry. *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*. Paris : Seuil, 1987. 323 p.

14)- ROUSSO, Henry. "Pour une histoire de la mémoire collective". In PESCHANSKI, Denis. *Histoire politique et sciences sociales*. Bruxelles : Complexe, 1991. p. 244.

15)- Ibid. p. 253.

16)- Ibid. p. 255.

17)- Ibid. p. 256.

18)- LAVABRE, Marie-Claire. "Usages et mésusages de la notion de mémoire", *Critique Internationale*, 2000, 7, p. 54.

19)- HALBWACHS, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire* – (deuxième édition). Paris : Mouton, 1975. 296 p.

20)- HALBWACHS, Maurice. Op. cité. Avant-propos, p. 18.

21)- HALBWACHS, Maurice. Op. cité. p. 15.

22)- LAVABRE, Marie-Claire. "Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire", *Raison présente*, 1998, 128, p. 51.

23)- HALBWACHS, M. *La mémoire collective*. p. 141.

24)- BLOCH, Marc. "Mémoire collective, tradition et coutume. A propos d'un livre récent", *Revue de synthèse historique*, 1925, 118-120. p. 78.

25)- LAVABRE, M.C. Art. cité. p. 50.

26)- Ibid. p. 52.

27)- LAVABRE, M.C. "Usages et mésusages de la notion de mémoire". p. 55.

28)- Ibid. p. 88.

29)- Ibid. p. 276.

30)- Ibid. p. 240.

31)- Ibid. p. 243.

32)- Ibid. p. 260.

33)- Ibid. p. 280.

34)- REY, Henri, SUBILEAU, Françoise. *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*. Paris, Presses de la FNSP, 1991. 296 p.

35)- SAWICKI, Frédéric. *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*. Paris : Belin, 1997. p. 17.

36)- REY, H. SUBILEAU, F. Op. cité, p. 30.

37)- REY, Henri, SUBILEAU, Françoise, YSMAL, Colette. "Les adhérents socialistes en 1998", *Cahiers du CEVIPOF*, n°23, 1999. pp. 1-123.

38)- Ibid. p. 27.

39)- MOLINARI, Jean-Paul. *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*. Thonon-les-Bains : L'Albaron, 1991.

40)- Parti socialiste, Secrétariat National à la Formation. *Guide de l'adhérent : Histoire, Identité et Fonctionnement du Parti socialiste*, 1996. (source : Bibliothèque de L'OURS, C418MM).

41)- *Vendredi*, 12 avril 1996.

42)- LEBRUN, Pascal. *Pour mémoire 1971-1995*. Paris : Bruno Leprince Editeur, 1995. 128 p.

43)- ESTIER, Claude. *De Mitterrand à Jospin : Trente ans de campagnes présidentielles*. Paris : Stock, 1995. 350 p.

44)- *François Mitterrand d'Epinay à l'Elysée 1971-1981, L'hommage du Parti socialiste*. Paris : Bruno Leprince Editeur, 1996. 130 p.

45)- CD-Rom de présentation de la Fondation Jean Jaurès, 2000.

46)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°1, janvier 1997, p. 2.

47)- Ibid. p. 1.

48)- BERSTEIN, S., MILZA, P., BIANCO, J.-L. (sous la direction de). *François Mitterrand : les années du changement, 1981-1984*, Paris : Perrin, 2001. 973 p.

49)- La nouvelle citoyenneté. *Les Notes de la Fondation Jean Jaurès – Histoire et Mémoire*, 2001, 22, 142 p.

50)- *Le congrès d'Epinay. Un nouveau départ pour les socialistes*. Paris : Parti socialiste, 2001. 80 p.

51)- Revue du Droit Public, 1998, 5-6.

52)- PUTHOD, Pascale. *La mort de François Mitterrand, Représentation et Instrumentalisation de l'Histoire*. Mémoire pour le DEA « Histoire du vingtième siècle », IEP de Paris, 1996, sous la direction de Jean-Marcel Jeanneney. 164 f.

53)- DULONG, Delphine. "Mourir en politique. Le discours politique des éloges funèbres". *Revue Française de Sciences Politiques*, 1994, 44, 4. p. 638.

54)- Ibid. p. 642.

55)- Commentaire d'Anne Sinclair lors de l'émission "Sept sur Sept" du 14 janvier 1996 (source : bibliothèque de L'OURS)

56)- *Le Figaro*, 21 novembre 1998.

57)- Pour repérer ces propos et ainsi tenter de décrire les discours autorisés susceptibles de s'opposer à la vision officielle, nous avons fait le choix de les recueillir à travers l'écho qu'il en est fait dans la presse nationale, et d'examiner pour cela les dossiers de presse pré-constitués à la Bibliothèque de l'IEP. Ce choix, arbitraire, nous a toutefois permis, tout en nous concentrant sur les titres les plus lus, de saisir certaines interprétations alternatives.

58)- FABIUS, L. *Les Blessures de la Vérité*. Paris : Flammarion, 1995. 276 p.

59)- GLAVANY, Jean. *Mitterrand, Jospin et nous*. Paris : Grasset, 1998. 308 p.

60)- Nous avons par contre exclu, entre autres *55 Faubourg St Honoré*, le livre d'entretiens de Michel Charasse, qui ne nous semble plus jouer un rôle central au sein du parti, ainsi que le plaidoyer trop spécialisé d'Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand*.

61)- FABIUS, L. Op. cité. p. 10.

62)- BENOIST, Daniel. *Mémoires de LUI et de MOI*. Sury-en-Vaux : Editions du terroir, 2000. 206 p.

63)- FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLLAND, Michel. *La décennie Mitterrand*. 4 volumes, Paris : Seuil : 1990, 1991, 1996, 1999. (582, 775, 589, 641 p).

64)- LACOUTURE, Jean, ROTMAN, Patrick. *Mitterrand, Le Roman du pouvoir*. Paris : Le Seuil, 2000. 285 p.

65)- Ibid. p. 12.

66)- GLAVANY, Jean. Op. cité. pp. 10-11.

67)- ESTIER, C. Op. cité. p. 346.

68)- LACOUTURE, J., ROTMAN, P. Op. cité. p. 132.

69)- FABIUS, L. Op. cité p. 61.

70)- GLAVANY, J. Op. cité. p. 80.

71)- Un « courant de significations » pour reprendre l'expression de Gérard Namer, *Halbwachs et la mémoire sociale*. Paris : L'Harmattan, 2000. 244 p.

8 avril 1974, investiture pour l'élection présidentielle - © FJJ-MPG



## Deuxième partie

# Les mémoires institutionnelles

Quelles sont les visions du passé mitterrandien qui s'expriment au sein de l'organisation ? Par quelles personnalités sont-elles portées et quels sont les vecteurs de leur diffusion ? Et enfin quelle est l'image qu'elles donnent du mitterrandisme ? Telles sont les questions qui nous intéressent ici.

**A**u cours de la première partie, nous avons exposé que, concernant un objet comme le mitterrandisme, véhicule historique de clivages internes, et dont la représentation constitue en conséquence un enjeu de lutte, il existait au sein du parti des discours divergents. A côté d'une mémoire officielle, peuvent ainsi prendre forme des mémoires autorisées dont nous avons identifié les sources et les canaux de diffusion possibles.

Toutefois nous avons vu également que le Parti socialiste se dif-

férenciait du PCF, par le fait que les visions que l'on peut désigner sous l'expression générique «mémoires institutionnelles» ne représentent jamais vraiment des mises en récit circonstanciées du passé. On est plutôt en présence d'un ensemble d'éléments, grands principes guidant le rapport au passé, souvenirs personnels ou anecdotes porteurs de sens, ou encore éclairages jetés sur un évènement spécifique de l'histoire interne, qui, regroupés, dessinent une représentation cohérente du passé commun.

**S**'efforcer de repérer et de décrire des mémoires institutionnelles du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, c'est donc se livrer à un travail classique en sciences sociales, de mise en cohérence et donc de simplification du réel. Les mémoires institutionnelles que nous allons analyser maintenant ne s'expriment pas comme tel dans le parti, elles constituent, si l'on veut, des idéaux-types reconstruits à partir du corpus identifié précédemment.

## Une mémoire officielle en mouvement

La base d'identification de la mémoire officielle est la plus solide. Les discours à analyser et à mettre en regard sont uniquement ceux formulés par les différents responsables du parti, essentiellement le Premier Secrétaire, le porte-parole et le chef de l'exécutif quand celui-ci est membre du parti.

Toutefois cette représentation officielle n'est pas immuable, fixée une fois pour toutes, elle est au contraire fluctuante, sujette à réévaluation, au gré des changements d'équipe dirigeante mais aussi des évolutions de la conjoncture politique.

Se pose ici la question des bornes chronologiques qui encadrent la mise en œuvre de notre problématique. L'idée de départ était d'étudier la représentation d'une période appartenant au passé, en l'occurrence de s'intéresser à la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste après la mort de François Mitterrand, ou tout du moins son départ du pouvoir en mai 1995, ce qui permettait en outre de mobiliser une grille de lecture du type transition et continuité de l'organisation partisane.

C'est ce qui globalement a été fait, mais il est tout de même apparu que pour avoir une chance de comprendre ce qui se jouait, il était nécessaire de porter un regard rétrospectif sur la période. Il est en effet naïf de considérer qu'il y a d'un côté des faits, des évènements bruts prenant place pendant vingt-cinq ans et tout à coup, à la mort de Mitterrand, une mise en forme partisane à partir de ce matériau vierge de toute construction. A l'instant même où ils se déploient dans le réel, les évènements sont l'objet d'une représentation qui seule leur donne sens en les intégrant dans une chaîne de significations.

Durant toute la période mitterrandienne, le passé a été l'objet d'une élaboration narrative, d'une mise en forme, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du parti. Depuis le congrès d'Epinay jusqu'au 8 janvier 1996, chaque évènement marquant, du congrès de Metz à la défaite de 1993 en passant bien sûr par les deux victoires de 81 et 88, ont été l'occasion d'une relecture de l'histoire. Comme l'expliquait déjà Halbwachs, «chaque fois que nous replaçons une de nos impressions dans le cadre de nos idées actuelles, le cadre transforme l'impression, mais l'impression, à son tour, modifie le cadre»[72]. Les cadres collectifs se modifient au fur et à mesure que de nouveaux évènements viennent prendre place au sein de la mémoire du groupe, l'intégration de nouveaux pans d'expérience sociale engendre la restructuration des schèmes de perception et d'organisation des souvenirs.

**D**ès lors, quand Lionel Jospin arrive à la tête du parti en 1995 et qu'il s'emploie à formuler et à diffuser une vision du passé commun, il ne le fait pas seulement à partir d'un ensemble de faits et de dates, mais sur la base d'une mise en récit de l'histoire préexistante.

La mémoire officielle n'est pas un édifice stable, elle se construit de manière dynamique, les nouveaux dirigeants du parti devant tenir compte de la mise en forme du passé qui a déjà été faite par ceux

qui les ont précédés. Mais la mémoire officielle évolue également en fonction des modifications de la conjoncture politique nationale. Ici nous pouvons mobiliser pleinement la grille de lecture des usages politiques du passé. Depuis 1995 aussi, de nouveaux événements sont intervenus qui ont pu modifier la manière dont les dirigeants socialistes présentent leur passé, en premier lieu le retour au gouvernement en 1997. Si ce sont à peu près les mêmes hommes qui ont conservé le pouvoir au sein du parti, la mémoire officielle a connu quelques inflexions significatives.

## Une Mémoire «préparée»

Les phénomènes de mémoire ne prennent pas naissance de manière spontanée, une fois une période «historique» refermée, à l'heure où les individus jettent sur celle-ci un regard rétrospectif.

Les dirigeants du Parti socialiste ont depuis 1971 exprimé sous différentes formes des visions du passé partisan, réaménagées constamment en fonction des nouveaux événements. C'est pour cela que la mémoire du mitterrandisme que nous avons analysée après 1995 constitue une mémoire «préparée», on pourrait dire préconstruite.

Cela paraîtra d'ailleurs évident dans le cas de François Mitterrand, tant l'image médiatique dominante le présente comme un individu soucieux toute sa vie de mettre en scène sa propre destinée, d'organiser sa propre mémoire, de s'efforcer par avance de contraindre les choix de la postérité. Mais en-deçà de cette dimension plus personnelle, c'est d'abord en tant que dirigeant du Parti socialiste, Premier secrétaire puis référence obligée des nouveaux responsables, à l'élaboration d'une mémoire officielle au sein du parti que François Mitterrand a participé depuis 1971.

Il serait d'ailleurs intéressant d'étudier en détail la construction d'une représentation historique au sein de ce Parti socialiste des années 70, qui se veut à la fois le continuateur de la vieille SFIO et un nouveau parti. Sommairement, nous pouvons indiquer ici qu'au rejet des pratiques de l'ancienne direction molletiste, dénoncée comme initialement ralliée au gaullisme et toujours tentée par les alliances centristes, s'ajoute un appel légitimant la tradition du mouvement socialiste, les deux figures de référence de Jaurès et Blum étant convoquées pour être bientôt intégrées dans une trilogie complétée par le nouveau Premier secrétaire. C'est ce que révèlent par exemple dans l'hommage officiel du parti de 1996, les photos de Mitterrand, à la tribune le 9 avril 1972, lors de la commémoration du centenaire de la naissance de Léon Blum, ou à Carmaux le 9 novembre 1980 pour un hommage à Jean Jaurès.

**"La candidature à l'élection présidentielle de 1965, acte fort qui débouche sur la mise en ballottage du général de Gaulle, installe François Mitterrand comme leader naturel de la gauche et marque le début d'une histoire téléologique qui se construit sur le modèle de la longue marche. "**

Mais à côté de ces références au passé du socialisme, prend place une autre histoire plus proprement mitterrandiste, qui est celle de ce nouveau Parti socialiste. On peut en trouver l'expression dans l'ouvrage de Claude Estier *De Mitterrand à Jospin, Trente ans de campagnes présidentielles*, ainsi que dans l'hommage officiel du Parti socialiste, concentré sur la période 1971-1981 et rédigé par le même Claude Estier avec l'aide de Jean-Marcel Bichat. C'est plus l'histoire d'un homme, dont le destin va venir se confondre avec le parti que celle d'un mouvement de pensée.

Le moment fondateur est représenté par la candidature de Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965, acte fort qui vient trancher avec les hésitations et les calculs des partis traditionnels et qui débouche sur la mise en ballottage du général de Gaulle. Cet instant qui installe François Mitterrand comme leader naturel de la gauche, marque le début d'une histoire téléologique qui se construit sur le modèle de la longue marche.

D'abord une longue marche vers l'unité des socialistes et l'union de la gauche, au cours de laquelle François Mitterrand doit faire face aux résistances de la vieille SFIO ; les tentatives unitaires ayant d'autres origines sont ainsi occultées, comme par exemple celles qui conduisent en 1969 au congrès d'Issy-les-Moulineaux, premier congrès d'unification, qui voit l'accès d'Alain Savary à la tête du Nouveau Parti Socialiste ; et le congrès d'Epinay apparaît au contrai-

re comme l'aboutissement logique des efforts de François Mitterrand et de ses amis de la Convention des Institutions Républicaines : Claude Estier note même que Mitterrand «devient naturellement le Premier Secrétaire»[73] du parti refondé, ce qui peut sembler exagéré ne serait-ce qu'au regard de l'étroitesse de la victoire de la motion que celui-ci soutenait. Ensuite, une longue marche de dix ans vers l'accession au pouvoir. François Mitterrand y apparaît comme un homme ayant un projet de départ très précis et qui s'y tient coûte que coûte quelles que soient les épreuves. On retrouve là l'image du Mitterrand visionnaire et orchestrateur de sa propre vie, notamment quand Claude Estier rappelle sa réponse à une question du *Nouvel Observateur* à la veille du second tour en décembre 1965 : « «Je veux que les Français aient le sentiment que la gauche de gouvernement n'est pas forcément une gauche qui abandonne ses objectifs politiques, qu'elle a les épaules assez larges pour supporter tout le poids de la nation». [Cette] réponse est à retenir pour la suite »[74], précise Claude Estier, comme si déjà en 1965 Mitterrand exposait les principes sur lesquels il s'appuierait plus de quinze ans après.

**A**vec le 10 mai 1981, qui vient prendre place dans le Panthéon des grandes dates de la gauche française, c'est à nouveau la dimension de l'inscription dans une histoire longue qui domine. Les différentes manifestations qui suivent la victoire sont l'objet d'une mise en scène qui lui octroient par avance sa signification historique. C'est le choix comme théâtre du rassemblement populaire de la place de la Bastille, haut lieu de la tradition révolutionnaire, où sont ensevelis les morts de la Révolution de 1848 et déjà réinvestie également par les Communards en 1871. C'est surtout le 21 mai, la montée au Panthéon, acte pour lequel la définition donnée par Pierre Nora de l'évènement historique s'applique parfaitement : «évènements où, à la limite, il ne se passe rien, mais immédiatement chargés d'un sens lourdement symbolique et qui sont à eux-mêmes, à l'instant de leur déroulement, comme leur commémoration anticipée»[75]. Comme l'écrit Pascale Puthod analysant la reprise de cette image dans les rétrospectives télévisuelles à la mort de Mitterrand : « Il n'y a d'ailleurs pas de meilleures images qui puissent «panthéoniser» un défunt. »[76]

**"Il n'y a pas eu besoin d'attendre la mort de François Mitterrand pour que le 10 mai soit commémoré. "**

**M**ais le 10 mai 1981 apparaît aussi comme le point nodal autour duquel s'ordonne la représentation du mitterrandisme, gouvernant un changement de régime historique ; avant, un régime téléologique, une histoire comme déroulement, comme intrigue où tous les événements sont relus au regard du résultat auquel ils ont abouti ; après, un régime commémoratif, la célébration du 10 mai venant gommer les évolutions ultérieures.

C'est qu'il n'y a pas eu besoin d'attendre la mort de François Mitterrand pour que le 10 mai soit commémoré. Jean Glavany, dans son livre, raconte ainsi comment, sur une idée originale de Louis Mexandeau, les fidèles du Président se réunissaient chaque année pour célébrer cet événement fondateur : « Au rang des rites honorables et secrets, disons plutôt «privés» figuraient «les dîners du 10 mai» »[77].

Fête annuelle de la famille mitterrandienne, ce rituel témoigne à la fois de la préexistence d'une pratique commémorative et de la césure déjà sensible dans ce domaine entre le Parti socialiste et les «mitterrandistes». Si commémoration il y a, c'est en effet une commémoration exclusive : sans être dupe de la présentation faite par Jean Glavany qui mobilise à l'envie la thématique de la famille, il est néanmoins patent que ces célébrations ne rassemblaient pas l'ensemble des socialistes mais bien un petit noyau de fidèles.

**P**lusieurs autres éléments attestent de ce développement après 81 d'une pratique mémorielle anticipée mais limitée au noyau restreint de mitterrandistes. Ce sont notamment les rites bien connus de l'ascension à la Pentecôte de la Roche de Solutré, ou du dîner du 31 décembre à Latche, mais aussi dans des lieux plus secrets comme au Lac Chauvet chez Michel Charasse. Tout se passe en fait comme si s'était développée par anticipation une véritable mémoire collective au sens d'Halbwachs, mémoire de faits et de dates témoi-

gnant aux yeux du groupe de son existence même, mémoire virtuelle avec ses lieux symboliques, Latche, Solutré, mais aussi Jarnac, Château-Chinon, Vézelay ou la Bastille. Dans *La Mémoire Collective*, Halbwachs a souligné la fonction importante de l'espace comme cadre de la conservation des souvenirs : c'est en matérialisant ses valeurs communes dans l'espace qui l'entoure que le groupe assure sa permanence ; en effet c'est cet espace recomposé qui va ensuite servir de cadre où vont naître et s'organiser les nouveaux souvenirs. Il semble bien que Mitterrand ait cherché à inscrire sa trace dans l'espace et on pourrait décrire quelque chose comme une géographie mitterrandienne de l'espace.

Mais c'était là une mémoire collective strictement mitterrandiste, amenée à disparaître avec la dissolution du groupe à la mort de Mitterrand, et tout se passe comme si ces lieux de mémoire virtuels n'avaient pas été réellement investis après 1996 par des socialistes pour qui ils n'avaient guère de signification.

**P**lus importante nous paraît donc la manière dont François Mitterrand a cherché à anticiper sur l'élaboration de sa propre mémoire au sein du Parti socialiste, mémoire cette fois sociale, courant de significations pouvant s'étendre à l'ensemble des socialistes et non plus mémoire collective du groupe mitterrandiste, pour reprendre l'opposition éclairante mise en place par Gérard Namer.

Tout au long de ces deux mandats, François Mitterrand a tenu à manifester le lien qui continuait de l'unir au Parti socialiste, adressant à chaque congrès un message lu devant l'assemblée qui, selon Jean Glavany, disait toujours à peu près la même chose : «Si là où je suis, je me dois d'être le Président de tous les Français, vous savez que je suis de tout cœur avec vous»[78]. Mais avec la fin de son second septennat, il semble que, comme dans d'autres domaines, se soit manifesté plus fortement ce souci de contrôler l'image qui allait être conservée de lui. A plusieurs reprises, il va ainsi délivrer des messages aux socialistes dans lesquels il porte un regard rétrospectif sur sa propre action, cherchant à anticiper sur ce que les militants retiendront de lui.

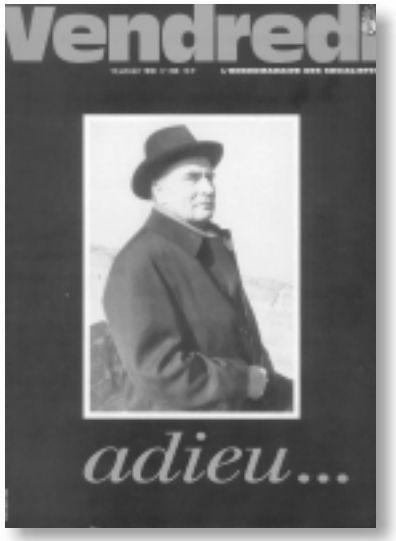


**C**'est tout d'abord le dernier conseil des ministres du gouvernement Bérégovoy dont beaucoup de dirigeants socialistes conservent un souvenir ému, et que Frédérique Bredin évoque dans le numéro spécial de *Vendredi* du 12 janvier 1996 : «Digne, fort, véritable «chef de guerre», il nous expliqua ses fiertés, ses erreurs aussi.» Retour sur le bilan donc, mais aussi regard prospectif sur le futur avec l'apologie du combat du militant «qui sacrifie sa vie de famille, ses amours, ses loisirs, son désir de culture, de retour sur soi» -la sienne en somme-, et comme un passage de témoin : «A vous de jouer. Je n'en ai plus pour longtemps. Mais j'aimerais voir l'aurore se lever.»[79]

**"Avec la fin de son second septennat, François Mitterrand va délivrer des messages aux socialistes dans lesquels il porte un regard rétrospectif sur sa propre action, cherchant à anticiper sur ce que les militants retiendront de lui. "**

**R**etour sur un bilan, autoportrait en militant socialiste, et passage de relais, on va retrouver ces différentes figures dans chacune des interventions qui vont suivre. Et notamment en novembre 1994, au congrès de Liévin, où Mitterrand se déplace pour rendre un hommage aux mineurs tragiquement disparus vingt ans plus tôt et où la surdétermination symbolique est portée à son comble : congrès du coup de barre à gauche, du retour à la tradition socialiste en cette terre ouvrière historique, c'est aussi le premier congrès depuis 1981 où Mitterrand est présent physiquement, même si ce n'est pas dans l'enceinte même des débats. Présent et absent à la fois, comme il l'a été durant ces deux mandats et comme il ambitionne de l'être encore après sa mort, le Président en profite pour réaffirmer son identité socialiste (« J'ai été candidat socialiste, désigné par le Parti socialiste, élu sur un program-

*Vendredi*, hebdomadaire du Parti socialiste, n°268, 12 janvier 1996.



me socialiste et je ne m'en repens pas »[80]), mais aussi pour définir les conditions de la succession. Dans un discours prononcé devant des dirigeants socialistes alors tout à fait acquis à sa cause, et qui est vécu comme un passage de relais à une époque où le Parti socialiste rêve de la candidature Delors, il explique comment il conçoit une transition réussie, faite à la fois d'émancipation et de reconnaissance de la filiation : « Je comprends que, si l'on dit la même chose, on ne le dise pas de la même façon. Je souhaite simplement qu'on ne dise pas le contraire... »[81].

**M**ais le véritable testament politique confié par Mitterrand aux socialistes, c'est dans son discours du 17 mai 1995, au siège du Parti rue de Solferino, qu'il faut le trouver. Là encore, la dimension symbolique tient une place importante, soulignée par l'ancien président lui-même : « Je fais aujourd'hui, en sens inverse, le chemin parcouru il y a quatorze ans. J'étais allé chez moi, j'étais passé par le Parti socialiste, je suis allé à l'Elysée. J'arrive de l'Elysée, je rentre chez moi et je m'arrête au Parti socialiste. »[82] Suit un discours où se mêlent retour sur le passé et singulièrement défense du bilan, exaltation de l'idéal militant, recommandations pour le futur, voire allusions voilées à la gestion de l'héritage.

Retour sur le passé, c'est essentiellement la rappel des moments fondateurs, le congrès d'Epinay et le 10 mai 1981 mais aussi des difficiles périodes de cohabitation où son identité de lutteur, incarnant à lui seul la résistance de la gauche, reprenait le dessus : « il a fallu que je me débrouille [...] mais finalement, on a tenu. »[83]

Défense du bilan, c'est sans doute ce qui distingue le plus ce discours, avec le déploiement d'une argumentation élaborée, mettant l'accent sur les réalisations et sur les difficultés, conciliation des deux « cultures », opposition et gouvernement, résistance au changement d'« un vieux peuple qui en a vu beaucoup d'autres »[84], et surtout gestion de « la pire crise économique que l'Occident industriel ait connu depuis 1929»[85], au milieu qui plus est d'un «monde hostile », « avec une immensité de pays autour de nous acquis aux idées libérales ». Les militants présents ont même droit à une justification rétrospective détaillée des choix effectués en 1983.

Exaltation du militantisme, c'est l'appel à la reprise de la lutte, qui est encore une célébration des combats que lui a menés : « il leur faudra reprendre la tâche, patiemment, résolument, entourés par des classes dirigeantes hostiles, obligés d'affronter constamment des revendications qu'ils ne sauront satisfaire, bref la vie politique dans toute son ampleur »[86].

Recommandations pour le futur, donc, également, qui sont autant de résultats ou de leçons du passé: « le Parti socialiste est désormais le Parti de l'alternance » ; « Nous sommes maintenant appelés, vous êtes appelés, après moi, dans les temps qui viennent, et surtout les plus jeunes, à devoir vous considérer comme un Parti d'opposition, lorsque c'est nécessaire et comme un Parti de gouvernement lorsqu'il le faut aussi »[87].

Allusions enfin à la gestion de l'héritage et aux polémiques qui ont pu agiter le Parti socialiste au cours de la campagne présidentielle, c'est cette remarque malicieuse sur le bilan : « et je suis d'ailleurs disposé à prendre sur moi tout ce qui a moins bien marché, même si... enfin, c'est une autre affaire... »[88]. C'est sans doute également cette longue argumentation encore sur les affaires, point central on va le voir de la critique jospinienne du second septennat : « Et l'une des critiques qui me blesse le plus, c'est celle qui fait croire que les affaires auraient été plus importantes pendant ces dernières années qu'auparavant, mais non, tout simplement, avant tout était permis »[89].

**Q**uelques traits essentiels peuvent ainsi résumer la vision du passé que l'ancien Président cherche à transmettre aux socialistes : d'abord le rappel des périodes glorieuses de la conquête et de l'accès au pouvoir, avec l'exaltation du combat militant qui vient recouvrir l'image d'un Mitterrand passé du côté du pouvoir ; ensuite la célébration des avancées réalisées pour le Parti socialiste, la victoire, l'alternance, la durée ; la défense du bilan au pouvoir, dont les limites s'expliquent essentiellement par le contexte extérieur; «

l'exemple du passé qui, croyez-moi, vous permettra d'en être fiers, beaucoup plus que vous ne le croyez aujourd'hui »[90]; enfin des enseignements à retenir pour le futur, l'unité des socialistes et la stratégie fondamentale d'union de la gauche.

C'est à partir de cette base que les nouveaux dirigeants arrivés à la tête du Parti socialiste en 1995, vont construire une vision originale du mitterrandisme, s'appuyant sur certains points, rompant avec d'autres.

## Le temps de la rupture

**A**vec le retrait de la vie publique, puis le décès de François Mitterrand, une période de l'histoire du Parti socialiste se clôt indéniablement. Se pose alors la question de la succession, de la construction d'un nouveau leadership. Les circonstances, éloignement progressif du Parti par rapport à son ancien Premier secrétaire, déroute électorale de 1993, ont fait que cette transition ne s'est pas faite par désignation d'un dauphin et qu'on a pu au contraire affirmer, comme le fait Gérard Grunberg, que « d'une certaine manière, le sursaut socialiste, qui s'est incarné dans la personne de Lionel Jospin, s'est fait contre le legs mitterrandien »[91]. La campagne présidentielle de Jospin a été perçue comme une tentative de se démarquer du mitterrandisme et il est certain que la nouvelle direction qui entre en fonction après la convention nationale du 14 octobre 1995, si elle est moins détachée de l'ancien Président que pouvait l'être celle mise en place par Michel Rocard en 1993, ne manifeste pas non plus la même déférence à son égard, que le Premier secrétaire Henri Emmanuelli l'accueillant au congrès de Liévin.

Il reste qu'en s'intéressant à cette question, nous nous saisissons d'un sujet déjà pré-construit par les médias, qui ont largement contribué à la postérité de l'expression « droit d'inventaire ». L'exploitation de cette citation, dont les journalistes ne sont même plus sûrs de l'origine, est ainsi allée bien au-delà des intentions de son créateur. Si, en intitulant cette partie «le temps de la rupture», nous avons choisi de nous situer dans cette perspective, c'est donc seulement au prétexte que, comme le révèlent le corpus étudié aussi bien que les entretiens, l'expression s'est imposée de fait comme un schème définissant les rapports au passé au sein du Parti. Et c'est donc aussi en restant conscient du travail généalogique et analytique à mener afin de décrire plus précisément les origines et le contenu exact de la vision du passé mitterrandien proposé par Lionel Jospin.

**E**n vérité, comme nous l'avons vu, la prise de distance entre le parti et le cercle restreint des mitterrandistes était déjà en germe bien avant 1995. Pour bien comprendre l'ensemble des enjeux, il faudrait remonter à l'élection présidentielle de 1988 et à ses lendemains, origine de la prise de distance entre Mitterrand et le Parti socialiste.

Plus modestement, nous avons choisi de débuter notre étude à l'automne 1994, au moment où la question de la succession se pose concrètement, pour des socialistes à la recherche d'un candidat pour la présidentielle.

Programme du colloque organisé par l'Institut français des relations internationales sur "Le monde de François Mitterrand" le 9 et 10 janvier 1997.

Mais l'automne 1994, c'est aussi la période des révélations sur le passé vichyste du Président et sur ses relations avec René Bousquet. C'est l'époque où les clivages sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Mitterrand se cristallisent à l'intérieur du parti et se manifestent dans les médias. Alors que les dirigeants historiques du parti refusent dans un premier temps de s'exprimer, de jeunes socialistes prennent la parole pour manifester leur trouble voire leur indignation. C'est le rocardien Manuel Valls, premier secrétaire fédéral du Val d'Oise qui invite à «analyser luci-

dement les conséquences de ces révélations et la tache morale qu'elles représentent pour la gauche et le Parti socialiste.» «Avons-nous mérité cela ?»[92], s'interroge-t-il. C'est le jospiniste Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris qui explique : « François Mitterrand nous propose, comme Michelet pour la Révolution française, de prendre le mitterrandisme en bloc. Et cela, ce n'est pas possible ! »[93]. La réponse de Jean Glavany, alors porte-parole du Parti socialiste, qui « dénonce des réactions politiciennes, qui jugent un homme sur une fraction de sa vie »[94], va provoquer une crise au sein du secrétariat national, libérant l'expression des divergences sur le mitterrandisme. Lors du bureau national du parti le 7 septembre 1994, les échanges se font virulents, révélant les clivages internes. Ceux-ci sont certes générationnels, mais ils recoupent aussi des oppositions de courant encore tenaces : derrière le Premier secrétaire Henri Emmanuelli qui regrette «certaines déclarations plutôt médiocres, cette opération à usage interne relevant d'une dégénérescence du parti» et réaffirme sa fierté « d'avoir participé au parti d'Epinay, aux victoires de 1981 et de 1988 »[95], se rangent les mitterrandistes historiques Louis Mexandeau et Louis Mermaz, mais aussi les fabiusiens Claude Bartolone et Paul Quilès, et encore Julien Dray et Marie-Noëlle Lienemann de la Gauche socialiste ; face à eux le rocardien Manuel Valls qui explique « Nous devons tourner la page de quatorze ans d'histoire »[96], est soutenu par les jospinistes Pierre Moscovici, Dominique Strauss-Kahn et Jean-Christophe Cambadélis. Lionel Jospin lui-même, alors en retrait du parti, déclare qu'il aurait préféré « un itinéraire plus clair et plus simple »[97].

**A**u-delà des calculs et arrières pensées qui sous-tendent les débats à la veille du congrès de Liévin, se révèle une vraie interrogation, qui va plus loin que le seul problème des relations du Président avec René Bousquet. Dans un contexte de chute de la popularité de Mitterrand, après un second septennat marqué par les affaires et la retentissante défaite de 1993, les socialistes se posent la question de leur rapport au mitterrandisme. Le journaliste François Bazin du *Nouvel Observateur*, nous paraît avoir très bien analysé les enjeux de l'époque : « Que faire du mitterrandisme ? Pour rebondir, le Parti socialiste doit-il être le parti de la fidélité ou celui de la rupture ? Peut-il se contenter d'installer le buste du président dans le Panthéon de la gauche, entre celui de Jaurès et Blum ? Ou doit-il imiter les fondateurs du parti d'Epinay dont la crédibilité, à gauche, fut à la mesure de leur rejet des vieux notables de la SFIO, usés sous le joug du molletisme ? »[98].

**D**ans ce contexte, la position prise par Lionel Jospin est particulièrement intéressante à considérer.

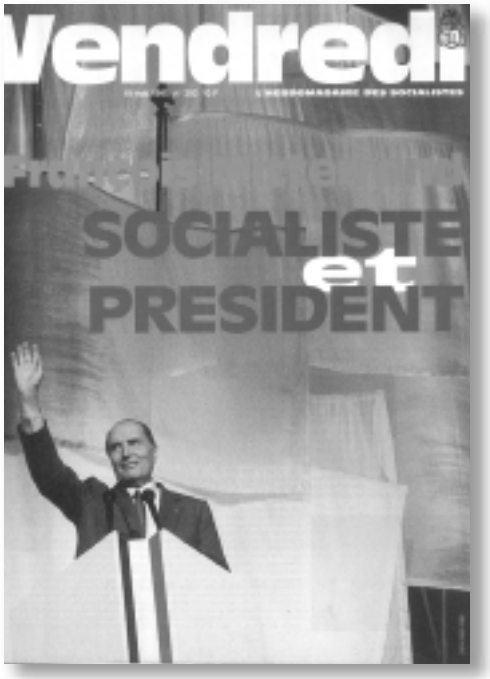
Interrogé par le journal *La Croix*, le 17 septembre 1994, il refuse de revenir sur la polémique, indiquant qu'il conviendrait plutôt d'élargir le débat : « C'est de notre mémoire qu'il s'agit ». La mémoire collective de la France, concernant la période troublée de l'Occupation, mais aussi la mémoire collective des socialistes, celle qui a trait aux années de pouvoir. A ce sujet il définit déjà sa position, point médian entre les deux points de vue qui se sont opposés : « Je pense qu'afficher une rupture serait absurde et serait même de mauvais goût, compte tenu de ce que François Mitterrand a apporté au Parti socialiste à partir de 1971. »[99] Mais, pour lui, ce n'est pas une raison pour «exprimer une espèce d'engagement inconditionnel qui voudrait identifier le socialisme au mitterrandisme»[100]. On voit poindre la stratégie, l'appel à une tradition plus ancienne, celle du socialisme français, pour se libérer du poids d'un supposé fondateur qui doit lui-même être jugé à l'aune de principes qui le dépassent. C'était déjà la logique de Pierre Moscovici expliquant : « Pour moi être socialiste, c'est être antifasciste mais antifasciste toujours ! »[101]

Mais Lionel Jospin, et l'on retrouvera cet élément, confère immédiatement à la critique du mitterrandisme une dimension collective : « Ce que nous avons à faire, c'est le bilan de la période où nous avons été au pouvoir et qui s'est terminée par un échec »[102].

**C**ette autocritique collective, il va la développer lui-même, dans sa contribution au congrès de Liévin[103], celui-là même où François

Mitterrand était venu passer le relais. Nous nous permettons d'en citer de larges extraits car elle fonde la démarche du futur Premier secrétaire. La critique, concentrée sur le second septennat, porte sur plusieurs points : d'abord une mise en cause des conditions de l'élaboration des politiques mises en œuvre : « on a trop peu débattu pendant le deuxième septennat de François Mitterrand, des grandes orientations de notre politique »; ensuite une critique des dérives éthiques : « les dérèglements de quelques amis du pouvoir socialiste, les défaillances personnelles de certains des nôtres pas immédiatement dénoncées, un style de pouvoir insuffisamment rigoureux et d'étonnantes indulgences pour des personnages compromis ont terni notre image collective » ; puis la stigmatisation plus ciblée de la politique africaine où ont prévalu « la politique du secret, les multiples interventions discrètes, l'indulgence trop longtemps maintenue à l'égard d'excès internes de toutes sortes », quand Louis Mermaz, dans sa contribution Unité dans la Clarté, évoque le discours de La Baule qui a « contribué à faire progresser la démocratie en Afrique »[104].

*Vendredi*, hebdomadaire du Parti socialiste, n°250, 19 mai 1995.




**Q**ue retenir de ce procès conduit par Lionel Jospin ? D'abord, à côté de réflexions sur les raisons des échecs socialistes sur le chômage et les inégalités, la présence, malgré la dimension collective affirmée et même si le nom de François Mitterrand n'est pas cité, de mises en cause plus directement personnelles, sur les affaires ou la politique africaine. Mais aussi, et on l'a sans doute insuffisamment remarqué, la mise en avant de références légitimantes à 1981, commandant une volonté de retour aux sources, de régénération. Sur chacun des thèmes abordés en effet, Jospin évoque la période bénie du mitterrandisme. En ce qui concerne la définition des politiques à mener, sa Proposition treize énonce que «le Parti socialiste et son candidat doivent élaborer ensemble (comme en 1981) le futur programme présidentiel». En matière d'éthique, il rappelle qu'avant 1981, «François Mitterrand (par exemple dans ses chroniques de *l'Unité*) et les socialistes avaient appelé à une moralisation de la vie publique» ; enfin dans le domaine de la politique africaine, il évoque «les quelques velléités de rupture avec les errements anciens au début du premier septennat».

S'appuyer sur l'authentique et pur Mitterrand de 1981 pour critiquer le Mitterrand corrompu par le pouvoir de la fin du second septennat, voilà sans doute également une tactique classique, mais qui n'a semble-t-il pas été vraiment perçue par des commentateurs insistant sur la dynamique de rupture.

**C**'est que, qu'il l'ait ou non souhaité, la stratégie de campagne de Lionel Jospin va être comprise comme soucieuse de se démarquer des années Mitterrand. Désigné candidat par un vote des militants contre Henri Emmanuelli, qui, quelles que soient les prudences de Mitterrand, apparaissait comme le favori de l'Elysée, il va en effet faire une campagne d'opposition et de propositions s'appuyant très peu sur le bilan des deux septennats. Les conditions exactes dans lesquelles il a été amené à parler de «droit d'inventaire» n'ont ainsi guère d'importance, dans la mesure où cette expression va devenir le symbole d'une attitude plus générale de distance par rapport à Mitterrand. Le mot aurait en fait été prononcé au cours d'une réunion avec les élus socialistes le 9 avril 1995, rapportée à l'époque par le journal *Le Monde*. Comme il n'aura de cesse de le rappeler par la suite, il se situait alors toujours dans une perspective d'autocritique collective : « Ce bilan est bon quand nous sommes restés fidèles à nos valeurs. Il l'est moins quand nous nous en sommes éloignés. Pourtant, il n'est pas le fait d'un seul homme, François Mitterrand. Quelles qu'en soient les lumières et les ombres, il est celui

d'un mouvement collectif et le résultat d'une réalité collective. Pourquoi me somme-t-on de la répudier ou de l'assumer en bloc ? Je revendique un droit d'inventaire »[105]. Seule cette dernière expression va être retenue, venant accréditer la présentation qui est faite du candidat socialiste depuis le début de sa campagne.

« Jospin, fils rebelle du mitterrandisme »[106] titrait *Le Nouvel Observateur*, tandis que *Le Point* expliquait qu'« en adoubant Lionel Jospin, les socialistes [avaient] choisi la porte de sortie des années Mitterrand »[107].

Depuis 1988, en effet, celui qui fut Premier secrétaire du Parti socialiste tout au long du premier septennat, a pris ses distances avec le chef de l'Etat. Opposé dès 1988, mais surtout en 1990 lors du Congrès de Rennes, à Laurent Fabius, le « fils préféré », ses relations avec Mitterrand en tant que ministre de l'Education Nationale des gouvernements Rocard puis Cresson apparaissent tumultueuses, mais c'est en 1992, lors de la formation du gouvernement Bérégovoy dont il ne fait plus partie, que la rupture est réellement consommée. Il faut dire qu'entre-temps en septembre 1991, il a publié un livre, *L'Invention du possible*[108], dans lequel il dressait un bilan sans concession du mitterrandisme, mettant l'accent sur la responsabilité personnelle du président, dénonçant le présidentialisme de la Cinquième République qui « a atteint des proportions extrêmes avec Mitterrand ». Si on y ajoute son alliance en 1993 avec les rocardiens au moment des Assises de la Transformation Sociale, ses déclarations sur le passé du Président et sa contribution critique du congrès de Liévin, tout concourt à faire de lui, comme le notait à l'époque Eric Dupin dans *Libération*, le « candidat du post-mitterrandisme »[109].

Ces antécédents, en particulier l'analyse critique qu'il a mené des années de pouvoir, fondent en raison l'attitude de prise de distance de Jospin, légitiment sa démarche comme résultat d'une réflexion réelle et approfondie. Mais il ne fait pas de doute que sa conduite est aussi dictée par des impératifs de tactique politique.

Tactique externe tout d'abord. La relecture des « Chroniques assassines » de Patrick Wajsman dans *Le Figaro*, éclaire en creux les bénéfices de la démarche jospinienne. « Pourquoi certains veulent-ils faire croire que Lionel Jospin est un homme plutôt « neuf », sans passif et sans passé? »[110], s'interroge-t-il , rappelant que durant le premier septennat, celui-ci fut étroitement associé à la préparation intime des prises de décision de l'Exécutif ; « Après quatorze ans de mitterrandisme, il faut beaucoup d'aplomb à Lionel Jospin et aux ténors du Parti socialiste pour s'ériger en maîtres de vertu... »[111] s'indigne-t-il, scandalisé par la campagne d'opposition menée par les socialistes.

En s'appuyant sur les valeurs éternelles du socialisme pour se détacher de la seule référence mitterrandienne et se placer dans une posture de critique du gouvernement Balladur et de propositions, il est clair que Lionel Jospin tente de lutter contre l'identification dangereuse entre socialisme et mitterrandisme.

Contrairement à Jean Glavany qui dans *Vendredi*, choisit la confrontation « Bilan contre Bilan », arguant que « 70 % des Français jugent positives les années Mitterrand», lui explique que « la prochaine élection présidentielle ne doit pas être considérée comme la fin d'une époque mais comme le début d'une nouvelle qui s'ouvre vers l'an 2000 »[112]. Alors que ses adversaires voudraient le ramener au passé, lui se tourne vers l'avenir.

**M**ais cette attitude est aussi dictée par des considérations tactiques internes au parti. En se montrant réservé à l'égard d'un bilan qu'il ne sollicite pas comme argument de campagne, Jospin a donné des gages à ceux qui avaient fait de la rupture avec le mitterrandisme une nécessité pour les socialistes. Ainsi, il a notamment pu rallier à sa cause de nombreux jeunes élus ou dirigeants socialistes, tel Arnaud Montebourg, qui avait quitté le Parti socialiste en 1992, pour ne revenir qu'en 1996, « après que Lionel Jospin eût affirmé le droit d'inventaire sur cette période », tel Patrick Bloche, aujourd'hui Premier secrétaire de la fédération de Paris, qui déclarait en 1999, « ce deuxième septennat n'aurait pas dû avoir lieu »[113], ou tel Vincent Peillon, actuel porte-parole du Parti socialiste, qui en 1994, dans sa contribution « Agir en socialis-

te », résumait l'enjeu du congrès de Liévin à la question « comment donner une seconde chance à la gauche ? »[114]

Il semble toutefois, dans un contexte où la réactivation des clivages apparus à l'automne 1994 aurait été destructrice, que la critique circonstanciée de Liévin, ait laissé la place au cours de la campagne, à une vision du passé plus vague, moins élaborée, Jospin s'accommodant du concept flou d'inventaire sans jamais vraiment mener à bien celui-ci. Si bien que chacun à l'intérieur du parti se retrouvait libre de construire sa propre interprétation, certains y voyant un rejet de la politique du franc fort conduite depuis 1983, d'autres une condamnation des dérives du pouvoir en matière éthique, d'autres encore une simple distanciation vis-à-vis du passé troublé du Président. Le score obtenu à l'élection présidentielle, considéré par tous comme un succès, en conférant à Jospin une légitimité propre, libérée de la filiation mitterrandienne, et en entraînant le ralliement de l'ensemble des courants du parti derrière sa personne, va entériner comme mémoire officielle cette vision ambiguë du passé.

**T**out se passe alors comme si, passé le temps de son affirmation personnelle comme nouveau leader du parti élu, Premier secrétaire le 14 octobre 1995, Lionel Jospin pouvait maintenant s'inscrire, par-delà le renouvellement nécessaire, dans une certaine continuité. La publication à cette époque du livre de Claude Estier, qui bénéficie d'une importante publicité dans *Vendredi* représente une parfaite manifestation de cette évolution.

**“ S'accommodant du concept flou du «droit d'inventaire» chacun à l'intérieur du parti se retrouvait libre de construire sa propre interprétation, certains y voyant un rejet de la politique du franc fort conduite depuis 1983, d'autres une condamnation des dérives du pouvoir en matière éthique, d'autres encore une distanciation vis-à-vis du passé troublé du Président. ”**

Comme nous l'avons dit, un des objectifs majeurs de ce livre est de tracer des liens entre les deux hommes. Dans toute sa présentation, Claude Estier s'efforce d'établir des parallèles entre la campagne présidentielle de Jospin et celles de Mitterrand, notamment la première en 1965, fondatrice de la mythologie mitterrandienne. Même scepticisme initial des journaux, même succession géographique de meetings, même type de motivations à l'appui de la candidature, et jusqu'au soutien de Marie-Claire Mendès France à Jospin perçu comme le miroir de celui que son mari avait apporté à chaque fois à Mitterrand, tout est prétexte à rassembler symboliquement les deux hommes dans un même destin.

**“ Le score obtenu par Lionel Jospin à l'élection présidentielle, considéré par tous comme un succès, va entériner comme mémoire officielle cette vision ambiguë du passé. ”**

Mais Estier revient aussi sur les relations difficiles entre les deux hommes durant la campagne de 1995, mettant l'accent sur l'apaisement final. Abordant le thème de l'héritage, il cite des propos que Mitterrand aurait confié à des proches à ce sujet : « Que cela plaise ou non, Lionel Jospin est là pour dix ans. N'essayez pas de le combattre. Ne commettez pas la même erreur que Guy Mollet qui a tenté de s'opposer à moi après l'élection présidentielle de 1965 », pour conclure que c'est « somme toute, une façon très mitterrandienne de dégager la route et de transmettre le flambeau... »[115].

**I**l reste que dans une période où il entend réimposer son parti comme une force de proposition crédible, Lionel Jospin n'est toutefois pas encore prêt à s'afficher publiquement comme le successeur de François Mitterrand. C'est en tout cas ce qui va transparaître de son attitude au moment de la mort de celui-ci. Le fait qu'il persiste à formuler un jugement nuancé à un moment où affluent les hommages lyriques, des deux côtés de la classe politique, va renforcer l'image de distance entre le nouveau Premier secrétaire et l'ancien chef de l'Etat. Dans l'éloge funèbre qu'il prononce, sont pourtant rappelés les engagements politiques de Mitterrand en faveur de la décolonisation et contre le régime gaulliste, puis son action de rassemblement de la gauche dans les années 70. En outre, Jospin emploie la troisième personne du singulier pour célébrer l'action du chef de l'Etat et passe au pluriel pour émettre des réserves. Mais c'est toutefois ce paragraphe que l'on va retenir, symbole d'une dimension critique toujours présente : « Autour de lui, nous avons appris à gouverner. Nous avons eu du temps pour réaliser des réformes. Nous

avons fait faire des pas en avant à notre pays. Nous avons gagné en expérience. Mais nous avons subi aussi l'épreuve du pouvoir, payé parfois le prix pour ses tentations, connu -comme il est normal- la sanction du suffrage. »[116]

C'est que parmi les personnalités socialistes sollicitées par *Vendredi* pour rendre hommage à François Mitterrand, Lionel Jospin est le seul à souligner les limites du bilan mitterrandien ; même Michel Rocard se montre plus enthousiaste. Dans ce contexte de louanges quasi unanimes, le discours nuancé du Premier ministre acquiert une portée symbolique qui dépasse son simple contenu. C'est d'ailleurs ce même contexte laudatif qui conduit à interpréter comme un signe de distance persistante la position en retrait du Parti socialiste lors de l'organisation du rassemblement de la Bastille. Cette absence de patronage partisan était souhaitée par Mitterrand lui-même comme l'explique alors Jean Glavany, ordonnateur de cet hommage populaire, mais semble aussi avoir parfaitement convenu aux responsables du Parti socialiste, qui par la voix de leur porte-parole François Hollande font savoir « qu'ils n'en auraient pas pris l'initiative »[117].

*L'hebdo des socialistes*, hebdomadaire du Parti socialiste, n°189, 11 mai 2001.

L'hebdo des socialistes

10 Mai 1981
10 Mai 2001

Là où il y a une volonté, il y a un chemin.

P. 6 Parlement
SIMPLIFIER POUR ENTREPRENDRE

P. 7 Euro :
L'AFFAIRE DE TOUS

P. 8 Droite
LA TENTATION SOCIALE OU LES AMBIGUÏTÉS DU DISCOURS CHIRAQUIEN

P. 9 CESE
LES RELATIONS ENTRE L'ASSOCIATIF ET LE POLITIQUE

P. 10 : congrès du PSE
LA SÉCURITÉ DANS LE PROGRÈS

P. 14 Alain Weinstein
LA POÉSIE FAIT PEAU NEUVE

Les objectifs d'emploi pour 2001

Ce maintien d'une distance vis-à-vis du mitterrandisme sera d'ailleurs plus patent dans les propos de Jospin lors des commémorations qui vont suivre. En mai 1996, à l'occasion de la commémoration de la victoire de 1981, il reprend la dialectique du bilan contrasté, opposant le ciel bleu et les nuages : « Les nuages, c'est évidemment la tristesse du départ, et le souvenir d'un bilan contrasté pour notre action collective, mais aussi pour la sienne »[118]. Et en janvier 1997, pour le premier anniversaire de la mort de Mitterrand, il développe encore le même thème, évoquant à propos de 1988, ce «nouveau succès présidentiel plus assuré mais où l'élan manquait et « cette fin si difficile où à notre affaiblissement politique semblait répondre l'affaiblissement humain de celui qui luttait contre la mort »[119].

Surtout, si la rupture s'efface quelque peu dans le discours, elle reste une réalité au niveau des actes, et notamment du choix des hommes. Ecartées du nouveau secrétariat national formé par Lionel Jospin en 1995, les personnalités du Parti socialiste trop marquées par leur implication durant l'époque mitterrandienne, se retrouvent aussi exclues du premier gouvernement Jospin en juin 1997, gouvernement au sein duquel des responsables socialistes n'ayant pas caché leurs réserves sur le mitterrandisme tels Dominique Strauss-Kahn ou Pierre Moscovici occupent à l'inverse des places de choix.

Le journal *Le Monde* dans un portrait de Jack Lang dressé en avril 1999 relate une conversation qui se serait tenu à Matignon en juillet 1997 entre l'ex-ministre de la Culture et le tout frais Premier ministre. Jack Lang, irrité d'avoir été évincé du gouvernement sous prétexte qu'il était un «éléphant» du mitterrandisme aurait argué que d'autres avaient bénéficié de plus de mansuétude : « Chevènement ? Présent depuis Epinay ! Et Guigou ? Quinze ans auprès de Mitterrand puis au gouvernement ! Védrine ? Même chose. »[120] En réponse, Jospin lui aurait expliqué clairement sa démarche en avançant que ces derniers ne souffraient pas dans l'opinion d'une identification trop forte avec la mitterrandie finissante.

La position de Lionel Jospin n'est donc pas restée identique durant toute la période. Au-delà d'adaptations circonstancielles, selon la nature et les conditions de ces interventions, des infléchissements semblent s'être produits après une première phase où il importait d'affirmer son autorité sur le parti. L'élaboration de

cette lecture du passé a en effet dû répondre à des objectifs de types différents. Au souci de réflexion critique sur les échecs du socialisme au pouvoir, se sont ainsi mêlés le désir d'émancipation et de construction d'une légitimité propre et la volonté de rompre aux yeux de l'électorat l'assimilation entre socialisme et mitterrandisme. Mais dans la mesure où le mitterrandisme constituait à l'époque un enjeu de débats susceptibles de structurer des clivages internes, des considérations tactiques intra-partisanes ont aussi joué leur rôle, poussant sans doute Jospin à maintenir un certain flou dans ses déclarations.

Au total, si la position de Lionel Jospin a connu quelques infléchissements durant la période, il est toutefois possible de la résumer à grands traits.

D'abord, la reconnaissance de l'apport de Mitterrand dans la reconstruction de la gauche française, dans son accès au pouvoir et dans sa légitimation comme force crédible d'alternance politique. Dans ce domaine, il y a reprise de la mémoire préparée du mitterrandisme, comme l'illustre l'hommage officiel du Parti, réalisé par Claude Estier et concentré sur la période 1971-1981.

Ensuite, une poursuite de l'exploitation affective de la référence aux heures glorieuses du mitterrandisme, essentiellement 1981, source de régénération. Puis une tendance progressive à revendiquer non pas l'héritage mais la légitimité de la succession.

Enfin, une distanciation par rapport au deuxième septennat, autocritique collective en matière de lutte contre la chômage, mise en cause plus personnelle dans le domaine de l'éthique républicaine. Parallèlement se trouvent réévaluées les tentatives de rénovation conduites au Parti socialiste en 1993 sous la houlette de Michel Rocard : une place importante leur est par exemple accordée dans l'historique contenu dans le guide de l'adhérent et un jugement positif y est formulé à leur égard. Ce dernier élément révèle une des dimensions essentielles à nos yeux de la démarche de Lionel Jospin, à savoir la volonté de permettre aux courants anti-mitterrandistes de s'exprimer et de vivre dans le parti.

**" La démarche de prise de distance avec le mitterrandisme qui avait été celle de Lionel Jospin en 1995, continue d'avoir une influence sur la représentation officielle du passé après 1997. "**

Revenu au pouvoir, il semble qu'il ait éprouvé le besoin inverse, celui de réintégrer les mitterrandistes au sein de sa majorité. C'est en partie pour cela qu'il va évoluer vers une vision du passé plus à même de rassembler.

## Le temps du rassemblement

**F**aire du retour au pouvoir des socialistes en 1997 une coupure chronologique commandant une mutation de la mémoire officielle du mitterrandisme est évidemment un choix arbitraire et discutable. Comme nous l'avons vu, il y avait déjà eu des évolutions avant cette date dans le sens de l'apaisement. De même, la démarche de prise de distance avec le mitterrandisme qui avait été celle de Lionel Jospin en 1995, continue d'avoir une influence sur la représentation officielle du passé après 1997.

Cependant, le retour plus tôt que prévu du Parti socialiste au gouvernement semble avoir modifié la donne, entraînant un infléchissement de la direction du parti dans le discours et dans les actes, qui tendrait à accréditer la thèse d'un usage instrumental du passé.

Le Parti socialiste redevenu un parti de gouvernement, il n'est plus besoin de chercher à casser l'assimilation au mitterrandisme pour retrouver une virginité de parti d'opposition et de propositions. Au contraire, la période mitterrandienne, envisagée de manière sélective, peut fournir des références utiles pour un parti au pouvoir.

**" Le Parti socialiste redevenu un parti de gouvernement, il n'est plus besoin de chercher à casser l'assimilation au mitterrandisme pour retrouver une virginité de parti d'opposition et de propositions. Au contraire, la période mitterrandienne, de manière sélective, peut fournir des références utiles pour un parti au pouvoir. "**

**A**insi le congrès de Brest de novembre 1997, qui consacre l'enthousiasme retrouvé des socialistes de nouveau unis derrière leur leader incontesté Lionel Jospin, voit fleurir dans la bouche des responsables du parti les allusions aux premières heures du socialisme au pouvoir. Non seulement, il

**“ Le thème du retour aux sources n’exclut pas l’idée de rupture. ”**

n’est plus question pour Lionel Jospin d’engager un nouveau cycle «en rupture avec celui qui s’était ouvert à Epinay». Non seulement comme l’affirme le nouveau Premier secrétaire François Hollande, « ce Parti reste toujours celui d’Epinay, au sens où notre stratégie reste fondée sur l’unité des socialistes et le Rassemblement de la Gauche »[121]. Mais le thème qui est développé par Lionel Jospin est au contraire celui du retour aux sources, de la régénération . Retour donc, « revisité » à « l’Union de la Gauche perdue depuis 1984 et négligée en 1988 au prix de quelques illusions centristes ». Retour à « la démarche des 35 heures, reprise là où elle avait été laissée en 1982. Retour en économie enfin à une «volonté de justice fiscale et à un pari sur la croissance »[122].

On remarquera que le thème du retour aux sources n’exclut pas l’idée de rupture avec les dernières années du mitterrandisme, et certes la vision de Jospin s’inscrit dans une continuité ; mais ces références plus enthousiastes aux temps héroïques du passé constituent également un premier gage offert à ceux qui n’avaient guère apprécié la posture critique adoptée précédemment.

C’est que plus encore que par le retour au pouvoir, l’inflexion de la position de Jospin apparaît dictée par l’impératif de maintien de l’unité interne du parti.

La réaction des responsables du Parti socialiste aux propos tenus en novembre 1998 par Michel Rocard dans la *Revue de Droit Public* nous paraît à cet égard particulièrement révélatrice. Appelé à commenter les paroles de l’ancien Premier ministre, qui avait notamment déclaré que « François Mitterrand n’était pas un honnête homme », François Hollande ne réagit certes pas avec la même virulence que certains anciens compagnons du chef de l’Etat, mais il est loin d’apporter son soutien à celui qui est tout de même le chef de courant des principaux alliés de Lionel Jospin. Rappelant ce que les socialistes doivent à Mitterrand, « l’union de la gauche, les victoires de 1981 et de 1988, des réformes majeurs auxquelles Michel Rocard a d’ailleurs pris sa part », mais aussi que « leur fidélité n’a jamais été un aveuglement », il qualifie les propos de Rocard de « prolongement inutile et blessant d’un contentieux personnel »[123].

Une telle désolidarisation de la part du Premier secrétaire mais aussi de la part de responsables, rocardiens ou membres de la nouvelle génération qui n’avaient pas caché leurs réserves en 1994-95, est symptomatique d’une évolution de la situation. Avec l’affirmation de l’autorité de Lionel Jospin au sein du Parti socialiste, puis le retour au pouvoir, le mitterrandisme, autrefois ligne de clivage potentielle, est devenu un non-sujet ; une sorte de compromis du non-dit s’est imposé à l’intérieur du parti. L’évolution de la position de Lionel Jospin, d’une critique détaillée et circonstanciée à Liévin vers une vision moins sévère et plus vague laissait d’ailleurs présager un tel phénomène. De fait, Lionel Jospin sait bien qu’ayant été numéro deux du Parti socialiste dans les années 70 puis Premier secrétaire durant tout le premier septennat, il ne lui est pas possible de se désolidariser complètement de la période. Il n’a d’ailleurs pas hésité à exploiter certaines références électives à son action personnelle à cette époque et à reconnaître sa dette envers Mitterrand.

Il n’a donc plus aucun intérêt à ce que soit rouvert le débat sur le mitterrandisme ; y revenir comporterait au contraire le risque de laisser s’exprimer ses détracteurs, ceux qui lui reprochent son ingratitude, prompts à prendre la parole pour réactiver les anciens clivages comme le montrent la rapidité et la vigueur de leur réaction. Comme le manifestent les propos de François Hollande, les dirigeants du Parti socialiste considèrent maintenant que le débat est clos.

**P**arvenus à stabiliser la situation autour du point d’équilibre ambigu que nous avons décrit, les dirigeants socialistes ne vont dès lors avoir de cesse que de désamorcer toute relance possible de la polémique sur le mitterrandisme.

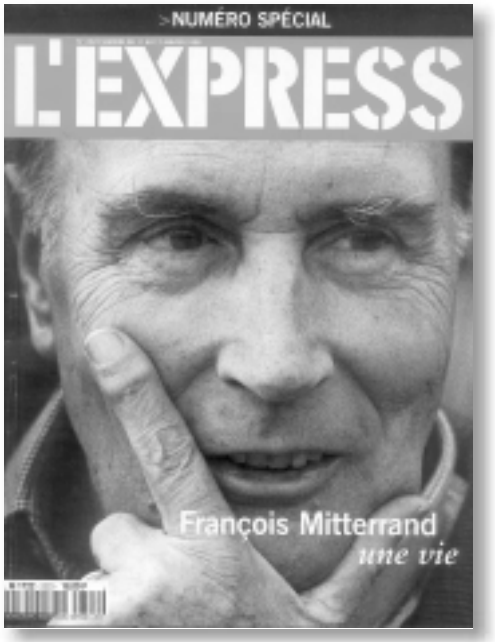
C’est ce qu’illustre encore leur position en janvier 2001, lors de la mise en examen de Jean-Christophe Mitterrand. Ni défense acharnée ni rejet, François Hollande cherche l’apaisement quand les proches de François Mitterrand crient au scandale : «Quand

une famille a l'un des siens impliqué dans une procédure, le sentiment, à tort ou à raison, d'un excès, peut être exprimé. Mon rôle, en tant que politique, est de rappeler les principes. »[124]

C'est que le Parti socialiste est déjà entré dans l'ère du rassemblement. Avec l'usure du pouvoir, les premières difficultés, les défaillances de certains ministres, Lionel Jospin semble avoir éprouvé le besoin de réunir derrière lui l'ensemble des sensibilités du parti, et dans ces conditions, la participation aux différents gouvernements de François Mitterrand redevient un atout. Stigmate négatif au début d'un nouveau cycle supposé, elle reste en effet également le gage d'un capital accumulé de compétences et de légitimité politique auquel le Premier ministre se voit contraint de faire appel au printemps 2000.

Logique de rassemblement et mobilisation de l'expérience acquise, c'est ainsi déjà qu'il fallait comprendre l'entrée au gouvernement de Jean Glavany le 20 octobre 1998, c'est ainsi surtout que peut s'interpréter celle de Jack Lang et de Laurent Fabius en mars 2000. Leur retour, ainsi qu'à un moindre titre l'entrée de Jean-Luc Mélenchon, constituent en tout cas un symbole politique fort, qui marque définitivement l'apaisement des clivages sur le mitterrandisme.

Magazine *L'Express*, numéro spécial, n°2323, 11 janvier 1996.




**C**onséquence de cette nouvelle orientation politique, le discours officiel sur le mitterrandisme va à nouveau s'infléchir. La concrétisation symbolique intervient au congrès de Grenoble en novembre 2000, celui où Lionel Jospin se pose véritablement en héritier de François Mitterrand. Certes, il fait encore le tri de « l'épreuve du pouvoir, des moments d'exaltation[...], des moments de division et de recul, de découragement et même des moments de rejet». Mais ce sont ensuite les paroles déjà citées en introduction où est évoquée la «fidélité mitterrandiste » de « ceux qui ont été capables de reconstruire »[125].

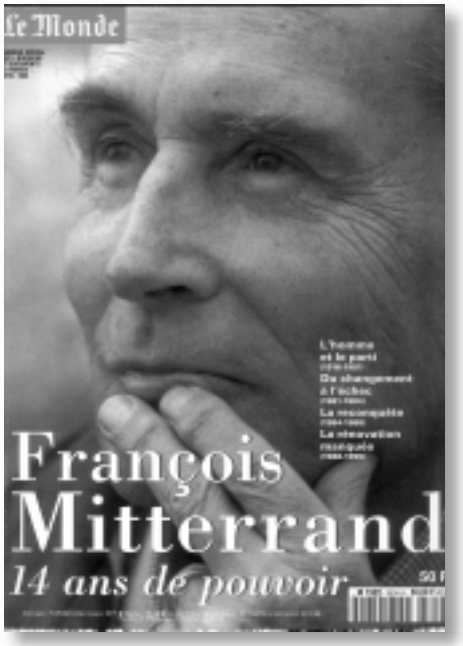
C'est, ici, encore la portée symbolique des paroles, interprétées par Pierre Bergé et les mitterrandistes dans leur ensemble comme une « acceptation en l'état de l'héritage légué par François Mitterrand »[126], qui importe. Dans leur contenu, il n'y a rien en effet de très nouveau, si ce n'est que la tendance à se présenter comme le continuateur de l'œuvre de Mitterrand est poussée un peu plus loin.

**L**a mémoire officielle du mitterrandisme a-t-elle d'ailleurs vraiment changé ? Il semble en fait qu'on en est plutôt resté aux bases mises en place durant la première période, la seule évolution significative ayant trait au second septennat : dans ce domaine, de la critique approfondie des origines, il apparaît qu'en passant par la vision plus vague de 1995, on s'est acheminé vers une occultation pure et simple.

A cet égard, l'attitude et les discours des dirigeants socialistes à l'occasion des commémorations du 10 mai et du congrès d'Epinay sont significatifs de l'évolution vers une mémoire sélective.

A l'origine réticents car craignant un manque d'affluence, selon le témoignage de Jean-Marcel Bichat, ils se sont finalement

*Le Monde*, numéro spécial des «Dossiers et documents du Monde», avril 1995.



**“ La critique du mitterrandisme a peu à peu été abandonnée au profit d’un usage électif des références au passé, n’hésitant pas à mobiliser le potentiel affectif de certaines périodes du passé mitterrandien pour laisser dans l’ombre le second septennat. ”**

ralliés à l’initiative de l’Institut François Mitterrand, mais ont laissé les responsables de celui-ci organiser à la Bastille une célébration très centrée sur la personne de Mitterrand de la victoire du 10 mai. D’autre part, Lionel Jospin s’est rendu le même jour au déjeuner-débat toujours organisé par l’IFM à l’Assemblée Nationale. Sa présence était déjà en soi un nouveau symbole attendu de la «réconciliation», mais il ne prenait pas grand risque car ne fut évoquée que la période héroïque 81-84, avec la présence de témoins, et un discours très laudatif de Raymond Forni. Lionel Jospin s’est lui concentré une nouvelle fois sur la période 1971-1981, célébrant l’action de rassembleur des socialistes et de la Gauche de François Mitterrand, non sans faire référence à l’actualité d’une union qui est toujours un combat. Il a terminé en donnant des gages de ses bonnes intentions aux organisateurs, évoquant le « sentiment de bonheur et d’accomplissement »[127] qu’il éprouvait en songeant à l’œuvre réalisée.

Au total, il apparaît donc bien que la vision officielle a évolué de 1995 à 2001, d’une mémoire critique rompant avec la représentation mitterrandiste, vers une mémoire sélective qui renoue en grande partie avec la mémoire préparée des temps héroïques de la gauche, pour laisser dans l’ombre presque toute la période post-84. La thèse d’une instrumentalisation politique du passé apparaît donc vérifiée, puisque, utilisée à des fins d’affirmation d’un nouveau leadership, la critique du mitterrandisme a peu à peu été abandonnée au profit d’un usage électif des références au passé, n’hésitant pas à mobiliser le potentiel affectif de certaines périodes du passé mitterrandien pour laisser dans l’ombre l’ouverture de 88, les dérives affairistes du second septennat, voire la politique du franc fort. Les adversaires de Lionel Jospin auront alors beau jeu d’affirmer que l’inventaire effectif du mitterrandisme n’a jamais vraiment été réalisé.



# Des mémoires autorisées divergentes

Nous l’avons vu, dès la fin du deuxième septennat de François Mitterrand, le rapport au passé s’est imposé comme une source de clivages internes au sein du Parti socialiste. Autour du point d’équilibre que Lionel Jospin a progressivement cherché à construire, des discours opposés se sont ainsi exprimés, s’appuyant sur les divers canaux de diffusion que nous avons identifiés. Une importante part des socialistes, acteurs de la période mitterrandienne et de ce fait à la fois attachés affectivement à cette période mais aussi durablement identifiés à elle, ont ainsi cherché à opposer à la vision officielle, une lecture plus positive. Nous les avons regroupés sous l’appellation « mémoires pro-mitterrandistes ». Mais la position prise par Lionel Jospin qui s’est imposé comme le nouveau dirigeant légitime du Parti socialiste, semble avoir également eu pour effet de libérer l’expression à l’intérieur du parti, de discours critiques à l’égard de l’ancien Président qui jusque-là étaient restés « censurés ». Des mémoires anti-mitterrandistes ont ainsi pu dans une certaine mesure être diffusées dans le parti.

## Mémoires pro-mitterrandistes

À quelles motivations répondent les personnalités socialistes qui ont cherché à imposer dans le parti une vision plus positive du mitterrandisme ?

Les enjeux qui touchent à l’identification comme mitterrandiste sont complexes. Longtemps un atout au sein du parti, l’étiquette mitterrandiste est ensuite devenue un handicap ; certains leaders socialistes en ont fait la cruelle expérience, tel Jack Lang, qui dénonce « un procès en mitterrandisme qui confine parfois au procès en sorcellerie »[128]; mais étant donné le capital affectif conservé chez certains sympathisants socialistes pour l’ancien chef de l’Etat, des avantages restent attachés à cette appellation, d’autant qu’elle peut être aussi une preuve de compétences politiques et d’expérience gouvernementale. Parfois revendiquée, parfois résultat d’un processus

de stigmatisation, cette étiquette est aussi attribuée sur des critères objectifs. Des personnalités marquées par leur proximité avec Mitterrand, comme Laurent Fabius et Jack Lang, qui ont dû leur émergence dans le parti à la bienveillance de l'ancien Président, comme les leaders de la Gauche Socialiste, ou qui ont célébré l'action du chef de l'Etat quand ils étaient à la tête du parti comme Henri Emmanuelli et Jean Glavany, sont obligées de composer avec l'assimilation au mitterrandisme. Chercher à diffuser une représentation plus positive de la période est donc dans leur intérêt bien compris.

Toutefois, il ne faut pas tomber dans une conception trop utilitariste du rapport au passé. L'image de soi ou l'attachement affectif jouent aussi leur rôle. Ces individus sont aussi des membres du Parti socialiste qui ont vécu en tant qu'acteurs la période mitterrandienne ; la mémoire du mitterrandisme, c'est aussi pour eux une mémoire vive, des souvenirs vécus et reconstruits jusque-là à travers un filtre positif et qu'il leur est sans doute également impossible de percevoir maintenant à travers un prisme trop critique.

Il existe, ainsi, à l'intérieur du Parti socialiste un ensemble de personnalités qui pour diverses raisons s'emploient à opposer une mémoire pro-mitterrandiste à la vision officielle du parti.

**C**ependant, il n'est pas possible d'identifier un groupe vraiment cohérent regroupant les mitterrandistes. Cela a sans doute été la force de Lionel Jospin d'empêcher que des groupes se structurent autour de ce thème. Et de fait l'enjeu mitterrandisme ne recoupe pas véritablement les habituelles lignes de partage entre courants. Dans les rangs des pro-mitterrandistes, il est ainsi possible de compter les anciens compagnons de Mitterrand, Louis Mermaz et Roland Dumas, les fabiusiens, la Gauche Socialiste, mais aussi les anciens membres du courant Jospin, Jean Glavany ou Henri Emmanuelli, et encore Pierre Mauroy et certains de ses amis. Tout cela ne fait pas une force organisée et même l'IFM, qui pourrait sembler le lieu institutionnel porteur du message pro-mitterrandien, non seulement ne regroupe pas toutes ces personnes mais encore est le théâtre de rivalités internes.

Institut François Mitterrand, carton de présentation de la soirée de commémoration à Paris le 10 mai 2001.

Si l'on peut parler d'une mémoire pro-mitterrandiste, c'est donc ici encore beaucoup plus comme courant de significations, comme ensemble de discours, d'arguments pouvant servir de bases à la constitution d'une représentation positive du passé mitterrandien. C'est ce courant de significations que nous avons tenté d'identifier, en reconstruisant une cohérence sans doute artificielle mais nécessaire pour éclairer l'analyse.

**S**chématiquement, il est possible de distinguer trois tactiques : la première prend la forme d'une réévaluation du bilan du mitterrandisme ; les deux autres consistent à relativiser la portée de la rupture intervenue en 1995, soit en mettant l'accent sur l'implication mitterrandienne passée des dirigeants socialistes actuels, soit en soulignant la continuité de leur action par rapport à celle de Mitterrand.

A partir de cette configuration de base, nous avons tout de même distingué la vision de l'IFM qui s'appuie plutôt sur la première tactique, et celle de personnalités comme Laurent Fabius et Jean Glavany qui insistent plus sur l'idée de responsabilité collective par rapport au bilan du mitterrandisme.

### *L'Institut François Mitterrand : défense du bilan et dénonciation de l'ingratitude.*

**N**ous avons déjà évoqué l'imbrication des objectifs scientifiques et mémoriels au sein de l'ensemble composé de l'Institut François Mitterrand et de l'Association des Amis qui lui est adjointe.

Organisateur de colloques à vocation historique, « François Mitterrand, Paix et développement »[129] ou « Changer la Vie » sur les

années 81-84 en collaboration avec la Fondation nationale des Sciences Politiques[130], l'Institut ne se prive pas par ailleurs, par la voix de ses responsables, de prendre publiquement la défense de la mémoire de François Mitterrand. Ainsi en 1998 le conseil d'administration de l'Institut s'empresse de réagir aux propos de Michel Rocard pour constater que son initiative « confère toute leur valeur aux réserves exprimées de son vivant par François Mitterrand à l'égard de son intelligence politique et de son sens de l'Etat. »[131] Et en 2001, au moment de la mise en examen de Jean-Christophe Mitterrand, Jean-Louis Bianco, nouveau président de l'Institut, intervient pour dénoncer des articles de presse ou des couvertures de magazines où selon lui « on semble imputer à François Mitterrand des faits qui relèvent d'un trafic d'armes »[132].

Mais c'est surtout dans *le Bulletin*, publication de statut hybride, à la fois vecteur de diffusion de l'œuvre scientifique de l'Institut et outil d'information des adhérents de l'Association, que s'exprime une mémoire pro-mitterrandiste.

**C**elle-ci s'appuie sur plusieurs éléments qui s'articulent au sein d'un discours circulaire.

La réévaluation du bilan mitterrandien, objectif majeur des responsables de l'Institut, conduit à la stigmatisation de l'ingratitude des dirigeants socialistes qui bénéficient des retombées de ce bilan, mais ne reconnaissent pas suffisamment leur dette à l'égard de l'ancien Président et ne défendent pas suffisamment un homme et un bilan injustement attaqués. C'est ainsi par exemple que se construit l'argumentation du vice-président de l'Institut Jean Kahn dans son éditorial d'avril 97 sur les écoutes de l'Elysée. Prenant la défense de Mitterrand dans cette affaire, il met en avant à l'inverse la vraie capacité d'écoute du peuple français qui le caractérisait. « C'est pour cela, conclut-il, que ce peuple s'étonne aujourd'hui des silences et des absences de ceux qui ont recueilli l'héritage de François Mitterrand et qui, plutôt que d'en recommencer chaque jour l'inventaire, seraient mieux compris des Français s'ils s'employaient à le défendre. »[133]



Pierre Bergé, président de l'Association des Amis de l'IFM, développe ouvertement cette même thèse dans un éditorial publié dans *Marianne* en novembre 1998. Toujours à propos des fameuses déclarations de Rocard, il s'étonne que le Parti socialiste ne prenne pas plus vivement la défense de son ancien chef, et surtout met en cause implicitement la responsabilité de Jospin dans le développement de la suspicion autour de Mitterrand : « "Le Parti socialiste lave plus blanc que blanc" ne me semble pas être un slogan. La droite et les ennemis de Mitterrand l'auront pourtant retenu. Il ne faut pas s'étonner si tout cela mis bout à bout en a conduit plus d'un à douter du passé. » Rappelant ce que «ceux qui sont aux affaires aujourd'hui et qui ne s'y trouveraient pas sans lui » doivent à Mitterrand, il conclut : « Certains peuvent avoir la mémoire courte. C'est leur affaire. »[134] Nous l'avons vu, le même homme exprimera sa satisfaction après le congrès de Grenoble où la mémoire officielle intégrera ce thème pro-mitterrandiste.

**M**ais la vision promue par l'IFM ne s'arrête pas là. Pour qu'elle soit crédible, l'accusation d'ingratitude doit s'appuyer sur une réévaluation du bilan de l'action au pouvoir. Ainsi, *le Bulletin* de l'Institut se fait le défenseur de l'homme et de son œuvre à la tête du pays.

Défense de l'homme, c'est la publication de ce témoignage d'une ancienne camarade de promotion de Mitterrand à Sciences-Po qui atteste des sentiments « anti-munichois » de celui-ci en 1938[135] ; c'est aussi les citations extraites d'un article de Claude Lanzmann qui défendit en 1992 l'attitude de l'ancien chef de l'Etat dans la controverse sur la responsabilité de la République dans la rafle du Vel'd'Hiv'[136].

Défense du bilan, c'est Hans Dietrich Genscher qui vient témoigner que contrairement à ce qui a pu être dit, François Mitterrand s'est montré favorable à la réunification allemande ; c'est David Owen, ancien Médiateur de l'Union Européenne pour l'ex-Yougoslavie qui fait l'éloge de l'attitude de Mitterrand durant cette crise ; c'est Jean Kahn lui-même, conseiller d'Etat, qui fait l'apolo-

gie de la pratique institutionnelle de Mitterrand qui a rendu son équilibre à la Cinquième République par sa gestion magistrale des périodes de cohabitation : « Plus que les dispositions ambiguës d'une Constitution médiocre, la culture politique exceptionnelle de François Mitterrand, sa stature d'homme d'Etat, lui permirent d'en venir à bout »[137].

On pourrait allonger la liste en évoquant notamment le numéro spécial consacré aux grands travaux mais ce qui nous paraît plus original, c'est la tentative d'actualisation de ce bilan, la volonté de mobiliser la pensée et l'action de François Mitterrand pour prendre position dans le débat public contemporain.

**M**itterrand, ce n'est pas seulement un homme, une action ou une stratégie politique, c'est aussi une vision du monde et de la politique, une pensée susceptible de continuer à nourrir la réflexion et l'action publiques. Cette mise en avant de la possible postérité du message mitterrandien est sans doute l'élément qui distingue le plus l'IFM de la mémoire officielle du parti.

L'hebdo des socialistes, n°3, 10 janvier 1997.

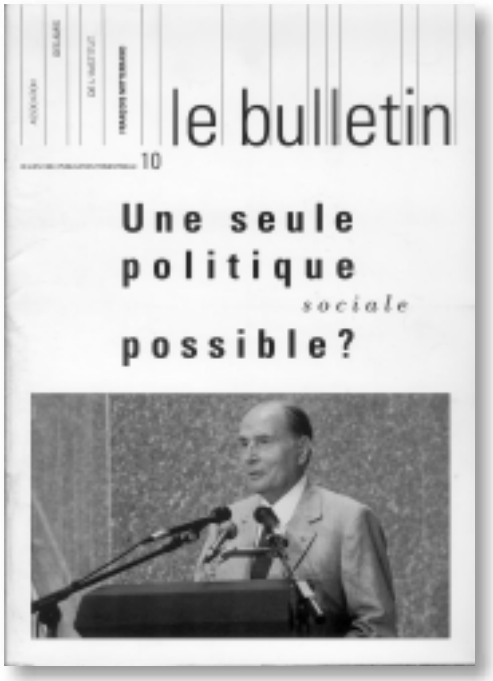
C'est ce qu'explique Dominique Bertinotti, secrétaire générale dans le rapport moral qu'elle présente en octobre 1997 : « Il s'agit pour nous tous de conserver la mémoire de François Mitterrand mais surtout de transmettre, de faire vivre la pensée et l'œuvre de François Mitterrand de façon dynamique. »[138]

C'est ainsi que vont être publiés régulièrement dans le bulletin, sous la rubrique « Lexique Mitterrandien », des extraits de discours ou d'interviews de Mitterrand en rapport avec des problèmes d'actualité. Ainsi en juin 1998, au moment du débat sur la régularisation des sans papiers, un passage d'un discours prononcé en 1994 : « Je dirai simplement que c'est un devoir absolu pour la France et pour les collectivités locales que de recevoir directement ceux que la France recueille, quelle que soit leur origine ! »[139]

A partir de novembre 1998, la perspective du colloque «Changer la Vie» est l'occasion d'organiser à partir d'une réflexion sur l'expérience de 1981-84, des débats sur la politique à mener dans le contexte contemporain, sur les thèmes : « Une seule politique sociale, économique, européenne possible ? » *Le Bulletin* devient ainsi une tribune pour des personnalités de gauche qui viennent exposer des points de vue divergents, notamment Julien Dray, le leader de la Gauche Socialiste, ancien protégé de Mitterrand, mais aussi René Teulade, futur auteur d'un contre-rapport sur les retraites, ou encore Jacques Kergoat, président de la Fondation Copernic.

**C**'est l'occasion dans des éditoriaux signés Jack Lang ou Jean-Louis Bianco, de souligner l'actualité de la pensée de François Mitterrand, « qui s'est attaché dès 1981 à bâtir l'Europe sociale »[140] ou qui formulait en 1993 lors du dernier conseil des ministres du gouvernement Bérégovoy des prophéties éclairées sur l'avenir des retraites[141].

C'est l'occasion aussi, dans un beau retournement, de critiquer l'action du gouvernement Jospin à partir du bilan mitterrandien. Ainsi Jean Kahn à propos de la politique économique des socialistes : « Comment, enfin ne pas être étonné par la désinvolture avec laquelle on s'apprête à privatiser des entreprises que, seul contre une majorité de droite, François Mitterrand avait, en 1993, maintenues dans le secteur public parce qu'elles touchent "à la défense de la France, à la recherche, au cœur même de ce qui fait notre capacité, notre force, notre sécurité, notre intelligence" ? »[142] Ainsi Pierre Bergé expliquant qu' « au temps de Mitterrand, la gauche voulait changer la société » alors qu'aujourd'hui « le Parti socialiste veut seulement gagner les élections »[143]. Sans aller jusqu'à




*Le bulletin*, trimestriel de l'Association des amis de l'Institut François Mitterrand, n°9, 30 mars 1999.

Roland Dumas, qui au moment des révélations sur le passé trotskiste de Lionel Jospin, reprend contre lui la phrase sur « l'itinéraire plus clair et plus simple » prononcée au sujet d'un Mitterrand qui lui avait pris l'initiative de s'expliquer sur son passé.

Il reste qu'une telle démarche ne va pas sans ambiguïté, car au moment même où ils s'emploient à montrer que le mitterrandisme a encore une actualité, qu'il constitue un mouvement de pensée susceptible d'être encore porté par un mouvement collectif, ils s'enferment dans une logique de personnalisation de l'œuvre et du bilan tendant à attribuer au seul Mitterrand la responsabilité des succès de la gauche. Cette logique est inscrite dans la dénomination même de l'Institut, mais elle semble poussée à l'extrême : dès l'introduction de la dimension iconographique, les photos de l'ancien président, le plus souvent seul à la tribune, fleurissent ; l'exploitation du fonds d'archives permet l'intégration de documents écrits de sa main ; et, surtout, alors que les références aux discours de François Mitterrand sont incessantes, ses Premiers ministres et ministres successifs sont quasiment absents.

Elle contribue surtout à construire une image très individualisée de l'histoire de la gauche en France, comme ce fut particulièrement visible lors de la manifestation commémorative du 10 mai 2001. Malgré les déclarations de principes de l'organisateur Stéphane Chomant, délégué général de l'Association des Amis de l'IFM, selon lequel ce ne devait pas être « la célébration de Mitterrand, [mais] celle de la victoire du peuple de gauche »[144], on vit encore beaucoup ce soir-là le portrait de François Mitterrand, notamment sur les façades des immeubles autour de la place de la Bastille.

C'est précisément cette logique de personnalisation que refusent les personnalités dont nous allons maintenant examiner la vision.

### *Le mitterrandisme : une aventure et une responsabilité collective*

La période mitterrandienne a été pour les socialistes une expérience collective qu'il leur revient d'autant plus d'assumer collectivement que leur histoire actuelle n'en est que le prolongement logique. Voilà en gros la thèse défendue par la majorité de ceux hors IFM, qui s'emploient à diffuser une mémoire pro-mitterrandiste.

La problématique mobilisée n'est pas nouvelle.

On se souvient qu'un des exemples de controverses où l'IFM prenait a posteriori la défense de Mitterrand avait trait à l'attitude de celui-ci au moment de la commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv'. Sommé de reconnaître la responsabilité de la France dans la persécution des juifs, il avait refusé, réactivant pour se justifier la vieille théorie analysée par Eric Conan et Henry Rousso, dans laquelle Vichy est présentée comme une parenthèse dans l'Histoire de France, venue rompre la continuité républicaine. Il lui fut reproché à l'époque de se débarrasser ainsi bien aisément d'une responsabilité encombrante[145].

De manière frappante, on constate que toutes proportions gardées, avec le droit d'inventaire, Jospin emploie à peu près la même stratégie et qu'elle est mise en cause selon le même type d'argumentation. De la même manière que Mitterrand semblait dire schématiquement « Vichy, ce n'est pas la France, ce n'est pas nous, ce ne sont pas nos valeurs, nous ne pouvons être tenus pour responsables », Jospin paraît affirmer « le mitterrandisme finissant, les affaires, les dérives monarchiques, ce n'est pas nous, ce n'est pas le socialisme, je refuse d'en être tenu comptable ».

Mais la position de Jospin est encore plus fragile, puisqu'il a lui-même été impliqué dans le mitterrandisme. Ces adversaires vont pouvoir d'autant plus mettre en avant l'idée de la continuité en l'interpellant sur le mode, «mais ces gouvernements, c'étaient les tiens, tu étais Premier secrétaire du Parti socialiste, tu étais ministre de l'Education Nationale.» D'où le point d'équilibre ambigu qu'il a tenté d'atteindre, et d'où le fait qu'il s'est toujours défendu de vouloir rejeter la responsabilité du bilan sur les seules épaules de François Mitterrand.

Il reste qu'il est difficile de nier qu'il a joué de cette distanciation pour ne pas avoir à endosser la responsabilité de ce qu'il voyait comme des errements et ne s'est jamais vraiment empressé de prendre la défense de Mitterrand sur ces sujets sensibles. C'est cet angle d'attaque que vont choisir les pro-mitterrandistes, en ne s'en prenant jamais frontalement à sa position mais en visant certains de ses alliés qui feraient une utilisation moins mesurée du droit d'inventaire.

*Les cahiers de L'Express*, bimestriel, n°9, mai 1991.

L'argumentation est, par exemple, exposée dans sa totalité par Marie-Thérèse Mutin dans son intervention au congrès de Brest : « Je sais que la mode actuelle est à la contrition. On demande pardon des fautes commises par d'autres : la république, la police, les médecins... Au Parti socialiste, cela s'appelle le "droit d'inventaire". Le droit d'inventaire, c'est le moyen de se dédouaner des échecs et des dérives. Mais le socialisme est une aventure collective : nous sommes tous responsables des victoires et des échecs. »[146]

Mais c'est aussi, sous-jacente, la thématique développée par Jack Lang le 8 janvier 1997, quand prenant la parole après Lionel Jospin, il explique que « nul n'est en droit de s'exonérer d'une responsabilité directe ou indirecte dans les éventuelles erreurs commises »[147].

*Le bulletin*, trimestriel de l'Association des amis de l'Institut François Mitterrand, n°10, 30 juin 1999.

**C**'est toutefois Jean Glavany qui, dans son livre, a le plus exploité cette problématique. Lui aussi voit le mitterrandisme comme une aventure collective, l'aventure d'une famille républicaine, ou plus encore d'une équipe. Et la terminologie a son importance. Mitterrand ainsi n'était pas un père, mais un chef : «Un père, ça ne se choisit pas. Un chef, oui.» «Un chef que nous avions choisi, oui. Et quand on l'a choisi -et qu'en outre il vous a conduit à la victoire par deux fois!- on l'assume. Avec ses qualités -immenses- et ses défauts -non moins réels»[148]. On voit que la problématique de la responsabilité collective commande jusqu'aux métaphores employées pour représenter le mitterrandisme, celle de l'équipe de rugby, solidaire dans la victoire comme dans la défaite, celle de la famille unie derrière le pater familias.

**L**'argumentation est un peu différente de celle des responsables de l'IFM. Bien sûr, le thème de l'ingratitude est très présent, justement à travers la métaphore familiale ; mais Jean Glavany ne cherche pas à défendre vaille que vaille le bilan mitterrandien. A l'instar de Laurent Fabius, il admet qu'il comporte des failles. Mais comme celui-ci, il pense également que chaque socialiste, et en premier lieu Lionel Jospin, est comptable de ce bilan. D'où l'insistance sur le

caractère collectif de l'entreprise et en particulier sur l'implication personnelle de Lionel Jospin, choisi par Mitterrand pour lui succéder à la tête du Parti socialiste, choix qui va se révéler irréversiblecar conférant à Jospin l'atout majeur de la légitimité militante.

A partir de là, les arguments s'enchaînent logiquement. Discussion sur le droit d'inventaire, très respectable s'il n'était que la manifestation du sens critique le plus élémentaire, mais moins glorieux si comme il le laisse sous-entendre, c'était plutôt « une manière spectaculaire de prendre ses distances par le biais de ce que l'on pourrait appeler un «tri a posteriori» qui ne serait pas très digne »[149]. Examen de la " théorie des deux amitiés " exposée par Lionel Jospin en janvier 1997 : la conception défendue par ce dernier, franche mais libre, lui paraît « commode politiquement », mais « bien pauvre humainement »[150].

**M**ais Jean Glavany ne va néanmoins jamais véritablement jusqu'à l'attaque frontale. En présentant l'histoire du mitterrandisme comme une histoire de famille marquée par des évènements heureux et des drames, une histoire où l'affectivité joue un rôle important, avec des blessures et des déchirements, il anticipe en effet sur le dénouement heureux de l'histoire qui serait pour lui la réconciliation. C'est pourquoi, à l'instar de Claude Estier, il revient longuement, pour la déplorer, sur la distance qui s'est creusée entre Mitterrand et Jospin au moment de la campagne de 1995. Comme Claude Estier également, il s'efforce de repérer les signes attestant du rapprochement entre les deux hommes, même posthume et attache notamment de l'importance à la photo accrochée dans le bureau de Lionel Jospin à L'Hôtel Matignon : « une photo de François Mitterrand avec lui , riant aux éclats, dans la tribune du Parc des Princes pour une finale de rugby »[151], et qui est reproduite sur la couverture du livre. Ainsi, la vision du mitterrandisme qu'il défend représente une mémoire conciliante, main tendue à Lionel Jospin en vue du rassemblement des socialistes, main qui sera saisie avec la reconnaissance de la filiation par Lionel Jospin au congrès de Grenoble.

**" C'est par l'accent mis sur la continuité entre le Parti socialiste de Jospin et celui de Mitterrand, que les pro-mitterrandistes se distinguent de la mémoire officielle. Par contraste le clivage avec les anti-mitterrandistes se structure beaucoup plus autour du bilan. "**

**A**u-delà de la volonté de réévaluation du bilan, c'est donc surtout par l'accent mis sur la continuité entre le Parti socialiste de Jospin et celui de Mitterrand, que les pro-mitterrandistes se distinguent de la mémoire officielle. Par contraste avec cette controverse sur la transition, le clivage avec les anti-mitterrandistes se structure beaucoup plus autour du bilan.

## Mémoires anti-mitterrandistes

**E**n s'imposant à la tête du Parti socialiste en 1995 après avoir marqué ses distances avec l'héritage mitterrandien, Lionel Jospin a contribué à redonner une place au sein du Parti à des courants qui avaient jusque-là été exclus des responsabilités pour cause d'éloignement trop grand avec l'ancien chef de l'Etat. C'est ainsi par exemple qu'Alain Richard, sénateur rocardien du Val-d'Oise a pu entrer au gouvernement en 1997. Mais cette inflexion de la position officielle du parti a aussi engendré à l'intérieur de celui-ci une certaine libération de la parole ; des groupes opposés à la vision mitterrandienne de l'histoire du parti socialiste, jusque-là contraints au silence, ont trouvé l'occasion de pouvoir enfin exprimer une interprétation divergente du passé.

Tout au moins, l'ont-ils cru, car si l'attitude de Lionel Jospin a incontestablement eu des effets libérateurs, la critique élaborée du mitterrandisme est rapidement redevenue, une fois la transition réalisée, un sujet tabou au sein du Parti socialiste. C'est pourquoi comme nous allons le voir, les mémoires anti-mitterrandistes, si elles ont eu plus d'opportunités de s'exprimer après 1995, demeurent encore largement des mémoires étouffées.

**" Après avoir marqué ses distances avec l'héritage mitterrandien, Lionel Jospin a contribué à redonner une place au sein du Parti à des courants qui avaient été exclus des responsabilités pour cause d'éloignement trop grand avec l'ancien chef de l'Etat. "**

### *Des mémoires étouffées*

**D**'où viennent à l'intérieur du Parti socialiste, les discours négatifs à l'égard du mitterrandisme ? Nous en avons déjà rencontré certains dans la bouche de jeunes responsables socialistes, souvent issus du courant Jospin. Ceux-ci mettent surtout en cause le deuxième septennat, les dérives affairistes et monarchiques du pouvoir, mais aussi l'itinéraire personnel de François Mitterrand. C'est par exemple le propos d'Arnaud Montebourg, qui dans son livre, *La Machine à Trahir*, se livre à une vigoureuse critique du délabrement des institutions de la Cinquième République qui s'est poursuivi pendant les années Mitterrand, en particulier les défaillances de la justice, évoque « les petits arrangements avec les principes qui ont précipité le camp de la réforme en enfer »[152], et met en scène le traumatisme qu'auraient ressenti les militants socialistes au moment des révélations sur les amitiés vichystes de Mitterrand. « L'aventure personnelle de nombre de militants, sympathisants, amoureux de l'idéal socialiste s'arrêta le jour de la publication de la photographie prise à Latche, de l'ancien chef de la police de Vichy René Bousquet, en compagnie conversationnelle de François et Danièle Mitterrand. »[153]

*Le Nouvel Observateur*, n°1382, 2 mai 1991.

Basé sur des thèmes très proches de ceux développés par Lionel Jospin lui-même en 1994, en particulier au congrès de Liévin, ce discours n'a toutefois pas connu une large diffusion. Disposant de peu de moyens de prise de parole à l'intérieur du parti, les jeunes socialistes se sont en outre rangés pour la plupart derrière la logique d'apaisement puis de rassemblement de la direction, qui a vu l'occultation succéder à la critique.

**"Les véritables courants anti-mitterrandistes qui subsistent à l'intérieur du Parti socialiste, remontent aux sources historiques de grands clivages internes à l'organisation, le Congrès d'Epinay de 1971, et celui de 1979 à Metz. "**

**D**ès lors, il faut chercher ailleurs les véritables courants anti-mitterrandistes qui subsistent à l'intérieur du Parti socialiste, en remontant aux sources historiques de grands clivages internes à l'organisation, le congrès d'Epinay de 1971, et celui de 1979 à Metz.

Le premier voit la victoire de Mitterrand et de ses amis de la Convention, alliés pour l'occasion à Pierre Mauroy et de Gaston Defferre, identifiés comme la droite de l'ex-SFIO, ainsi qu'au CERES de Jean-Pierre Chevènement, sur une coalition regroupant l'ancienne direction de la SFIO autour de Guy Mollet, mais aussi ses opposants traditionnels conduits par Alain Savary, qui avait pris la tête du Nouveau Parti Socialiste créé en 1969. Le second oppose Mitterrand de nouveau allié pour l'occasion avec le CERES, au tandem Mauroy-Rocard, coalition qu'on peut qualifier de social-démocrate, partisane d'un programme de réformes plus tempéré, et réservée par rapport au maintien de la ligne d'union de la gauche.

Si Pierre Mauroy, devenu Premier ministre de Mitterrand en 1981, a rejoint la tendance majoritaire du parti, réformistes de l'ex-SFIO et rocardiens représentent toujours aujourd'hui une opposition susceptible de mettre en avant une vision divergente de l'histoire du mitterrandisme.

Considérons tout d'abord le cas des rocardiens. L'antagonisme entre Michel Rocard et François Mitterrand, leur rivalité présidentielle et la guerre des deux gauches qu'elle incarna, leur cohabitation houleuse de 1988 à 1991, leur « haine tranquille », constituent des lieux communs médiatiques. Michel Rocard s'est opposé à François Mitterrand dès 1978, dénonçant l'archaïsme de ce dernier au soir d'élections législatives décevantes pour la gauche, il a été son concurrent pour l'investiture du Parti socialiste à la présidentielle, et n'a jamais caché ses sentiments à l'égard de l'an-

cien chef de l'Etat. Pourtant, longtemps en territoire hostile dans son propre parti, il a dû attendre 1995 pour exprimer ses divergences. Si le départ du Mitterrand au pouvoir est sans doute pour beaucoup dans cette soudaine libération de la parole, puisque Rocard choisit de rendre publique sa vision du passé dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* daté 3-9 mai 1995, l'attitude du candidat Jospin, dont Rocard juge qu'« il se bat sur un bon programme, à la fois fortement réformiste et réalisable »[154], n'y est sans doute pas étrangère.

**I**l semble toutefois, que si Michel Rocard a saisi qu'en 1995 son discours pouvait trouver des points d'appui au sein du Parti socialiste, il n'ait pas compris, ou en tout cas pas voulu comprendre l'évolution de la situation qui s'est produite par la suite, notamment avec le retour au pouvoir en 1997.

C'est ainsi qu'ayant déjà réglé ses comptes avec Mitterrand dans ce long entretien, il réitèrera par deux fois la même démarche en 1998, la première fois en février où, prenant prétexte des démêlés de Roland Dumas avec la justice, il affirme que Mitterrand « aimait à s'entourer de gens un peu à la limite »[155], la deuxième en novembre, dans une interview accordée à la *Revue du Droit Public* déjà maintes fois évoquée. Les deux fois, outre les réactions indignées et virulentes des mitterrandistes, ces déclarations n'auront pour écho que la désapprobation ou au mieux le silence de la direction du Parti socialiste, mais de manière plus notable encore, ses propres amis ou compagnons de route prendront soin de s'en désolidariser. Appelés à réagir en novembre 1998, Charles Josselin, ministre de la Coopération déclare laisser à Michel Rocard « la responsabilité de ses propos », Catherine Trautmann, ministre de la Culture et de la Communication souligne que « l'essentiel est d'observer ce qui a été fait par le président Mitterrand pendant ces années pour la France et pour les Français », et Alain Richard juge réductrice la vision de Michel Rocard qui dit-il « apporte un matériau brut pour le débat historique »[156]. Occupant une place importante au sein du gouvernement Jospin, membres de l'axe majoritaire du Parti socialiste derrière François Hollande, les rocardiens apparaissent en fait peu désireux de relancer un débat historique sur le mitterrandisme considéré comme clos par les dirigeants du parti. On a là une nouvelle illustration du compromis du non-dit qui s'est imposé au Parti socialiste après 1998.

Le problème pour Michel Rocard, c'est que cet état de fait conduit à l'occultation de sa propre action rejetée aux oubliettes avec l'ensemble d'un dérangeant second septennat. Comme l'explique à l'époque avec justesse Serge July, « en s'en prenant à Mitterrand, Rocard voudrait parler des paternités qu'on lui dénie », et de fait « lorsqu'il évoque le bilan de François Mitterrand, il parle d'abord, sinon essentiellement de lui-même »[157]. C'est, ainsi, par exemple, qu'une large part de l'entretien dans la *Revue du Droit Public* est consacrée à son propre rôle dans la mise en œuvre d'une politique de décentralisation en France. Au sein de la mémoire du mitterrandisme minutieusement reconstruite par Lionel Jospin, il n'y a pas de place pour une mémoire du rocardisme. La Nouvelle-Calédonie, le RMI, la CSG, ou en tout cas la pensée qui inspire ces mesures ne sont pas des références mobilisées par Lionel Jospin qui préfère évoquer les projets inaboutis du premier septennat. En se proposant d'ailleurs de reprendre ceux-ci pour les mener à bien par une méthode plus mesurée et dans la durée, il se pose d'ailleurs en rival de Rocard comme père du réformisme de gauche.

**M**anquant d'espace pour s'exprimer et d'appuis pour se diffuser à l'intérieur du parti, la mémoire rocardienne du mitterrandisme connaît ainsi le même sort que celle d'autres opposants historiques à François Mitterrand, appartenant eux aussi à la famille social-démocrate, à savoir les ex-réformistes de la SFIO, opposants à Guy Mollet dans les années 1960. Rapidement marginalisés à l'intérieur du parti, cessant d'être représentés dans les instances dirigeantes du Parti socialiste après avoir obtenu moins de 5 % des suffrages au congrès de Pau, ils n'ont plus eu les moyens d'exprimer leur vision divergente du passé, vision d'autant plus gênante pour la direction qu'elle mettait en question l'évènement

**“ Aujourd’hui, L’OURS serait un des lieux où se perpétuerait et à partir duquel se diffuserait la mémoire anti-mitterrandiste. ”**

fondateur de la mythologie mitterrandienne, le congrès d’Epinay.

Résultat pour eux d’un complot destiné à permettre à François Mitterrand de prendre le contrôle du Nouveau Parti Socialiste fondé à Issy-les-Moulineaux en 1969, la coalition qui l’emporte à Epinay ne s’était point formée autour d’une ligne politique commune. Alliance contre nature, regroupant l’aile droite et l’aile gauche de l’ex-SFIO, elle n’avait pour seul ciment que l’hostilité à Guy Mollet, et n’était dictée que par des enjeux de pouvoir. Aujourd’hui, l’OURS serait un des lieux où se perpétuerait et à partir duquel se diffuserait ce type de mémoire anti-mitterrandiste. De fait, au sein de la revue *Recherche Socialiste*, s’expriment des points de vue qu’on ne pourrait rencontrer dans les publications internes du parti.

C’est, par exemple, un article sur le congrès de Grenoble de 1973, pour lequel Denis Lefebvre revendique une «approche très personnelle de la question» et qui de fait ne colle guère avec l’image qui en est donné par la vision officielle. Il y prend en effet la défense d’un Guy Mollet présenté comme la « bête noire » de la presse intellectuelle, et stigmatise l’attitude de socialistes, oublieux de leur histoire, sectaires dans leur rejet du réformisme, et soucieux uniquement de succès électoraux: « C’était le temps où aucun socialiste ne pouvait être réformiste, ou social-démocrate. Ni l’être, ni le dire. Ceux qui l’étaient se taisaient, ou ils étaient voués aux gémonies. Ce temps ? Celui du Parti socialiste version 1973, dans son congrès de Grenoble, du 22 au 24 juin. L’an 2 du socialisme “né” à Epinay »[158].

C’est aussi la publication, au sujet justement de ce congrès d’Epinay, à côté des traditionnels souvenirs de Claude Estier, de ceux, bien moins positifs pour François Mitterrand de deux ex-SFIO, Guy Bordes et Edouard Boeglin. Le premier évoque notamment les « personnages qui ont ensuite occupé les positions les plus élevées dans l’Etat », desquels il a retenu que « parmi les qualités dont ils faisaient preuve alors, la rigueur intellectuelle et le souci de la morale politique n’étaient pas les plus évidentes »[159]. Le second parle d’Epinay comme d’ « un fric-frac politique mené de main de maître », avant d’en venir au Congrès de Pau et au souvenir qu’il garde « du discours de Claude Fuzier prononçant l’oraison funèbre d’une certaine conception du socialisme et du Parti »[160].

C’est ce même thème que l’on retrouve lors du colloque de juin 2001 sur le congrès d’Epinay, dans l’intervention de Robert Verdier, ancien président du groupe socialiste à l’Assemblée en 1956, ayant rompu avec la SFIO au moment du ralliement puis revenu au NPS d’Alain Savary. Avançant notamment que la nouvelle orientation stratégique d’alliance avec le PC datait du congrès d’Issy-les-Moulineaux et non d’Epinay il a surtout dénoncé la surenchère idéologique née de l’alliance avec le CERES, surenchère dont les conséquences se sont fait sentir jusqu’en 1981, à travers le mot d’ordre de « rupture avec le capitalisme » et l’« irréaliste » programme « Changer la Vie ».

**T**outefois, compte tenu de la faible diffusion dont bénéficient ces discours à l’intérieur du parti, nous ne leur ferions pas une telle place si la lecture alternative du mitterrandisme qu’ils proposent, mémoire étouffée en interne, ne trouvait à l’extérieur du parti des points d’appui susceptibles de leur offrir un plus grand écho auprès des adhérents socialistes.

On retrouve en effet les thèmes développés par les rocardiens comme par les réformistes de la SFIO, qui, regroupés, dessinent ce qu’on peut appeler une mémoire social-démocrate du mitterrandisme, aussi bien dans un important journal de gauche comme le *Nouvel Observateur*, que dans les témoignages d’intellectuels anciens mitterrandistes tels Régis Debray, ou encore dans des articles à vocation universitaire.

C’est cette transversalité d’une vision critique, basée sur des éléments disparates mais dont il est possible de restituer la cohérence, qui nous a conduit à lui faire une place dans l’analyse des mémoires autorisées du mitterrandisme.

***Une mémoire social-démocrate, critique du mitterrandisme***

Les différents discours que nous regroupons ici ne sont évidemment pas identiques. Ils n'insistent pas tous sur les mêmes points et la critique est plus ou moins sévère. Néanmoins, ils s'articulent tous autour d'une même interprétation globale qui peut gouverner dans certains cas, une relecture complète de la trajectoire de Mitterrand à la tête du Parti socialiste. Schématiquement, Mitterrand est présenté comme ayant à la fois perverti le socialisme français et empêché l'émergence d'un authentique courant social-démocrate.

Ces deux dimensions sont par exemple clairement perceptibles chez Michel Rocard, notamment dans l'entretien accordé aux *Inrockuptibles*.

Mitterrand a dévoyé la gauche : « il va quitter le pouvoir en [la] laissant dans un état tel qu'on risque d'en avoir pour une décennie à remonter »[161]. Alain Riou, conseiller socialiste de Paris et l'un des seuls à prendre la défense de Rocard, va même plus loin en opposant « la gauche de Mitterrand, de Charasse, de Dumas » à « celle qui préfère Michel Rocard comme elle aurait choisi Jaurès, Blum, Mendès France »[162].

Surtout, il a « tué » la deuxième gauche, celle qu'incarne Rocard depuis le congrès de Metz : « Tout le monde sait que l'émergence d'une autre manière de penser la gauche s'est formalisée le jour de ma contribution au congrès de Metz en 1979 (...). Et Mitterrand a tué tout cela avec une vision beaucoup plus institutionnelle, beaucoup plus utilitariste ou cynique du pouvoir(...). »[163].

On voit qu'ici la critique des dérives affairistes du second septennat n'est pas une simple réserve isolée mais un élément qui prend place naturellement dans une lecture plus globale du mitterrandisme, s'articulant autour du conflit fondateur de 1979. En fait, la vision rocardienne prend pratiquement sur chaque point le contre-pied de la mythologie mitterrandienne.

Au lieu du Mitterrand se dressant en 1958 contre De Gaulle et le ralliement, elle retient le ministre de la Quatrième République qui cautionna la Guerre d'Algérie. Au lieu de la victoire historique de 1981, elle retient la déroute des législatives de 1993. Et même à propos de 1981, cet événement-symbole du mitterrandisme, souvenir de joie et d'allégresse pour la plupart des dirigeants socialistes, Michel Rocard parle quant à lui d'une absence d' «illusions démesurées», voire d'un sentiment de crainte : « je savais bien que nous avions été élus sur un programme irresponsable et dangereux. Il ne fallait pas rêver : rien ne serait facile. A un moment ou à un autre, nous serions contraints de changer de direction. Cela a pris trois ans. Mais cette pensée ne m'a pas quitté de la journée. »[164]

Revue *L'Histoire*, n°253, avril 2001.

Ce sont les mêmes thèmes qu'on retrouve chez les réformistes de l'ex-SFIO. L'événement crucial n'est certes plus le congrès de Metz, mais la thèse est identique : Mitterrand aurait détourné le Parti socialiste de la voie raisonnable de la social-démocratie. C'est le sens des propos de Denis Lefebvre qui conte l'intolérance régnant au Parti socialiste en 1973 pour tout ce qui était réformiste, et dénonce le tournant électoraliste pris à l'époque par les socialistes : « Il est vrai que prêcher sans cesse les dangers du pouvoir, y mettre de multiples conditions restrictives, ne pouvait guère susciter l'exaltation des militants, alors que la stratégie du Parti socialiste est que le meilleur des siens, son Premier secrétaire, puisse accéder très vite à la présidence de la République ! »[165]

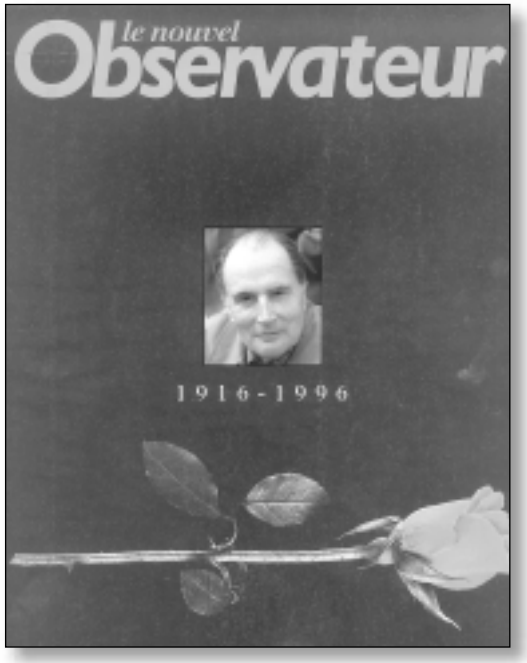
Pour résumer cette vision de manière caricaturale, Mitterrand

serait un homme politique ambitieux et dépourvu de convictions qui se serait emparé du Parti socialiste et au lieu de l'orienter vers la voie raisonnable et équilibrée de la social-démocratie, l'aurait perverti par deux fois : une première fois dans les années 1970 en l'entraînant sur la pente démagogique d'un discours extrémiste de « rupture avec le capitalisme », une deuxième fois après 1983, en en faisant un parti résigné, simple gestionnaire du libéralisme.

**O**n trouve bien sûr différentes versions de cette mémoire «deuxième gauche» du mitterrandisme.

En version édulcorée cela donne la thèse défendue par Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur,* qui reproche surtout à Mitterrand « son refus de théoriser et promouvoir une social-démocratie de manière que le mitterrandisme pût constituer pour ses successeurs un héritage »[166], son entêtement à ne pas admettre qu'il avait changé de conception économique en 1983.

*Le Nouvel Observateur*, n°1627, 11 janvier 1996.




La version dure, ce sont les propos de Michel Rocard, mais aussi par exemple Jacques Julliard qui, dans un de ses éditoriaux du *Nouvel Observateur*, mêle analyse politique et considérations sur l'itinéraire personnel de Mitterrand pour contester l'authenticité des convictions de celui-ci : « Il a commencé sa carrière loin des socialistes, et l'a terminée encore plus loin peut-être, ne craignant pas d'encourager la candidature de Jacques Chirac et de laisser planer le doute sur ses intentions »[167]. On retrouve, d'ailleurs, chez cet auteur les thèmes jumeaux déjà évoqués de la conversion non-avouée à la social-démocratie et de la perversion de l'idéal socialiste. Faisant précisément l'histoire des relations entre Mitterrand et la « deuxième gauche », il explique ainsi : « C'est lui et non Rocard qui prononce la réconciliation définitive du socialisme avec le marché, qui réhabilite la culture d'entreprise, et qui, excédant le modèle, acoquine son règne finissant à l'argent sous ses formes les moins avouables. »

**D**ans la forme extrême de cette vision anti-mitterrandiste, le refus d'assumer le changement de cap de 1983 n'est plus vu seulement comme une faute ayant empêché le socialisme français de faire sa mutation, mais comme une tactique utilisée pour habiller une trahison.

Gilles Martinet, autre dirigeant socialiste, ancien membre du PSU, est assez proche de cette interprétation. Dans un article de l'Express de 1995, consacré à Mitterrand « le socialiste », il rappelle les propos de celui-ci dans son ouvrage de 1969 *Ma part de vérité* : « Non, je n'ai pas rencontré le dieu du socialisme au détour du chemin. Je n'ai pas été réveillé par ce visiteur inconnu. Je ne me suis pas jeté à genoux et je n'ai pas pleuré de joie. Je ne suis pas allé dans l'une de ses églises ». Il en conclut qu'il n'eut l'idée « d'entrer dans une "église" socialiste » qu'au moment où il découvrit qu'il pouvait en être le roi », qu'il a ensuite appris à « parler socialiste » pour conserver le pouvoir au sein du parti et gagner les élections, puis une fois parvenu à la tête de l'Etat, a renoué « avec son ancien pragmatisme » pour « faire oublier les promesses du passé »[168].

Mais Michel Winock n'en est pas très loin, dans un article de la revue *L'Histoire* intitulé significativement « François Mitterrand était-il socialiste ? » Il y présente Mitterrand comme un « Républicain convaincu (qui saura goûter les ors et les pompes du pouvoir monarchique une fois à l'Elysée), [...], devenu sur le tard un socialiste néophyte moins par une conversion à la doctrine de Marx, fût-elle révisée par Léon Blum, que par un choix de stratège hors pair. »[169]

On le voit, la mémoire social-démocrate critique du mitterrandisme qui introduit un vrai débat historique trouve des appuis jusque dans le champ de la recherche universitaire.

**A**u total, il s'avère donc qu'il existe bien au sein du Parti socialiste une mémoire qu'on peut dire proprement anti-mitterrandiste puisqu'elle s'attaque à des points essentiels de la mythologie mitterrandienne, tels le congrès d'Epinay, les convictions socialistes de Mitterrand ou même la victoire de 1981 revisitée à partir du «tournant» de 1983. Portée à l'intérieur du parti par les représentants auto-désignés de la tradition social-démocrate, rocardiens ou réformistes de l'ex-SFIO, elle demeure cependant une mémoire étouffée car peu en phase avec la révision limitée réalisée par Jospin.

Elle trouve toutefois des relais à l'extérieur de la stricte sphère partisane, ce qui peut en faire une ressource alternative dans la reconstitution du passé pour certains militants familiers de la presse intellectuelle de gauche.

Elle constitue en effet une véritable représentation divergente de l'histoire du mitterrandisme et n'est pas structurée uniquement autour de la problématique de la continuité Mitterrand Jospin.

**A**u terme de ce long panorama, il apparaît bien, comme nous le supposions, que les adhérents socialistes disposent pour encadrer la reconstitution de leurs souvenirs de plus de ressources que leurs camarades du PCF. Ils sont en tout cas les récepteurs potentiels de plusieurs discours qui à l'intérieur même du parti proposent des visions différentes du mitterrandisme. D'une part, à côté de la mémoire officielle, il existe des mémoires autorisées mettant en forme le passé commun de manière alternative : une mémoire pro-mitterrandiste réévaluant le bilan et la postérité d'une pensée politique, et mettant l'accent sur la continuité, mais aussi une mémoire critique « social-démocrate » qui met en question le récit historique traditionnel. D'autre part, la mémoire officielle elle-même n'est pas immobile. Sa reconstruction depuis 1995 a été un enjeu de lutte à l'intérieur du parti, et en fonction de l'évolution de la conjoncture politique, plusieurs versions légèrement différentes se sont succédé, qui représentent autant de courant de significations susceptibles de modeler la mémoire vive des adhérents : schématiquement, à une critique circonstanciée des dérives du second septennat, a succédé une mémoire renouant assez largement avec le récit historique mitterrandiste d'origine, mais occultant une grande part des années de pouvoir et minimisant la postérité autre que stratégique du mitterrandisme.

**D**e quelle manière ces différentes mémoires institutionnelles façonnent-elles la reconstitution par les militants socialistes de leurs propres souvenirs ? Quels sont les facteurs qui commandent l'actualisation de tel ou tel courant de signification ? Et comment se combinent-ils avec les cadres collectifs de la mémoire, externes à la sphère partisane ?

C'est à ces questions que nous allons maintenant nous consacrer, à partir de l'analyse de souvenirs d'adhérents recueillis en situation d'entretien. ❀

72)- HALBWACHS, M. Les Cadres sociaux de la mémoire. p. 131.

73)- ESTIER, Claude. Op. cité. p. 79.

74)- Ibid. p.66.

75)- NORA, Pierre. *Les Lieux de Mémoire*. Introduction, p. 39.

76)- PUTHOD, Pascale. Op. cité. p. 118.

77)- GLAVANY, Jean. Op. cité. p. 143.

78)- GLAVANY, Jean. Op. cité. p. 152.

79)- *Vendredi*, 12 janvier 1996, p.8.

80)- *Le Monde*, 22 novembre 1994.

81)- Ibid.

82)- Allocution de François Mitterrand au siège du Parti socialiste, 17 mai 1995 (source : bibliothèque de l'OURS) p. 1.

83)- Ibid. p. 4.

84)- Ibid. p. 6.

85)- Ibid. p. 5.

86)- Ibid. p. 7.

87)- Ibid. p. 4.

88)- Ibid. p. 2.

89)- Ibid. p. 9.

90)- Allocution au siège du Parti socialiste, p. 11.

91)- GRUNBERG, Gérard. Art. cité. p. 27.

92)- *Le Monde*, 7 septembre 1994.

93)- Ibid.

94)- Ibid.

95)- *Le Monde*, 9 septembre 1994.

96)- Ibid.

97)- *Le Nouvel Observateur*, 21 septembre 1994.

98)- Ibid.

99)- *La Croix*, 17 septembre 1994.

100)- Ibid.

101)- *Le Monde*, 7 septembre 1994.

102)- *La Croix*, 17 septembre 1994.

103)- *Vendredi*, 2 septembre 1994.

104)- Ibid.

105)- *Le Monde*, 09 avril 1995.

106)- *Le Nouvel Observateur*, 15 février 1995.

107)- *Le Point*, 11 février 1995.

108)- JOSPIN, Lionel. *L'invention du possible*. Paris : Flammarion, 1991. 322p.

109)- *Libération*, 6 février 1995.

110)- *Le Figaro*, 23 février 1995

111)- *Le Figaro*, 10 mars 1995.

112)- *Vendredi*, 17 mars 1995.

113)- *La Croix*, 3 mars 1999.

114)- *Vendredi*, 2 septembre 1994.

115)- ESTIER, Claude. Op. cité. p. 12.

116)- *Vendredi*, 12 janvier 1996.

117)- *Le Figaro*, 11 janvier 1996.

118)- *Le Monde*, 13 mai 1996.

119)- *L'hebdo des socialistes*, 10 janvier 1997.

120)- *Le Monde*, 17 avril 1999.

121)- *Vendredi*, 28 novembre 1997.

122)- Ibid.

123)- *Le Monde*, 21 novembre 1998.

124)- *Le Monde*, 15 janvier 2001.

125)- *Le Monde*, 28 novembre 2000.

126)- *Le Monde*, 2 décembre 2000.

127)- *Le Figaro*, 11 mai 2001.

128)- *La Croix*, 3 mars 1999

129)- *Témoignage Chrétien*, 17 janvier 1997.

130)- BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, BIANCO, Jean-Louis (sous la direction de). *François Mitterrand : les années du changement, 1981-1984.*, Paris : Perrin, 2001.

131)- *Le Figaro*, 21 novembre 1998.

132)- *Le Monde*, 13 janvier 2001.

133)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°2, avril 1997. p. 1.

134)- *Marianne*, 30 novembre 1998.

135)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°2, avril 1997. p. 15.

136)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°4, novembre 1997. pp. 2-3.

137)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°5, février 1998. p. 1.

138)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°4, novembre 1997. p. 12.

139)- Ibid. p.15.

140)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°11, septembre 1999. p. 1.

141)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°10, juin 1999. p. 1.

142)- *Bulletin de l'AAIFM*, n°7-8, novembre 1998. p. 1.

143)- *Marianne*, 30 novembre 1998.

144)- *Le Monde*, 4 mai 2001.

145)- BOOTH, James, W. «Communities of memory : On Identity, Memory and Debt», *American Political Science Review*, 1999, 93, 2. pp. 249-263.

146)- *Vendredi*, 28 novembre 1997.

147)- *Le Monde*, 10 janvier 1997.

148)- GLAVANY, Jean. Op. cité. p. 47.

149)- Ibid. p. 54.

150)- Ibid. p. 95.

151)- Ibid. p. 301.

152)- MONTEBOURG, Arnaud. *La Machine à Trahir. Rapport sur le délabrement de nos institutions*. Paris : Denoël, 2000. p. 17.

153)- Ibid. p. 14.

154)- *Les Inrockuptibles*, 3 mai 1995.

155)- *Le Journal du dimanche*, 1 février 1998.

156)- *Le Monde*, 22 novembre 1998.

157)- *Libération*, 23 novembre 1998.

158)- LEFEBVRE, Denis. «Le congrès de Grenoble 1973. Epinay an 2». *Recherche socialiste*, 2000, 12. p. 49.

159)- Souvenirs et Repères. *Recherche socialiste*, 2000, 12. p. 93.

160)- Ibid. p. 98.

161)- *Les Inrockuptibles*, 3 mai 1995.

162)- *Libération*, 25 novembre 1998.

163)- *Les Inrockuptibles*, 3 mai 1995.

164)- *Libération*, 10 mai 2001.

165)- LEFEBVRE, Denis. Art. cité. p. 52.

166)- *Le Nouvel Observateur*, 18 janvier 1996.

167)- *Le Nouvel Observateur*, 09 janvier 1997.

168)- *L'Express*, 13 avril 1995

169)- WINOCK, Michel. «François Mitterrand était-il socialiste ?» *L'Histoire*, 2001, 253. p. 41.

Au congrès extraordinaire du PS à Dijon, 15 juin 1976 - © FJJ-MPG



## Troisième partie

# Les mémoires vives

La mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste ne se réduit pas à la mise en récit historique du passé opéré par les dirigeants du parti. Elle ne se limite pas non plus aux luttes internes en vue de la construction d'une représentation de la période. Telle que nous l'avons définie, la mémoire doit s'analyser comme un phénomène dynamique, comme interaction entre les souvenirs vécus des membres du parti et les mises en forme institutionnelles de l'histoire. Nous avons pu saisir et analyser ces dernières à partir d'un corpus de discours et de textes écrits préexistants. Le travail du chercheur se limitait dans ce cas à restituer la cohérence de visions exprimées de manière éclatée par différentes personnalités, à travers des énoncés de statut divers.

Dès lors qu'il s'agit maintenant de s'intéresser à ce que nous avons appelé la « mémoire vive », le problème est sensiblement différent. Les souvenirs n'existent pas a priori comme corpus exploitable.

En susciter l'expression au cours d'entretiens comme nous l'avons fait, pose évidemment de ce fait des problèmes méthodologiques, compte tenu des distorsions introduites par la présence du chercheur autant que par les impératifs de la verbalisation. Conscients de ces embûches, mais convaincus, à l'instar de Marie-Claire Lavabre que « dès lors qu'il y a narration, évocation du passé, individuel ou collectif, par des individus, il y a mémoire et mécanismes de la mémoire »[170], nous avons cherché autant que possible à saisir ce qui dans les reconstructions du passé que nous recueillions était le produit de la situation d'entretien de ce qui était le fait des appartenances collectives de l'individu, partisanes et extra partisanes[171].

**R**estaient les questions de méthode plus classiques : qui interroger ? comment ? et sur quoi ?

L'idée étant d'examiner les déterminants collectifs de la mémoire individuelle, nous avons tenté de constituer un échantillon d'adhérents socialistes le plus diversifié possible de manière à pouvoir introduire dans l'analyse, des facteurs de différenciation à la fois externes, comme l'âge, le sexe, la situation professionnelle ou le niveau d'étude, et internes comme la date d'adhésion, les responsabilités exercées dans le parti, ou l'exercice de fonctions électives. Nous souhaitions aussi introduire le facteur régional, et nous avons donc conduit notre enquête en deux lieux géographiques différents : la section socialiste Pierre Bérégovoy dans le quatorzième arrondissement de Paris et la fédération de la Haute-Vienne. Section regroupant cent cinquante adhérents dont une quarantaine de militants actifs, la section Pierre Bérégovoy est dominée par les fabiusiens conduits par le nouveau maire d'arrondissement Pierre Castagnou et la sénatrice de Paris Danièle Pourtaud, mais la Gauche socialiste y occupe également un poids important avec des leaders influents comme Pascal Cherki, nouvel adjoint aux sports de Bertrand Delanoë. Le militantisme y a été dynamisé par la récente campagne des municipales conclue victorieusement.

La fédération de la Haute-Vienne, forte de cent douze sections et de près de deux mille quatre cents adhérents, constitue une place forte traditionnelle du socialisme. Dans ce vieux bastion de gauche, marqué dans les années 1950-60 par l'opposition entre communistes et socialistes, le Parti socialiste dispose de tous les postes de pouvoir importants, les quatre députés et les deux sénateurs mais aussi la mairie de Limoges et les présidences des conseils général et régional. La fédération constitue un bon exemple de l'instrumentalisation régionale dont peuvent faire l'objet les courants. Les affrontements du Congrès de Rennes en 1990 ont en effet coïncidé au niveau local avec la lutte pour la succession de l'ancien maire Louis Longequeue. Le résultat est une opposition qui demeure vivace entre les jospinistes dominateurs derrière le maire de Limoges Alain Rodet, le secrétaire fédéral Jean-Pierre Demerliat et le président du conseil général Jean-Claude Peyronnet, et les fabiusiens conduits par le président du conseil régional Robert Savy.

Pierre Mauroy inaugure l'avenue François-Mitterrand

Article paru dans *La Dépêche de Louviers*, le 31 octobre 1996.

Outre la différence de tradition régionale et de milieu social d'implantation, nos deux terrains s'opposent donc également par la culture militante, d'opposition dans le quatorzième arrondissement, de gouvernement en Haute-Vienne. En interrogeant plus d'élus dans le deuxième milieu, nous avons pu retraduire sommairement cette ligne de partage.

Au total, nous avons interrogé dix-huit personnes, neuf dans chaque cas, et nous arrivons à un échantillon, qui, s'il ne peut de toute façon prétendre à la représentativité, nous paraît en tout cas relativement diversifié.

Les femmes y sont sur-représentées puisqu'elles composent la moitié de l'échantillon contre la quart de l'effectif total des adhérents.

Au niveau de l'âge, il y a quatre personnes de moins de quarante ans, neuf de quarante à soixante ans, et cinq de plus de soixante ans, ce qui, si l'on considère ces tranches d'âge élargies est relativement conforme à la composition de l'effectif global[172], avec toutefois une légère sur-représentation des jeunes au détriment des personnes plus âgées.

En ce qui concerne la profession des personnes interviewées, l'échantillon est également assez diversifié, les ouvriers qui ne représentent plus que 5 % de la masse des adhérents en étant absents.

Du point de vue ensuite des critères de différenciation interne, trois personnes étaient présentes dès 1971, quatre autres ont adhéré au cours des années 70, trois pendant la décennie 80, et sept depuis le début des années 1990, alors qu'une n'a été qu'adhérente aux MJS. La proportion importante des adhérents récents apparaît conforme aux résultats de l'enquête d'Henri Rey, Françoise Subileau et Colette Ysmal, pour laquelle « près d'un quart des adhérents [ayant] répondu avaient rejoint le Parti socialiste depuis 1995 »[173].

De même avec six élus et quatre personnes exerçant ou ayant exercé des responsabilités dans le parti, nous avons une vision assez équilibrée des différentes situations des adhérents socialistes. Nous employons à dessein ce terme générique d'adhérent, car il nous est apparu impossible de distinguer a priori, à partir de critères externes, simples adhérents et militants actifs. Le type de militantisme et la manière dont il est vécu, mais aussi la signification conférée à l'adhésion sont des critères subjectifs qui doivent être intégrés à l'analyse des phénomènes de mémoire et sur lesquels nous aurons donc à revenir.

Au total, l'objectif de constituer un échantillon rendant compte de la diversité sociologique interne et externe des adhérents du Parti socialiste nous semble à peu près atteint.



**R**este enfin l'appartenance de courants, encore bien présents sous la forme modernisée des « sensibilités », malgré les dénégations de certains militants. Or, si l'on a vu que les clivages sur le mitterrandisme étaient transcourants, ils recoupent tout de même certaines oppositions internes héritées d'affrontements historiques, et il apparaissait donc important là aussi de s'efforcer de construire un échantillon le plus représentatif possible de la pluralité des sensibilités qui s'expriment au sein du parti.

DNA

Jeudi 11 Janvier 1996

LA MORT DE MITTERRAND

La ferveur de la Bastille

Article paru dans les *Dernières nouvelles d'Alsace*, le 11 janvier 1996.

Le problème rencontré dans ce domaine a été que, n'ayant pu avoir accès à des fichiers d'adhérents qui nous auraient permis de sélectionner nos interlocuteurs de manière aléatoire, nous avons été obligés de solliciter des volontaires pour nous conter leurs souvenirs du mitterrandisme.

**U**ne telle méthode ne va pas sans risques. Comme le soulignait Jean Peneff les personnes qui acceptent de s'exprimer ont souvent des intérêts personnels à le faire qui ne les constituent pas pour autant en interlocuteurs légitimes. Dans le cas des récits de vie, ce sont souvent des « personnes désireuses de s'épancher» avec lesquelles on obtient «un roman familial extravagant et probablement fictif »[174]. Dans le cas qui nous intéresse, ce furent non seulement des pro-mitterrandistes, mais aussi souvent des personnes ayant eu une expérience originale de la période, qui les désignent

à leurs propres yeux et à ceux de leurs camarades, comme plus compétentes pour prendre la parole sur ce sujet. Ainsi de cette militante, membre de l'association France-Libertés, et de ce fait relativement proche de Danièle Mitterrand, ou de cette autre qui fut responsable sur Paris de l'association La Mémoire Courte, créée en 1984 pour défendre l'action du Président de la République.

Pour tenter de contourner cet écueil, nous nous sommes efforcés d'une part de solliciter des militants plutôt réticents à la base, ne se reconnaissant aucune légitimité à s'exprimer sur la période, d'autre part, toutes proportions gardées, de faire comme les statisticiens et les sondeurs, en employant à défaut de tirage aléatoire, la méthode des quotas. Ainsi nous avons fait part de notre problème méthodologique à nos interlocuteurs en leur demandant de nous recommander à des adhérents beaucoup moins enthousiastes sur le mitterrandisme.

Nous pensons être parvenu ainsi à rééquilibrer notre échantillon, mais un biais demeure sans doute, qu'il faudra considérer au cours de l'analyse, au niveau de la relation au mitterrandisme, sans doute plus chargée d'affects chez les adhérents que nous avons interrogés que chez leurs congénères.

**P**assons maintenant aux deux autres questions méthodologiques qui nous préoccupent : comment et sur quoi interroger les militants ?

Considérant le risque de voir rapidement le propos dévier vers des considérations strictement individuelles ou au contraire vers des clichés médiatiques sur François Mitterrand, nous avons préféré encadrer par quelques questions directives l'expression de la mémoire. D'où un statut relativement hybride de l'entretien, partagé entre l'impératif, souligné par Marie-Claire Lavabre, de solliciter le moins possible, « l'évocation d'une séquence historique particulière ou le commentaire de tel ou tel évènement valorisé par le "devoir de mémoire" »[175] et le souci de lutter contre les facilités de la mémoire et d'obtenir une image relativement fine de la connaissance et de la perception de l'histoire du mitterrandisme par les adhérents.



**A**près une première partie classique composée de questions destinées à recueillir les données sociographiques générales, nous demandions aux interviewés le souvenir de l'époque mitterrandienne qui leur venait spontanément à l'esprit, de manière à évaluer ce qui émergeait en l'absence de contraintes. Puis, nous les sollicitions sur des périodes spécifiques définies de manière assez lâche, avant 1981, le premier septennat, le deuxième septennat, les cohabitations. Nous avons en outre intégré une question sur la mort de Mitterrand, révélateur de la relation à l'homme, et une autre faisant appel à un souvenir personnel de Mitterrand.

Nous avons toutefois conduit nos entretiens de manière assez souple, en laissant les souvenirs s'exprimer s'ils intervenaient durant la première partie de l'entretien consacrée à la collecte des renseignements biographiques, pour les comparer avec les souvenirs proprement partisans, mais en cherchant à solliciter chaque interviewé sur les périodes qu'il avait tendance à occulter, et même à leur apporter la contradiction selon la position qu'ils adoptaient.

## Les cadres de la mémoire militante

Comment les adhérents du parti reconstruisent-ils leurs souvenirs ? Quels points d'appui mobilisent-ils ? Dans quelle mesure leur appartenance partisane gouverne-t-elle ce processus ? et joue-t-elle le même rôle pour chacun des militants ? Comment se fait sentir l'influence des mémoires institutionnelles identifiées précédemment ? et les cadres mémoriels internes qu'elles représentent ont-ils plus de poids que les cadres externes à l'univers partisan ? Mais aussi quels sont les facteurs qui commandent cette actualisation différenciée des cadres de la mémoire et selon quels mécanismes celle-ci s'opère-t-elle ? Telles sont les principales questions auxquelles nous allons, ici, tenter de répondre.

Pour cela, avant d'en venir à la relation entre mémoire vive et

mémoires institutionnelles, nous allons tout d'abord considérer l'influence des cadres collectifs extra partisans.

## Cadres externes

Le parti n'est pas le seul groupe social auquel appartiennent les individus interrogés. Ils sont aussi membres d'une famille, d'un collectif de travail, de syndicats ou d'associations ou encore de groupes d'amis plus informels. Ces différentes appartenances sociales sont porteuses pour les individus d'autant de principes de perception et d'organisation du passé susceptibles de constituer une alternative aux visions proposées à l'intérieur de l'organisation.

De l'analyse des entretiens, il ressort que trois de ces groupes d'appartenance jouent un rôle dans la reconstitution de leurs souvenirs par les individus, en premier lieu la famille mais aussi la génération et dans certains cas particuliers la profession.

### *Mémoires familiales*

Première communauté à laquelle appartiennent les individus, c'est aussi le milieu social dans lequel baigne la majeure partie d'entre eux pendant leur éducation. Son influence sur l'inculcation de schèmes de perception du monde, démontrée par les études sur la socialisation et notamment la socialisation politique[176], se trouve ici confirmée dans le cas de souvenirs politiques.

Adjuvant dans la reconstruction du passé pour les militants les plus jeunes, la famille est aussi une instance qui semble intervenir dans la production et la reconstitution des souvenirs. Dans certains cas particuliers, elle constitue même un principe global de perception du passé.

La mémoire familiale constitue d'abord pour certains jeunes militants une instance de transmission des souvenirs, un adjuvant qui leur permet de reconstituer un passé qu'ils n'ont pas vécu. Elle fournit par exemple à ce jeune militant de vingt-deux ans, la matière qui vient donner vie au cadre abstrait vu à la télévision, cette image de Mitterrand au Panthéon en 1981, la rose à la main : « parce que même s'ils étaient pas engagés, quasiment tous ont fait la fête en mai 1981 et aujourd'hui encore on en parle parce que ce qui est assez drôle, c'est que depuis que je me suis engagé dans la politique et que finalement j'ai un travail aussi dans la politique, beaucoup dans ma famille commencent à m'en parler et à me dire les souvenirs qu'ils en ont et à oser en parler, alors qu'avant c'était un sujet qu'ils abordaient assez peu voire pas du tout ».

**“ Si tous les souvenirs du 10 mai ne sont pas liés à la maternité, très souvent en tout cas, dans leur narration, le «je» laisse place au «nous», au «on». ”**

Ici on perçoit déjà la dimension d'interaction entre deux courants de mémoire, la mémoire politique ayant finalement une fonction d'activation d'une mémoire familiale en sommeil qui en retour vient l'alimenter. C'est comme si le jeune homme engagé en politique fournissait à son entourage familial un nouveau cadre de perception du passé qui suscite la verbalisation.

Mais de manière plus générale et pour des adhérents plus âgés, il apparaît que la famille joue un rôle déterminant dans la singularisation des souvenirs, au moment de leur production et consécutivement de leur reconstruction. C'est notamment le cas dans une large mesure pour les évènements électoraux, et en particulier le 10 mai. Nous aurons l'occasion d'y revenir, celui-ci émerge dans pratiquement tous les entretiens comme le souvenir majeur. Mais ce qui en fait autre chose qu'un cliché convenu, qui semble lui conférer une acuité particulière et donne une narration à la fois précise dans la description et encore empreinte d'émotion, c'est bien souvent qu'il fut vécu et est revécu au sein du groupe familial. Dans certains cas, l'imbrication entre histoire politique nationale et vie affective et familiale est poussée jusqu'à l'extrême : « ah, c'était une fête sans nom, d'ailleurs j'ai fabriqué ma fille alors, elle a exactement dix-neuf ans, je peux vous dire que ça correspond exactement »

Si tous les souvenirs du 10 mai ne sont pas toutefois liés à la maternité, très souvent en tout cas, dans leur narration, le « je » laisse place au « nous », au « on ». « La Bastille, c'était vraiment extraordinaire, c'était l'espoir, on a pleuré, on a ri, on a dansé, on

a chanté, on était en transe hein, c'était extraordinaire ». Imperceptiblement, un glissement se produit du « on » du groupe familial au « on » du groupe élargi, de la foule, du « peuple de gauche ».

**M**ais l'événement n'est pas simplement vécu à l'intérieur du groupe familial physiquement présent. Pour de nombreux militants, il est perçu aussi à travers la pensée des parents absents, qu'ils soient encore en vie ou pas. Une fois encore, nous retrouvons une idée d'Halbwachs, selon laquelle les impressions les plus marquantes, qui donnent le plus le sentiment d'être une propriété individuelle, sont ceux qui sont produits et reproduits par le croisement entre deux courants de pensée. Dans le cas du 10 mai, c'est la mémoire de la famille qui croise la mémoire spécifiquement politique.

« **M**ai 81, très spontanément, donc 81, le bonheur, donc de voir afficher sur l'écran une autre tête, moi j'avais connu que De Gaulle, quand on est opposé à De Gaulle, mes parents disaient par exemple en 58, De Gaulle c'est une imposture, il profite de la situation, il s'impose, mes parents, ma mère j'en suis sûre, mon père un peu moins, ils ont voté contre De Gaulle en 58 ».

« Moi je pense que ce qu'ils nous a fait Mitterrand, à ma famille par exemple, moi je pense à ma famille qui était quand même des gens modestes, genre fonctionnaires banlieue parisienne, vous voyez le genre».

«Mon père vivait encore, heureusement qu'il a connu ça d'ailleurs parce qu'il est mort en 82, ç'a été important pour lui aussi ».

« Je pleurais bien sûr, je pleurais et je pensais à mon père qui n'avait pas vu ça ».

**C**es différentes citations, toutes extraites d'entretiens différents, nous paraissent bien témoigner de l'extraordinaire imbrication des souvenirs qui fait du 10 mai un évènement si vivement ressenti, et permet a posteriori la convocation d'un passé encore vivant : déjà perçu à travers la mémoire familiale ; le souvenir se trouve pris dans un entrelacs de cadres collectifs où se mêlent affects et significations politiques, acquiert une valeur particulière qui fait que l'individu peut plus facilement le reconstituer en se replaçant à l'intersection de ces différents cadres.

Certes cette mobilisation de la mémoire familiale n'est pas le fait de toutes les personnes interrogées et nous aurons justement à élucider ce qui la gouverne. Mais dans certains cas, elle peut au contraire prendre une importance encore plus grande.

Citons deux cas à l'appui de ce constat.

Mitterrand, vingt ans après

Mitterrandistes ou mitterrandolâtres, le combat pour la mémoire

Article paru dans *Le Journal du Dimanche*, le 29 avril 2001.

Premier exemple, celui de cette militante, pour laquelle la victoire de Mitterrand en 81, va avoir une fonction de libération de la mémoire familiale : « je revois des choses très très belles, maman me disant faut acheter une rose et l'amener sur la tombe de ton grand-père, ça c'était, moi j'avais, je découvrais des choses, comme ça, une sensibilité dont elle ne m'avait pas parlé et je trouvais ça super . Et sa mère va lui raconter suite à cet événement, des histoires, des anecdotes jusque-là enfouies dans la mémoire, sur ce grand-père, militant SFIO - dont elle a d'ailleurs elle-même conservé la carte de membre -, qui avait interpellé Jaurès, qui avait refusé que sa fille fasse sa communion, mais pour la consoler lui avait acheté une robe et l'avait amené à l'Opéra, qui l'amenait dans les rues de Paris aussi au moment du Front Populaire. Il y a là comme un redoublement de l'entremêlement entre mémoire politique et mémoire familiale : le souvenir

du 10 mai engendre l'évocation de l'expression enfin libre de souvenirs familiaux qui sont eux-mêmes des souvenirs politiques. Par le biais du cadre familial, la mémoire vive rejoint la mémoire officielle en replaçant Mitterrand dans la lignée de Jaurès et de Blum.

**L**e deuxième exemple, c'est celui de ce militant d'origine chilienne dont les parents sont des réfugiés politiques, qui ont dû quitter leur pays à la suite du coup d'Etat contre le gouvernement de Salvador Allende. L'imprégnation entre famille et politique est ici une donnée concrète qui n'intervient pas qu'au niveau de la mémoire. Forcément les événements politiques français sont perçus à travers cette mémoire familiale qui est aussi une mémoire d'exilés politiques : « le souvenir, c'est le 10 mai, j'étais encore jeune, parce que pour les raisons simples de mon passé au Chili si tu veux l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, c'était quelque chose d'extrêmement fort du point de vue symbolique et politique, on s'attendait à revoir ressurgir ce qu'on avait, ce que mes parents avaient vécu en 73 ». On notera le glissement entre l'expérience collective (« ce qu'on avait »), et la prise de distance («c e que mes parents avaient ») : l'expérience de la victoire de 81 est revécue à travers les yeux des parents qui eux-mêmes l'avaient vécue à travers leurs souvenirs de 1973.

Ainsi, dans certaines situations, la mobilisation du cadre familial dépasse la simple évocation d'un événement ponctuel pour laisser place à une imbrication plus étroite entre souvenirs intimes et passé politique.

**M**ais l'influence du milieu familial d'origine peut se faire sentir plus subrepticement: matériellement absente dans la reconstitution narrative des souvenirs, la famille est en fait toujours présente, influençant la manière dont est organisé le passé.

C'est ce que révèle le cas de ce militant venu au Parti socialiste en 93, issu d'une famille catholique de droite et passé par l'Institut Supérieur de Théologie Catholique d'Issy avant de se réorienter. Tout se passe comme si la socialisation familiale, cessant peu à peu d'influencer son comportement politique, avait continué à influencer sa perception du monde politique. Souhaitant la victoire de Mitterrand dès 1974, il n'avait pas voté pour lui car il s'était présenté dès le premier tour, comme le candidat unique des socialistes et des communistes, et « dans la tradition chrétienne de la famille, on ne peut pas voter pour le candidat du communisme ». Ensuite, avec la rupture formelle de l'Union de la Gauche, il va pouvoir voter pour Mitterrand et adhèrera finalement au Parti socialiste en 1993, mais il va attacher une importance particulière à cette relation avec les communistes, voyant dans le renversement du rapport de forces à l'intérieur de la gauche le principal apport de Mitterrand et surtout va reconstituer toute l'histoire du mitterrandisme de manière tout à fait singulière en accordant une place centrale à la droite et à son action. Il explique ainsi son choix de 81 par le constat que Giscard était usé et qu'il n'y avait que Mitterrand pour réussir l'alternance, raconte qu'il avait écrit une lettre à ses amis, la plupart de droite, pour justifier son choix ; il évoque les paroles de Chirac, traduisant «un refus de la démocratie par la droite» et conte ses souvenirs de l'alternance de 86-88 qui « était particulièrement corsée »; et quand il adhère au Parti socialiste en 93 c'est encore en se positionnant par rapport à la droite : « Là c'était le programme de la droite, et puis y avait notamment dans le programme quelque chose qui me choquait beaucoup, cette réforme du code de la nationalité et qui a été mise en œuvre ».

On voit bien que la rupture avec le milieu familial est à l'origine en quelque sorte de mémoires contrariées, au sein desquelles les événements politiques acquièrent une signification singulière pour les individus. De ce fait, les souvenirs de la relation familiale semblent jouer pour eux un rôle plus important dans la reconstruction du passé.

Groupe réel, la famille constitue un cadre collectif dont on se représente assez facilement l'influence. Il en va autrement pour la génération, principe d'appartenance sociale beaucoup plus informel, toutefois susceptible également d'encadrer la mémoire des membres du parti.

### *Mémoires de génération*

**L**e concept de génération a été introduit comme outil conceptuel en sociologie par Karl Mannheim[177]. L'idée était que les grands événements socio-politiques, façonnaient des groupes générationnels, regroupant des individus ayant vécu un ensemble d'expériences communes durant leurs années de formation. Les sociologues américains Schuman et Scott[178] ont cherché à tester les intuitions de Mannheim dans le domaine de la mémoire politique en demandant à différentes cohortes de classer des événements historiques en fonction de leur importance. Les résultats confirment l'existence d'une forte influence de la génération : l'adolescence et les premières années de l'âge adulte constituent en effet des moments décisifs dans l'inculcation de principes de perception du monde et la manière dont sont mémorisés les événements ultérieurs s'explique très souvent au travers de la trace laissée par ces expériences premières.

L'étude du matériau recueilli en entretiens tend à accréditer cette thèse. D'une part, les différences de génération sont très perceptibles, au niveau des événements qui émergent majoritairement dans le récit. D'autre part, il existe effectivement dans certains cas une influence de ces expériences fondatrices sur la façon dont sont emmagasinés puis reconstitués les évènements politiques ultérieurs.

**D**e fait, il apparaît que chaque tranche d'âge est marquée par des événements fondateurs particuliers qui ont tendance à émerger plus facilement dans le récit mais aussi à ressurgir de manière plus vivante.

**S**ans grande surprise, les événements fondateurs qui émergent sont successivement et en fonction des tranches d'âge, l'Occupation, la Guerre d'Algérie, puis Mai 68, particulièrement pour les femmes, et enfin le 10 mai 81 pour les plus jeunes. Dans le cadre de notre problématique, on peut interpréter ce phénomène comme le produit de la rencontre entre des expériences vécues individuellement et des événements d'importance nationale : les individus trouvent dans les mises en récit publique de ces périodes par les journalistes ou les historiens, les points d'appui nécessaires à la reconstruction des impressions réellement ressenties.

Dessin de Plantu pour *Le Monde.*

**M**ais ce qui nous paraît plus intéressant, c'est que ces événements sont parfois à l'origine de la constitution de groupes d'appartenance qui vont fournir des cadres mémoriels aux individus qui les composent.

Parfois ces groupes sont des groupes réels au sein desquels prennent forme des phénomènes de mémoire collective au sens d'Halbwachs. C'est le cas par exemple d'une militante qui vit les péripéties de la gauche, défaite de 74 puis victoire de 81 au sein de son groupe d'anciens soixante-huitards et comme un prolongement des combats passés.

Dans d'autres cas, les individus sont simplement intégrés dans un courant de mémoire sociale au sens de Gérard Namer, qui façonne leur perception ultérieure des événements. C'est par exemple, ce militant de soixante-cinq ans qui reconstruit rétrospectivement les suites de la victoire de 81 avec « les retournements de veste » et « les victorieux de la vingt-cinquième heure » à travers les catégories de pensée issues de la mémoire de l'Occupation : « C'est comme les résistants qui venaient sur les voies avec les mitraillettes quand Limoges a été libérée le lendemain, moi j'en ai connu comme ça des gens qui ont pris l'uniforme ». C'est aussi ce jeune militant de vingt-deux ans pour qui le suicide de Pierre Bérégovoy semble avoir été l'évènement fondateur, là encore décrit avec force détails : « à la réflexion d'ailleurs je me demande si ça a pas joué sur moi, une certaine approche que je peux avoir de la poli-

tique, une certaine vision de son fonctionnement, en tout cas, j'ai trouvé insupportable ce qu'il a subi comme lynchage médiatique et puis ceux qui l'ont lâché au fur et à mesure enfin j'ai trouvé ça dégoûtant ». Et effectivement, ce thème du lâchage reviendra ensuite dans l'entretien à l'évocation du « droit d'inventaire » jospinien, les souvenirs de l'expérience vécue semblant réellement rejoindre ici la mémoire institutionnelle pro-mitterrandiste.

**À** l'inverse, la mémoire générationnelle peut venir s'opposer à la mémoire partisane, engendrant un conflit de valeurs et de significations. Nous avons eu la chance d'interviewer la fille de la militante pour laquelle la victoire de 81 a eu une fonction de libération de la mémoire familiale, qui nous a donné un exemple différent de l'imbrication entre famille et politique. L'anecdote prend encore place dans un cadre familial, une messe d'anniversaire pour la mort d'un oncle : « et le soir, ils se sont mis à parler politique et au bout d'un moment ma grand-mère a dit, oui mais c'était quand même un menteur, et ma mère lui a dit mais pourquoi tu dis ça ? et tout de suite bon avec Bousquet et tout...j'ai vu une réaction de personne âgée et là c'était clair, c'était retour à la guerre à ce qu'elle avait vécu elle, et bon la Collaboration... » On voit ici la complexité des phénomènes à l'œuvre ; l'événement fondateur vécu par la grand-mère vient alimenter la mémoire sur le passé de Mitterrand et le courant de significations issu de l'Occupation est transmis via le cadre familial à la petite-fille qui en conséquence reconsidère la manière dont elle percevait le mitterrandisme.

**C**oncernant l'influence des mémoires générationnelles, un cas particulier mérite d'être mentionné, celui de Mai 68. On sait l'attitude de Mitterrand à cette occasion, son meeting avec Mendès France, son discours sur la « vacance » du pouvoir, et le décalage qui fut ressenti entre lui et le mouvement étudiant. Nous n'avons pas évoqué cet événement dans la deuxième partie, car il n'est pas mobilisé par les mémoires anti-mitterrandistes qui s'expriment à l'intérieur du parti, mais c'est par contre un élément qui est présent au sein de mémoires, qu'on pourrait dire d'extrême gauche, du mitterrandisme, qui rappellent une attitude jugée déjà politicienne et récupératrice.

**“ La mémoire générationnelle peut venir s'opposer à la mémoire partisane, engendrant un conflit de valeurs et de significations. ”**

Constatant que de nombreux adhérents évoquaient leurs souvenirs d'une période qui semble avoir été fondatrice de leur conscience politique, nous nous sommes posés la question de l'influence de ce courant de mémoire potentiellement hostile sur leur perception de Mitterrand. Or, il apparaît qu'au contraire, les souvenirs de 68 et ceux de la victoire de la gauche se fondent dans un même courant positif, le décalage existant à l'époque disparaissant du tableau. Les militantes qui évoquent soixante-huit, sollicitées sur le sujet, n'ont aucun souvenir de l'attitude de Mitterrand à cette époque, soit qu'elles n'étaient pas assez politisées à l'époque soit que cet événement ait été évacué de leur mémoire. Au contraire, bien que le rapprochement ne soit pas fait explicitement, la victoire de la gauche en 1981 semble se situer à leurs yeux dans la continuité des mouvements post-68. L'une évoquant l'époque héroïque du Parti socialiste dans les années 70, la replace dans le prolongement d'un itinéraire personnel : « C'était une époque, ça enchaînait sur 68, 70-74 c'était au moment où j'étais à la Sorbonne où j'avais vécu cette effervescence intellectuelle, et puis ça a continué ». L'autre parlant de l'euphorie qui régnait à cette époque dans son groupe d'amis, et des luttes concrètes de sa génération, pour le Chili, pour la Palestine, voit la victoire de 1981 comme un aboutissement : « et Mitterrand, il nous a apporté, il nous a donné le cadeau, on a eu de la chance ».

**T**out se passe en fait comme si la vision soixante-huitarde négative de Mitterrand ne pouvait avoir de prise sur des personnes qui ont intégré les différents événements dans la continuité d'un itinéraire personnel et dont les souvenirs rencontrent au contraire la représentation officielle des années 70 comme longue marche vers

le pouvoir nourrie de luttes au jour le jour. C'est sans doute un des grands mérites de Mitterrand d'avoir su effacer la trace du décalage ressenti en 68 pour exploiter au contraire à son profit le potentiel de mobilisation politique généré par le mouvement de mai.

**S**usceptible de susciter des identifications collectives, la génération au sens où l'entend Mannheim, constitue donc pour certaines personnes un cadre potentiel d'organisation des souvenirs. Mais comme l'illustrent les différents exemples mis en avant, le résultat de l'interaction avec la mémoire partisane ne peut être prévu a priori, fusion dans certains cas, conflit dans d'autres.

La famille et la génération sont les deux instances mémorielles externes qui nous sont apparues les plus actives dans la reconstitution de leurs souvenirs par les adhérents. D'autres principes d'appartenance peuvent toutefois intervenir, groupe amical ou milieu social au sens large comme l'ont déjà révélé certains exemples. Nous avons choisi de mentionner l'influence d'un de ces groupes subsidiaires, la profession.

### *Mémoires professionnelles*

**H**albwachs accorde dans son œuvre une place importante au cadre de la profession, mais il l'analyse plutôt comme à l'origine d'une mémoire-tradition, mémoire de techniques ou de principes d'évaluation. Ce qui se manifeste dans notre étude, c'est plutôt l'influence de la vie professionnelle et du collectif de travail comme cadres alternatifs de reconstitution du passé, permettant aux individus de s'extraire du strict cadre partisan.

**" Un des grands mérites de Mitterrand c'est d'avoir su effacer la trace du décalage ressenti en 68 pour exploiter au contraire à son profit le potentiel de mobilisation politique généré par le mouvement de mai. "**

**A**insi, la mémoire professionnelle est parfois à l'origine d'un intérêt sélectif, qui fait que plusieurs adhérents se souviennent plus facilement de mesures ou d'actions qu'ils peuvent replacer dans le cadre de leur activité présente ou passée. C'est par exemple, l'accent mis sur la dimension internationale de l'œuvre mitterrandienne par ce militant dont le père était fonctionnaire international et qui a lui-même travaillé à l'OCDE puis dans le domaine des relations avec l'Afrique. Ou bien c'est cette militante qui était responsable du personnel et qui a eu à faire appliquer dans son entreprise, les lois Auroux et le bilan social, non sans mal d'ailleurs.

Dessin de Plantu pour *Le Monde*.

**T**outefois, comme dans le cas de la famille, la mémoire professionnelle semble être particulièrement mobilisée quand elle est à l'origine d'un contraste producteur d'impressions plus saisissantes car plus individualisées. C'est le cas pour cette militante, en rupture de par son engagement politique non seulement avec son milieu familial mais aussi avec son groupe professionnel. D'où là encore un souvenir original particulièrement vif : « Je travaillais rue Royale chez Lalique, hyper chic et tout et dans cette boîte-là qui était une entreprise de cinq cents personnes, j'étais au siège et au siège on était une cinquantaine beaucoup de cadres plus des chefs de personnel, et je n'avais pas caché qu'on était de gauche, on était deux à se dire de gauche et le 18 mai quand je suis arrivée à mon bureau la directrice du magasin en bas est venue me voir mais comme folle, le visage tordu de haine de colère, non mais c'est vrai et elle m'a dit "vous êtes contente Mireille! Les chars vont rentrer Rue Royale et nous allons être tous dépossédés de tout ce que nous avons" ».

C'est ici la contradiction entre deux courants de mémoire qui identifie ce souvenir et lui confère une valeur originale, d'autant plus que cette date est représentée comme moment fondateur d'un rejet de la part du milieu professionnel et d'un blocage de la carrière. En s'intégrant dans la mémoire d'une trajectoire individuelle, les souvenirs politiques prennent plus de consistance.

A travers ces mémoires contrariées, cette contradiction vécue

entre milieu professionnel et engagement politique, la mémoire vive de ces militants rejoint la mémoire officielle qui met l'accent sur les réticences de la droite, sa difficulté à accepter l'alternance voir sur l'« hostilité des classes dirigeantes ».

**A**u total, il apparaît bien que les adhérents socialistes disposent de cadres externes qui sont autant de principes de reconstitution du passé alternatifs aux mises en récit officielles de l'histoire. La famille, la génération, la profession notamment constituent des groupes d'appartenance au sein desquels se replacent certains adhérents même quand il s'agit de leurs souvenirs proprement politiques. La mobilisation de telles ressources externes peut avoir plusieurs effets. Singularisant certains événements au croisement de plusieurs courants de mémoire, elle semble leur donner un relief particulier, produisant des souvenirs plus vivants. Permettant aux individus d'adopter un point de vue externe sur la mémoire du groupe partisan, elle peut aussi les libérer de l'influence du discours officiel sur le passé. Mais dans certains autres cas, il peut y avoir convergence entre cadres externes et vision partisane : les souvenirs d'événements vécus reconstruits en fonction d'un itinéraire personnel viennent alors alimenter le mise en forme officielle du passé qui en retour leur donne sens.

**U**ne question toutefois reste en suspens : elle tient aux facteurs qui gouvernent l'actualisation de ces cadres externes. Certains adhérents en effet ont plus tendance que d'autres à s'appuyer sur ces éléments extérieurs au strict champ partisan. Quelle explication trouver à ce phénomène ? Voilà un des problèmes que nous allons aborder à présent, en envisageant les cadres internes de la mémoire du mitterrandisme.

## Cadres internes

**Q**uels sont les éléments qui déterminent les influences respectives des cadres externes et des cadres internes ? mais aussi par quels mécanismes ces cadres internes façonnent-ils les souvenirs du mitterrandisme tels qu'ils sont reconstruits par les adhérents interrogés, favorisant une convergence avec les mémoires institutionnelles identifiées précédemment ? et encore les conflits dans la représentation du passé repérés au niveau des discours autorisés, structurent-ils les mémoires individuelles et si oui par quels biais ?

Telles sont les interrogations qui vont nous guider dans ce développement.

### *Mémoires internes et mémoires externes*

**I**l est difficile de tirer des conclusions à partir d'un si petit échantillon, mais il apparaît tout de même que les individus qui font le plus appel à des points d'appui externes, sont plutôt des adhérents récents, peu impliqués dans le parti, et en tout cas dépourvus de responsabilités militantes ou électives, et plus souvent également des femmes.

A l'autre pôle, on trouve des adhérents plus anciens, plus impliqués dans le parti, et qui sont plutôt des hommes, qui vont à l'inverse plutôt témoigner d'une mémoire intra-partisane.

Avant d'en venir à la discussion des facteurs qui semblent structurer cette opposition, considérons le cas de ces derniers.

**Q**u'appelle-t-on au juste mémoire intra-partisane ?

C'est d'abord une mémoire qui témoigne d'une connaissance fine de l'histoire interne du parti. Ici, la date d'adhésion est incontestablement un facteur distinctif majeur : les personnes qui sont entrées au Parti socialiste dès 1971 et plus généralement ceux qui ont adhéré dans les années 1970 se singularisent. Et il est intéressant de noter que c'est bien la date d'adhésion qui importe et non l'âge, ce qui va dans le sens des observations déjà faites par Marie-Claire Lavabre : il n'y a pas inculcation d'une histoire officielle aux militants ; mais c'est parce qu'ils ont vécu les événements de l'histoire du parti de l'intérieur et en les percevant à travers le cadre du groupe partisan que la mémoire individuelle reconstituée par ces militants entre en résonance avec la vision officielle du passé, engendrant quelque chose comme une mémoire collective.

Ainsi même chez des militants relativement âgés, ayant adhéré dans les années 70 et plutôt pro-mitterrandistes, aucun souvenir ne ressort à propos de l'élection de 1965, pourtant moment fondateur de la mémoire mitterrandiste officielle. Pas encore engagés politiquement, ils ne disposent d'aucun cadre de substitution leur permettant de reconstruire un souvenir qui viendrait alimenter la vision officielle.

Toutefois ici, la mémoire familiale, pour peu qu'elle ait été imprégnée par la politique, peut jouer le rôle de passeur. On se souvient de l'exemple de cette militante, heureuse de voir s'afficher sur l'écran de télé, une autre tête que celle de ce De Gaulle auquel déjà ses parents s'opposaient. Une autre témoigne d'une sensibilité assez proche, même si elle avait à l'origine une image positive du gaullisme : « la seule chose qui m'avait fascinée au départ, c'est que Mitterrand s'était opposé à De Gaulle très tôt, et à cette époque, j'étais enfant j'avais sept ans et j'étais gaulliste, et donc quand même quelqu'un qui osait s'opposer tout jeune à De Gaulle, mais je me disais c'est quand même quelqu'un qui est à gauche et qui a de l'audace, ce sens du défi, je me disais il a une sacrée personnalité tout de même. » Dans ces deux cas, même s'il n'y a pas connaissance du moment fondateur de la mise en ballottage en 1965, les souvenirs d'enfance, souvenirs de la domination gaulliste, viennent nourrir la mythologie officielle de Mitterrand opposant majuscule à De Gaulle.

Il reste que de manière générale, c'est l'adhésion passée au parti qui fonde la possibilité de reconstitution des souvenirs à l'intérieur du cadre officiel. Encore faut-il toutefois se méfier du critère objectif que représente la possession d'une carte d'adhérent. Beaucoup plus que ce marqueur externe, ce qui semble compter en effet c'est l'adhésion subjective au parti, l'acte fondateur d'un sentiment d'appartenance et d'identification qui fait que l'adhérent, faisant corps avec le parti, va raconter ses souvenirs à la troisième personne du pluriel s'exprimant au nom du groupe des socialistes.



Ainsi des militants, n'ayant adhéré que tardivement, auront une connaissance fine des événements politiques ayant marqué l'histoire du parti, parce que leur identification à celui-ci était déjà forte à l'époque et qu'ils avaient donc vécu ces événements du point de vue du parti. Ils peuvent ensuite reconstituer facilement ces souvenirs en les replaçant naturellement dans le cadre de la vision institutionnelle du passé. C'est le cas de ce militant qui n'a adhéré qu'en 1979, mais qui explique qu'il était sympathisant depuis le Congrès d'Epinay, à la suite duquel il était devenu mitterrandiste, et qui raconte l'élection de 1974 comme s'il faisait déjà partie du Parti socialiste à l'époque : « on a vécu quelque chose de fort, que la victoire était possible, c'est d'ailleurs ce que dit François Mitterrand le lendemain le 09 mai 1974, en arrivant au siège du Parti socialiste qui était rue Malesherbes à l'époque, il a dit, tout le monde croyait voir François Mitterrand battu, fini etc., au contraire ils ont vu un François Mitterrand qui était plein d'énergie, euh la victoire est au bout du chemin et c'est ce qui s'est passé car le 10 mai 1981 il a gagné ». La dimension d'identification par anticipation engendre une convergence entre la mémoire individuelle et le discours officiel, dans une même représentation téléologique de l'histoire, la victoire de 1981 venant donner sens a posteriori à un itinéraire personnel.

A l'inverse, certains adhérents témoignent d'une faible identification au parti : l'une par exemple, entrée en 1996, confessant d'ailleurs être allée au Parti socialiste en partie parce qu'après une séparation, elle avait « besoin d'un truc à l'extérieur », semble continuer à voir le parti de l'extérieur, et conçoit d'ailleurs son engagement à la Gauche socialiste comme la possibilité de garder un point de vue critique sur le parti ; elle avoue fièrement avoir voté pour les Verts au premier tour des municipales 2001, signe d'une identification partisane peu prononcée. Elle fait partie de ceux qui ont tendance à reconstituer leurs souvenirs au sein du cadre familial ou générationnel.

Plus que l'adhésion formelle, c'est donc bien l'implication dans le collectif qui est déterminante.

**M**émoire précise des événements de l'histoire du parti, la mémoire interne est donc aussi une mémoire du point de vue du parti, qui se replace au sein du collectif partisan pour reconstruire le passé. Vécus de l'intérieur du point de vue du parti, les épisodes marquants sont restitués en s'appuyant sur des cadres collectifs internes. On retrouve sensiblement les mêmes phénomènes que ceux décrits précédemment sauf que les groupes au sein desquels se replacent les adhérents sont des groupes intra-partisans. La communauté amicale au sein de laquelle se sont fixées les impressions, c'est la collectivité militante, section locale ou groupe plus restreint.

C'est notamment le cas pour les adhérents déjà au parti dans les années 70, qui évoquent cette période comme une aventure collective : « on avait l'impression de participer à quelque chose d'important, on savait pas où on allait mais on y allait gaiement et on y allait, on était des jeunes militants un peu fous, un peu fougueux » ; « j'ai vécu ces années effectivement merveilleuses pour notre mémoire, de cette montée vers la victoire, moi j'en garde des souvenirs éblouis parce qu'on y croyait vraiment et on militait dans l'euphorie ».

Supplément spécial du journal *Le Monde* du 9 janvier 1996.

Le Monde

François Mitterrand
le roman d'une vie

L'expérience vécue des groupes militants comme communautés affectives, produit ici une convergence entre les mémoires individuelles et la mémoire officielle, dans la reconstruction d'une période héroïque. L'idéalisation rétrospective par les militants de ce temps de la lutte et de l'innocence vient s'accorder avec la mobilisation dont elle est l'objet de la part de dirigeants soucieux d'y trouver une légitimation de leur stratégie politique.



On peut retrouver cette dimension pour des générations plus jeunes à propos de la campagne présidentielle de 1988, dernier grand souvenir de communion militante : « un très très bon moment, c'était à Toulouse, il avait organisé un grand meeting à Toulouse et là c'était avec les copains chevènementistes, on le soutenait à fond hein, il y avait pas de dissidence [...] on était contre les barrières, complètement pressés pendant deux heures, et puis y a Mitterrand qui est arrivé, suivi de sa femme Danièle Mitterrand, dans une tenue rouge, et puis c'était grandiose... »

La nature du groupe militant comme communauté amicale, qui fait que la mémoire politique se fond dans une mémoire collective réelle au sens d'Halbwachs, donne une force supérieure aux souvenirs d'événements politiques qui se mêlent à des souvenirs de relations personnalisées.

**M**ais on retrouve également, à l'intérieur du parti, le phénomène de mémoires générationnelles, à ceci près que les moments fondateurs vont être ici des événements internes à l'histoire du parti, ou en tout cas à celle du socialisme. Pour ce militant ancien de la SFIO, la date fondatrice, c'est 1969, l'élection présidentielle, et le score catastrophique des socialistes à la présidentielle. L'identification de cet épisode à une défaite du parti est d'ailleurs telle qu'il oublie que c'est Defferre qui était candidat, et croit que c'est Mollet, l'emblématique Premier secrétaire qui récolta ces piteux 5 %, véritable arrêt de mort pour le parti : « tout le monde était à plat quand ils ont annoncé les résultats, le parti était fichu quoi, c'était le vide, alors complètement, alors on s'est dit ben le parti socialiste c'est foutu, et il a fallu qu'un homme arrive qui n'était pas socialiste... »

On retrouve dans cette dernière mention, le reliquat d'une mémoire SFIO, et il est vrai qu'il existe un attachement à une certaine identité socialiste, la fierté d'avoir reçu une éducation socialiste, d'avoir appris « la libération de l'homme par l'homme, toutes les bonnes choses quoi », alors que maintenant «un type arrive il dit je rentre là, alors qu'il est absolument pas socialiste». Mais ces

souvenirs, qui pourraient fonder une mémoire critique du mitterrandisme, sont balayés par celui du cataclysme de 1969, à l'origine d'une représentation de Mitterrand comme homme providentiel, sauveur du socialisme : « enfin 5 % et puis on essayait de remonter la pente et on y arrivait pas, d'un seul coup j'entends un nom, Mitterrand ». L'évènement fondateur traumatisant de la défaite, semble à la source d'une appartenance générationnelle qui engendre une représentation positive du mitterrandisme en accord avec la vision officielle : « il a su mener sa barque, faire des petits groupes d'abord, rassembler les petits groupes ensuite et finalement faire le Parti socialiste [...] il a reformé le Parti socialiste et on est reparti sur de bonnes bases et ça a bien marché ».

Pour d'autres, l'épisode majeur sera plus classiquement le congrès d'Epinay ou Mai 81, ce qui favorise le développement de mémoires pro-mitterrandistes.

**M**émoire du point de vue du parti c'est-à-dire revécue au sein du groupe militant, la mémoire interne est aussi mémoire partisane, mémoire de lutte, mémoire justificatrice.

Et là encore ce qui compte, c'est l'identification subjective au parti, par exemple chez cet adhérent, au parti seulement depuis 1997, mais qui évoque le premier septennat comme s'il avait eu lui-même les responsabilités de la politique socialiste : « il y a eu les deux premières années du gouvernement Mauroy qui étaient des années résolument à gauche là où on arrivait au pouvoir, après les années de purgatoire dans l'opposition et donc effectivement on s'est plus positionné à gauche, ce qui était logique d'ailleurs, pour satisfaire notre électorat à cette époque-là donc on a fait du tout à gauche, on n'a pas fait de gestion ». Encore simple sympathisant à l'époque, il avait déjà adopté une vision interne, envisageant les choix du point de vue du parti, et non pas de celui de l'électeur. L'habitude de s'identifier ainsi à une organisation, de défendre de toute façon les décisions du parti, la logique de solidarité interne à laquelle se contraignent les militants représentent de toute évidence des facteurs qui vont dans le sens d'un accord rétrospectif entre la vision officielle et les souvenirs individuels.

**M**ais la mémoire interne est aussi une mémoire de combat, où l'affrontement gauche-droite occupe une place importante, et qui attache plus d'attention aux épisodes proprement politiciens. Les périodes de cohabitation où la logique de conflit était plus présente et où la dimension de jeu politique était la plus vive ont tendance à être plus évoquées par les personnes qui manifestent une adhésion plus forte au parti. Les années 86-88, par exemple, sont longuement évoquées par ce même militant qui dénonce l'action de Pasqua à l'Intérieur et vante l'habileté de Mitterrand : « Le Président à cette époque-là, a su faire preuve d'intelligence politique, même s'il a quelquefois poussé le Premier ministre dans ces retranchements mais ça c'est le jeu politique, c'est comme ça et puis pour être politique, il faut avoir le cuir bien tanné ». Un tel intérêt pour la politique en tant qu'art, développé chez certains militants qui célèbrent là leur propre compétence spécifique, peut fonder une convergence avec certaines mémoires pro-mitterrandistes qui font l'éloge de l'attitude de Mitterrand face à l'adversité, Jean Glavany y voyant même un « grand moment de jouissance politique »[179].

**“ L'évènement fondateur traumatisant de la défaite de 1969, semble à la source d'une appartenance générationnelle qui engendre une représentation positive du mitterrandisme en accord avec la vision officielle. ”**

Il y a, toutefois, des gradations dans ce que l'on appelle ici « mémoire interne ». Alors que certains militants reconstituent leurs souvenirs à l'intérieur du cadre de l'affrontement droite-gauche, en se positionnant du point de vue du parti comme groupe homogène, adhérant en quelque sorte à la représentation anthropomorphiste, d'autres adoptent comme principe de vision du passé le cadre des conflits intra-partisans : il y a là comme une mémoire interne au second degré, non pas une mémoire du point de vue du parti, mais de l'intérieur du parti.

**E**n fait le niveau de responsabilités au sein du parti semble être un élément décisif dans la détermination du type de mémoire rencontrée.

Tel militant, simple secrétaire de section, nous paraît l'exemple parfait de la mémoire interne du premier type, avec une identification complète à la cause du parti. Lui aussi envisage le changement de cap de 1983 du point de vue du parti, lui aussi fait une place importante à la première cohabitation, et il manifeste en outre une adhésion continue à la personne du dirigeant emblématique, François Mitterrand d'abord, Lionel Jospin ensuite.

Alors que les responsables de niveau supérieur font preuve d'une mémoire plus distanciée et reconstituent plutôt le passé à travers l'histoire des conflits internes. C'est ainsi, par exemple, toute l'histoire du congrès d'Epinay qui nous a été racontée par deux des militants les plus impliqués dans le parti, l'un secrétaire fédéral, l'autre adjoint au maire de Limoges pendant près de trente ans, avec les forces en présence, les alliances tactiques et les manœuvres de couloir. Se manifeste sans doute ici un désir d'impressionner l'auditeur qui n'a effectivement pas grand chose à voir avec les phénomènes de mémoire, mais on peut penser qu'il y a là aussi l'effet d'un cadre spécifique de représentation du passé.

Ces responsables intermédiaires participent en effet d'un courant de mémoire original : souvent détachés de toute autre activité, leur mémoire est en quelque sorte une mémoire professionnelle de permanent, qui commande elle aussi une mémorisation sélective, focalisée sur les jeux intra-partisans. D'où un intérêt privilégié pour l'histoire interne et les considérations tactiques, manifeste par exemple chez ce militant pour qui 1974 évoque « le second agrandissement du parti, avec l'entrée de Rocard, de quelques types du PSU et des types du milieu chrétien dont Delors » et 1981 les manœuvres du PCF : « une grande joie ; on s'attendait pas tellement à ça ; et ça a été une joie pour les membres du PC aussi hein vous savez, pour les responsables moins, vous savez bien qu'il y a eu des trucs bizarres à Paris, y en a certains qui ont essayé de faire voter contre Mitterrand, en particulier dans l'entourage de Marchais ».

C'est, aussi, une mémoire qui se veut plus distanciée, plus clairvoyante, une mémoire à la fois savante et froide des péripéties internes du parti. Ainsi ce secrétaire fédéral, pourtant plutôt promitterrandiste qui nous détaille la formation de la coalition Mitterrand à Epinay : « Epinay, c'était un peu le mariage de la carpe et du lapin, Mauroy et Deferre, c'était quand même des modérés au sein de l'ancienne SFIO, enfin du NPS d'Issy-les-Moulineaux, et le CERES se voulait l'aile gauche du Parti socialiste ». De la même manière qu'il nous fait le récit des luttes d'influence internes au niveau régional, en parlant de lui à la troisième personne, se présentant comme un acteur de l'histoire parmi d'autres. C'est d'ailleurs le seul endroit où la dimension régionale intervient, singularisant ces mémoires érudites.

**M**émoires-savoirs sans doute valorisées comme signes extérieurs de compétence politique au sein du groupe des responsables intermédiaires, ce sont plus des mémoires historiques que des mémoires vives. Le propos se veut moins personnalisé et les souvenirs sont moins animés, même ceux de 81. Le rapport au passé est beaucoup moins affectif, pas encore instrumental, mais déjà plus didactique ; les souvenirs évoqués sont l'occasion d'exprimer une vision du fonctionnement de la vie politique, d'énoncer des grandes lois de l'action : « vous savez comme moi que le pouvoir on le prend par la gauche et ensuite on gouverne au centre et ça c'est vrai partout», ou à propos du changement de politique en 1983, « il y a pas eu de très grand débat ; chaque fois d'ailleurs qu'il y a des réorientations stratégiques, il est pas possible qu'il y ait débat, parce que ça doit se faire vite et si on demande est-ce que vous êtes d'accord pour vous serrer la ceinture ? personne est d'accord ».

**C**ette manière singulière de reconstituer le passé à l'intérieur d'un courant de mémoire technique, détaché, où les évènements sont considérés froidement, analysés au regard de leurs implications tactiques, cette mémoire, en quelque sorte, de professionnel de la politique, transparaît particulièrement nettement quand on analyse les différents points de vue exprimés sur le droit d'inventaire.

Les responsables dont nous venons de parler s'ils ne s'interdisent pas de porter un jugement, l'envisagent comme une expression tacticienne, dont ils ne sont pas dupes, mais qui forcent leur admiration : « Moi je suis un cynique en politique, ce que n'est peut-être pas Jospin, j'en sais rien, mais c'est une magnifique formule de marketing » ; « vous savez l'expression «moi je me réserve un droit d'inventaire», c'était une expression extrêmement forte, qui a marché ». C'est aussi sensiblement le point de vue de militants trop jeunes pour faire preuve d'une mémoire érudite, mais également fortement impliqués dans le parti : « c'était une nécessité politique pour Jospin à un moment donné pour arriver à reconstruire, à pouvoir repartir sur des bases solides ».

**L**es militants qui développent une mémoire interne de premier type, tiennent à peu près la même analyse, mais eux s'identifient plus à la démarche du Premier secrétaire : «Il a considéré qu'il fallait faire, et je suis d'accord avec lui, une coupure entre ce que lui représentait et le passé » ; « je crois qu'à l'époque de Lionel Jospin arrivant au gouvernement, on a voulu tourner une page, on a voulu faire voir que le Parti socialiste était capable de se renouveler parce que c'était important d'avoir des idées nouvelles et constructives, fallait du sang neuf pour les mettre en place ». Ce sont eux dont la mémoire est la plus conforme, la plus proche de la vision du mitterrandisme reconstruite par Jospin.

A l'inverse, les autres adhérents vont exprimer un point de vue beaucoup plus personnel sur la question, beaucoup plus passionnel également.

**U**ne telle partition est bien sûr très sommaire et schématique, et il faudrait bénéficier d'un échantillon plus fourni pour pouvoir mettre à l'épreuve les quelques hypothèses formulées ici. D'autres clivages se superposent et une même personne peut s'appuyer successivement sur des cadres externes et des cadres internes. Toutefois, il nous semble qu'il est possible de distinguer deux modèles, deux idéaux-types si l'on veut, du fonctionnement de la mémoire partisane au sein du parti socialiste : d'un côté un pôle qu'on peut appeler sympathisant, où la reconstitution des souvenirs s'appuie plutôt sur des points d'appui collectifs externes, famille ou groupe professionnel ; de l'autre un pôle « militant », où l'identification à l'organisation est plus forte, et où le passé est reconstruit à l'intérieur d'une histoire plus ou moins érudite du parti.

Le premier pôle est plutôt le fait des femmes, des adhérents récents et des personnes dépourvues de responsabilités au sein du parti, les trois facteurs étant sans doute corrélés.

Le Monde

La très nette victoire de M. François Mitterrand va au-delà du rassemblement de toute la gauche et aggrave les divisions de la majorité sortante

Le besoin de changement

Les raisons de l'échec

C'est arrivé demain

Un dernier-né

"Toute politique n'est pas sale. Toute action n'est pas vaine."

MENDÈS FRANCE

Une du journal *Le Monde* du 12 mai 1981.

Le second pôle est sans doute plus à même de produire un accord entre les souvenirs individuels d'événements vécus et le discours officiel, mais la convergence entre mémoires externes et mémoire institutionnelle est aussi possible, engendrant des éléments de mémoire collective plus vivants.

**À** cette première ligne de partage, liée au degré d'implication dans la sphère partisane, d'autres plus complexes vont toutefois venir s'ajouter, celles qui s'articulent autour du conflit entre mémoires institutionnelles.

### *Des mémoires divergentes*

**J**usqu'à présent, nous n'avons envisagé, en étudiant la manière dont les adhérents reconstruisent leur passé, que les possibles

convergences entre les souvenirs individuels et la mémoire officielle au sens large. Toutefois, nous avons vu que celle-ci ne faisait pas l'unanimité au sein du parti et que des mémoires autorisées divergentes s'y exprimaient.

Dans quelle mesure retrouve-t-on la trace de ces conflits de mémoire au niveau des souvenirs des adhérents ? et par quelles voies émergent-ils ? Telle est la problématique que nous allons mettre en œuvre.

Les courants constituent le premier champ d'investigation qui se présente à l'esprit. En effet, si la représentation du mitterrandisme est un enjeu qui a transcendé les clivages traditionnels ayant cours au sein du parti, certains courants ont tout de même une position relativement bien identifiée sur la question, exprimée en tout cas de manière uniforme par leurs différents leaders.

Stigmatisés par certains, loués par d'autres, les courants continuent en tout cas d'être une réalité au sein du parti socialiste, ce qui invite à s'interroger sur l'influence de l'appartenance de courant, sur la manière dont sont reconstitués les souvenirs du mitterrandisme.

**E**n fait, comme dans le cas de l'adhésion partisane, l'élément déterminant semble être la signification subjective de la participation à un courant, qui diffère fortement d'un individu à l'autre.

Souvenons-nous ainsi du cas déjà évoqué de cette militante de la Gauche Socialiste qui conçoit son courant essentiellement comme un lieu de convivialité, apprécié pour son côté « provoc » qui rappelle l'ambiance des groupes trotskistes des années 70 ; en l'absence d'adhésion idéologique, le courant étant vu comme une voie d'expression de son propre sens critique, l'appartenance ne semble avoir aucune influence sur des souvenirs qui sont reconstitués au sein de cadres externes.

La situation est tout autre pour ce militant d'origine chilienne dont nous avons déjà parlé, lui aussi adhérent à la Gauche Socialiste. Ancien professeur de gestion, il travaille actuellement au cabinet de Jean-Luc Mélenchon au ministère de l'Enseignement professionnel. Lui aussi valorise fortement le courant mais sur un mode à la fois plus rationalisé et plus idéologique : il en fait la promotion comme lieu de débat, où la formation tient une place importante, où les jeunes sont beaucoup plus nombreux que dans le reste du parti, mais aussi comme groupe au sein duquel le militantisme de terrain est mis en valeur, comme le prouve sa propre présence au sein du cabinet. Adhésion à une conception de la pratique politique mais aussi adhésion à des idées, chez un militant fortement impliqué au sein du courant, puisqu'il anime le secteur international, et notamment le Club de la République Sociale Européenne, dont le but est de rassembler et de faire discuter les ailes gauches des partis sociaux-démocrates européens. C'est sans doute cette adhésion idéologique qui est à l'origine du développement d'une mémoire de courant.

**I**l apparaît en effet que son entrée à la Gauche socialiste l'a amené à reconsidérer la manière dont il percevait le passé mitterrandien du parti socialiste. En fait, c'est lui-même qui nous a exposé explicitement son évolution quant à la période, son haut niveau de formation lui permettant de se livrer à une sorte d'auto-objectivation ; on a donc plutôt affaire à une révision réfléchie d'un jugement porté sur la période, mais son exemple nous paraît bien mettre en évidence les possibles conséquences de l'adhésion à un parti ou à un courant, le changement de cadre de perception du passé entraînant une revisite complète de la mémoire.

A l'origine en effet, il se situait au sein d'un courant de mémoire d'extrême gauche, qui était celui de sa famille et de son entourage au sens large. Après une enfance passée au milieu de révolutionnaires latino-américains en exil, il fréquente en effet le milieu associatif alternatif, notamment dans la région toulousaine. D'où une vision plutôt négative de Mitterrand, perçu comme responsable de « la décomposition du Parti socialiste en tant que tel, mais également des mouvements sociaux, des syndicats et en fait de la décomposition du rapport de forces social », ou encore comme ayant préparé les renoncements sociaux au niveau européen, sym-

bolisés par le Pacte de Stabilité de Dublin. L'entrée au sein du courant et l'adhésion idéologique forte aux idées défendues par celui-ci va provoquer un changement de perspective.

Le cas nous semble d'ailleurs très intéressant, en raison de la conscience que ce militant a de sa propre évolution, qui fait qu'il nous a exposé à la fois les raisons historiques de l'attachement de la Gauche Socialiste à Mitterrand, et la justification plus théorique d'une mémoire réévaluée. L'origine de la solidarité à l'égard de Mitterrand, c'est la bienveillance dont celui-ci aurait fait preuve en 1986 vis-à-vis des mouvements étudiants, essentiellement menés par des gens de SOS-Racisme mais aussi des leaders actuels de la Gauche Socialiste. Ce premier élément commande une première inflexion dans la représentation du mitterrandisme, d'autant plus qu'il a lui-même été actif dans son lycée en 1986, et que même s'il n'avait à l'époque aucun lien avec les syndicats étudiants, il y a là des souvenirs qui peuvent venir nourrir cette mémoire revisitée : « ça participe de l'ambiguïté du personnage, qui d'un côté ouvre les portes au libéralisme et de l'autre organise la résistance et quoi qu'il arrive, il l'a organisée et ça c'est admis et quoi qu'il arrive elle lui a survécu ».

**M**ais cette réévaluation de la mémoire se nourrit aussi de l'élaboration théorique d'une lecture historique originale du mitterrandisme au sein de la Gauche Socialiste : « Ensuite, il y a l'analyse politique de l'action de François Mitterrand qui est plus portée par le courant et dont je me sens solidaire aujourd'hui, c'est un fait que la France est du point de vue social et politique un des pays qui a le mieux résisté à la déferlante libérale, avec ses structures, la Sécu existe encore, les syndicats existent encore, un spectre politique encore assez large, et ça a posteriori ça veut dire que la résistance pendant quatorze ans de mitterrandisme n'a pas été vaine ».

A travers cette vision tout à fait originale, à contre-courant de la logique dominante de personnalisation puisqu'elle se place dans une perspective comparative où le mitterrandisme et l'évolution du Parti socialiste sont jugés à l'aune des reniements anglais, italiens ou espagnols, c'est bien l'influence de l'appartenance de courant sur la mémoire qui se révèle, le changement de vision du passé étant reconnu comme la conséquence d'un passage d'une mémoire externe à une mémoire interne : « il y avait des éléments que, parce que j'étais à l'extérieur du parti, je ne pouvais pas avoir et puis après il pouvait y avoir, je dirais des explications seulement internes, des relectures de l'histoire sur le long terme ».

Un autre exemple nous en est fourni par un jeune militant du Parti socialiste, également secrétaire national au MJS, qui revendique lui une appartenance au courant fabiusien, au milieu duquel il est assez fortement intégré, en tant qu'assistant parlementaire de la sénatrice Danièle Pourtaud. Agé de seulement vingt-deux ans, lui aussi ne dispose guère de souvenirs pour alimenter une vision du mitterrandisme, qui peut de ce fait se lire comme une simple retraduction du discours fabiusien. Du premier septennat sont ainsi retenus, outre l'abolition de la peine de mort, les «lois Auroux et le choix européen», mais surtout plus généralement, «l'application de mesures symboliques fortes et en même temps une vraie volonté d'assumer ses responsabilités et d'être responsables au pouvoir»; la sensibilité mitterrandiste s'affirme par un rejet du gouvernement Rocard, «un peu à gauche sans l'être, une espèce de rassemblement hétérogène, rien qui ait pu exprimer les mêmes choses qu'on a pu ressentir pendant le premier septennat», et le droit d'inventaire est dénoncé comme «une grande hypocrisie» comme une manifestation d'ingratitude à l'égard de l'imposant héritage mitterrandien : « sauf que c'est grâce à Mitterrand si le parti est devenu ce qu'il est, si on a réussi à acquérir une légitimité au sein de l'opinion française, si on a fait passer beaucoup de choses ».

Ici, il y a purement et simplement assimilation du discours dirigeant, du fait d'une adhésion idéologique plus générale. C'est la voie la plus simple par laquelle une mémoire institutionnelle peut influer sur la vision individuelle; il est bon de savoir qu'elle existe, mais il n'y a pas à proprement parler un phénomène de

mémoire collective, car la mémoire historique n'est nourrie par aucun souvenir vécu.

**P**lus que l'adhésion rétrospective à une vision de l'histoire, c'est l'adhésion passée à un courant, qui nous semble à même de fonder le plus puissamment la convergence entre une mémoire institutionnelle et des souvenirs individuels, à travers les deux voies de l'identification et du partage des mêmes valeurs.

**I**ci l'exemple du courant rocardien nous semble le plus significatif. Les adhérents de l'échantillon qui revendiquent leur appartenance à ce courant sont en effet, de manière assez prévisible, ceux qui se distinguent le plus dans leur vision du mitterrandisme.

On retrouve chez eux la presque totalité des thèmes développés par les mémoires anti-mitterrandistes au sein du Parti socialiste, en particulier par Michel Rocard, gauche dénaturée, refus néfaste d'avouer le tournant social-démocrate de 83, dérives monarchistes et affairistes du second septennat, entourage douteux, prédominance de la tactique sur les idées ou encore interrogations sur l'authenticité de l'engagement socialiste, nourris par des références à sa trajectoire personnelle. Toutefois, il ne nous semble pas y avoir là une simple reprise du discours du chef de courant, mais bien plutôt le résultat du partage d'un même courant de pensée, à la fois cadre de la production et de la reconstruction des souvenirs. Adhérant au courant rocardien, ils ont vécu les évènements du point de vue de ce groupe et naturellement les reconstruisent au sein de ce cadre collectif. La convergence entre leurs mémoires individuelles et la mémoire institutionnelle est donc le produit à la fois du partage d'un même courant de significations et d'une identification historique porteuse d'une importante charge affective.

**L**'existence d'une communauté de valeurs sociales-démocrates engendre une même interprétation des débats économiques, par exemple au sujet des nationalisations chez ce conseiller général, ancien proche de Michel Rocard : « je suis sûr qu'il en avait rien à

Dessin de Pancho pour *Le Monde* du 10 janvier 1996.

cirer des nationalisations, et quand des gens comme Rocard, Delors ou Badinter défendaient l'idée à l'époque on nationalise mais à 51 %, il a tranché 100 % et il a tranché parce qu'il fallait donner des gages à un certain nombre de gens et notamment au PC ». Vécus sur le moment du point de vue rocardien, ces débats sont normalement reconstruits à partir de cette optique. Mais la mémoire de ces débats, c'est aussi la mémoire d'oppositions internes fortes créatrices d'identification de courant durables, qui impliquent une saisie et une reconstitution partiale des évènements. Ce conseiller général développe une mémoire interne telle que nous l'avons décrite précédemment, caractéristique de son statut au sein du parti : mémoire érudite, distanciée et analytique, mémoire de l'intérieur du parti, mais en se plaçant du point de vue particulier du groupe rocardien. En fait, les différents conflits historiques, en premier lieu Metz, entretiennent une identification conflictuelle, à l'origine d'une mémoire hostile du mitterrandisme.

A côté du partage de mêmes valeurs qui sont autant de principes de lecture du passé, cette dimension affective, entretenue par les souvenirs de la période 88-91, semble jouer un rôle majeur dans la convergence entre mémoire vive et mémoire institutionnelle.

Avec notamment la présence d'un sentiment d'hostilité personnelle à l'égard de Mitterrand, exprimé très nettement par une des militantes : « Moi je déteste Mitterrand, c'est clair, si j'avais pu ne pas voter pour lui en 88, je l'aurais bien fait ».

D'où un déni assez systématique de tout apport positif de Mitterrand, en-dehors du thème incontestable de la victoire de la gauche, avec de manière frappante la même idée que Mitterrand a laissé faire plus qu'il n'a fait : « après quoi quand même son succès c'est ce qu'on dit la peine de mort patati patata, c'est quand même pas lui qui l'a porté physiquement » ; « bon il a laissé faire à Gaston Defferre la décentralisation, il a laissé faire à Badinter l'abolition de la peine de mort ».

Où l'on voit qu'un élément aussi conventionnel et a priori consensuel que l'abolition de la peine de mort peut être l'objet d'un conflit de mémoire, les pro-mitterrandistes la présentant au contraire comme un symbole du courage politique personnel de Mitterrand.

Mise en cause de l'homme et minimisation de son action donc, mais aussi et parallèlement exaltation du bilan rocardien : « la Nouvelle-Calédonie, le RMI, la CSG, voilà trois éléments qui sont des éléments forts et qui sont des éléments qui perdurent, les nationalisations ça perdure pas, l'abolition de la peine de mort, j'espère que ça va perdurer mais c'est un fait de société ça n'a pas d'imputation économique, financière, etc., le RMI, la CSG c'était quand même l'apparition d'éléments extrêmement modernistes dans la société ».

Ici, on peut penser également que le constat d'un oubli de mesures pour lesquelles ces militants se sont battus, fonde une mémoire empreinte de ressentiment à l'égard de Mitterrand et des « barons du mitterrandisme », qui converge avec la vision officielle rocardienne ; plus qu'une reprise du discours du chef historique du courant, d'ailleurs tempéré par les nouveaux dirigeants rocardiens, il y a là un même sentiment d'injustice historique, de rejet qui fonde une même mémoire offensive et une même appréciation très positive du droit d'inventaire, vis-à-vis duquel les rocardiens sont les plus enthousiastes, mais aussi de la démarche de rassemblement de Jospin.

Ce qui les réunit dans un même courant de mémoire collective anti-mitterrandiste, c'est bien cette identification à un camp qui structure la représentation du passé autour d'un conflit qui perdure, identification subjective passée qui est plus forte souvent que l'adhésion formelle présente.

**A**insi chez cette militante, adhérente actuelle à la Gauche Socialiste, mais qui ne s'identifie pas à ce courant, ni historiquement, ni idéologiquement, et chez qui perdure au contraire l'influence d'une prise de position passée pour Rocard, contre Mitterrand. On mesure ici l'importance du conflit fondateur, Metz et la lutte pour l'investiture présidentielle : « J'ai pleuré quand il a été désigné candidat», «j'ai été heureuse que la gauche passe, bien entendu, mais pas heureuse que ça soit avec Mitterrand, alors que mon mari m'explique depuis des années et des années que sans Mitterrand, la gauche ne serait pas passée ; il a raison, je sais qu'il a raison mais n'empêche que je suis pas allée à la Bastille ».

Peu importe en fait que cette femme n'ait adhérée qu'en 98 ou qu'elle soit à la Gauche Socialiste, cet épisode originel créateur d'une identification négative, fait qu'elle reconstitue ses souvenirs dans le cadre d'une mémoire critique ; et forcément, elle emprunte pour mettre en forme ce passé, des éléments du fonds commun anti-mitterrandiste comme la thèse de la conversion tactique de Mitterrand au socialisme ou le sabordage du gouvernement Rocard.

**I**l ne faudrait pas cependant en conclure que de tels phénomènes sont spécifiques aux rocardiens. On les retrouve en effet de l'autre côté, chez les mitterrandistes historiques, comme cet ancien membre de la Convention des Institutions Républicaines. Son identification au mitterrandisme prend sa source dans une opposition historique à la SFIO, à la fois nationalement et localement : « La SFIO nous considérait comme des agitateurs, et il faut le dire, moi je n'ai jamais été ni molletiste ni pour Lacoste ». Elle se fortifie au moment du congrès de Metz : « Mitterrand, c'était mieux que Rocard, Mitterrand c'était quelque chose de net, Rocard c'était mou et en plus il prônait déjà une ouverture sur la société civile que nous avons essayé après et qui n'a pas donné grand chose ».

LA POLITIQUE

Il y a vingt ans, le triomphe

Jacques Barrot (UDF) « J'ai dit à mes amis : c'est l'hiver »

VOIX EXPRESS / Quel souvenir gardez-vous de la soirée du 10 mai 1981 ?

Article paru dans *Le Parisien* le 10 mai 2001.

Et les mêmes causes, produisant les mêmes effets, cette appartenance historiquement vécue au courant mitterrandiste fait que naturellement c'est dans le cadre de ce groupe qu'il reconstitue ses souvenirs et en conséquence on retrouve chez lui les thèmes habituels de la mémoire pro-mitterrandiste : reconstruction d'un socialisme dévoyé par Mollet, « cachant des idées assez rétrogrades sous la couverture d'un discours marxiste » ; fidélité à la stratégie d'union de la gauche ; et comme un miroir déformé de la mémoire rocardienne, hostilité personnelle à Michel Rocard, qui en 88-91, « avait enterré tous les cadavres », et exaltation des qualités morales personnelles de Mitterrand, sa fidélité en amitié notamment. Et tout naturellement si des réserves sont exprimées sur le second septennat, elles prennent place dans le cadre d'une vision justificatrice insistant sur la difficulté du contexte, assez proche de celle de Jean Glavany ou d'Henri Emmanuelli.

**C**ette identification positive à Mitterrand, génératrice d'une mémoire défensive n'a d'ailleurs pas forcément pour support l'appartenance de courant. Deux des militantes interrogées ont par exemple fait partie d'une association fondée en 1984, La Mémoire Courte : « C'était un club de réflexion, avec des conférences-débats, et puis on éditait un petit journal, pour effectivement rappeler aux gens qu'il ne fallait pas avoir la mémoire courte, on rappelait tout ce qui avait été fait positivement par la gauche en place et tout ce qui au contraire avait été fait par les précédents (...) et après je m'étais porté volontaire pour répondre à certaines fausses rumeurs ou à certaines contre-vérités à la télé ou dans les journaux. » Quoi de mieux pour fonder une mémoire pro-mitterrandiste, qu'une telle appartenance de groupe ?

L'habitude de la polémique, de la mobilisation d'arguments en faveur de Mitterrand, tend à générer une reconstitution ultérieure des souvenirs au sein d'une mémoire défensive, une mémoire-plaidoirie, qui va pousser par exemple cette militante à écrire personnellement à Lionel Jospin pour lui reprocher sa prise de distance et prendre la défense de Mitterrand : « J'ai été affectivement touchée, intellectuellement choquée par les critiques post-mortem du Parti socialiste ».

C'est que des groupes comme la Mémoire Courte sont vécus eux aussi comme des communautés amicales : « C'était une époque absolument fantastique, avec un côté convivial que l'on a pas forcément retrouvé après, un enthousiasme général, c'était vraiment très chouette ».

L'intégration des souvenirs politiques au sein de cette mémoire de relations amicales personnalisées a tendance à leur conférer une dimension affective, l'attachement au groupe se traduisant en attachement à la personne de Mitterrand. D'où une relation à celui-ci très individualisée, vécue sur le mode passionnel, à l'origine de réactions émotives fortes.

**A**u-delà toutefois du cas particulier de la Mémoire Courte, ces deux traits, mémoire défensive et mémoire personnalisée, nous paraissent distinctifs d'une forme de mémoire pro-mitterrandiste, médiée ou non par un groupe, mais fondée sur un attachement affectif à l'homme, que l'on retrouve chez plusieurs adhérents.

Appartenant plutôt au pôle mémoriel que nous avons nommé « sympathisant », ce sont souvent des gens peu impliqués politiquement dans les débats internes et opposés au système des courants ; d'où un engagement partisan vécu sur le mode de l'identification à un homme, François Mitterrand ; entrés assez récemment au parti, l'évènement fondateur est pour eux le 10 mai 81 ;

et d'où un attachement affectif manifesté notamment par les souvenirs de la mort de Mitterrand : « je l'ai ressenti comme la mort de quelqu'un de ma famille, comme un grand-père » ; « c'est mon mari qui m'a téléphonée, j'étais au bureau, j'étais complètement effondrée, effondrée, comme si c'était quelqu'un de ma famille ». Certaines militantes ont même écrit personnellement à François Mitterrand, pour lui témoigner leur soutien ou lui prodiguer leurs encouragements.

On retrouve chez ces adhérents le même phénomène de mémoire-plaidoirie, l'évocation des souvenirs constituant une occasion de prendre la défense de Mitterrand, à la fois du point de vue de son itinéraire personnel et du point de vue de son action. L'exaltation de l'œuvre alterne avec la réfutation des accusations à l'encontre de l'homme. Et à l'appui de leur propos, comme les rocardiens puisaient dans le discours anti-mitterrandiste, eux mobilisent naturellement les thèmes classiques pro-mitterrandistes, l'abolition de la peine de mort, citée comme preuve de courage politique, l'action internationale avec notamment les discours de Cancun et du Bundestag, l'engagement européen, la libération des ondes ou encore la promotion de la Culture.

Cette identification affective à Mitterrand nous paraît une dimension essentielle, dans la mesure où elle fonde une logique mémorielle de défense conjointe de l'homme et de l'œuvre qui était aussi celle du discours institutionnel pro-mitterrandiste. Plus que l'assimilation et la retranscription d'un discours, c'est ici le commun attachement au passé manifesté par les militants et les dirigeants, qu'il soit affectif ou intéressé, qui est à l'origine d'une convergence traduisant l'existence au sein du parti d'une mémoire collective pro-mitterrandiste.

**P**our reconstruire leurs souvenirs, les adhérents socialistes ont donc la possibilité de mobiliser plusieurs points d'appui, fournis par les différents groupes auxquels ils appartiennent, à l'intérieur ou à l'extérieur du parti. La mémoire individuelle est ainsi toujours le résultat de la combinaison de plusieurs cadres collectifs, dont la rencontre peut être vécue sur le mode de la fusion aussi bien que sur celui de la contradiction. Un tel enchevêtrement a pour résultat une configuration complexe avec des situations individuelles toujours singulières qui ne sont en tout cas jamais exactement la retranscription d'un quelconque discours autorisé.

Toutefois, il existe des mécanismes qui peuvent favoriser une certaine convergence entre les souvenirs individuels reconstruits et la vision officielle exprimée par les dirigeants.

L'intensité de l'implication au sein de l'organisation notamment, favorise l'émergence d'une mémoire interne au sein de laquelle l'individu se replace pour reconstituer le passé, au sein de groupes intra-partisans ; s'identifiant au parti et à ses dirigeants, il va avoir tendance à construire une mémoire partisane, engagée, plus conforme au discours officiel.

Mais les mémoires internes peuvent aussi se baser sur l'identification à un groupe plus particulier, section, club ou plus généralement courant. La force de certains clivages historiques semble avoir créé au sein du Parti socialiste des antagonismes durables qui favorisent le développement de mémoires divergentes : selon les mêmes mécanismes, l'attachement à un groupe du point de vue duquel ont été vécus les différents évènements internes va faciliter l'accord a posteriori entre les souvenirs individuels et les discours autorisés prononcés au nom de ce groupe. La dimension affective de l'appartenance de groupe, mais aussi dans le cas considéré du lien ressenti comme personnel au leader historique, joue un rôle déterminant dans la reconstruction orientée des mémoires individuelles.

**A**insi, plusieurs influences internes interagissent et peuvent contrarier la naissance d'une véritable mémoire collective socialiste, au sens d'un accord entre le discours officiel des dirigeants et les souvenirs vécus des militants. C'est à l'existence hypothétique de cette mémoire collective socialiste du mitterrandisme que nous voudrions à présent nous intéresser en nous focalisant sur quelques points décisifs.

# Les axes de la mémoire militante

Au-delà des divergences liées au type de mémoire, plutôt interne ou plutôt externe ou aux clivages intra-partisans, il nous semble qu'on peut repérer quelques grands traits communs revenant de manière récurrente, qui sont autant d'illustrations du fonctionnement des phénomènes de mémoire collective au sein d'un parti.

Une date, le 10 mai 81, un homme, François Mitterrand, un enjeu, le droit d'inventaire, tels sont les trois axes autour desquels s'articulent la mémoire socialiste du mitterrandisme.

## La victoire du 10 mai, fondement d'une mémoire collective

Fonds commun de la mémoire socialiste, le 10 mai 81 émerge dans tous les entretiens. Il est le lieu de développement d'une mémoire collective au sens fort du terme, véritable rencontre entre des souvenirs individuels particulièrement vivants, qu'ils soient insérés dans des cadres internes ou des cadres externes, et un discours dirigeant qui, s'il peut être vu comme exploitation politique du passé, se nourrit lui-même de souvenirs vécus.

Même la mémoire rocardienne anti-mitterrandiste bute sur cette victoire fondatrice de légitimité militante, qui apparaît comme le ciment sur lequel s'est maintenue l'unité du parti. Si les souvenirs des rocardiens, en partie pris rétrospectivement dans un courant de mémoire hostile, sont moins enthousiastes et rapidement tempérés, ils reconnaissent à Mitterrand le bénéfice de la victoire : « J'ai un souvenir réel de 81, ça vraiment réel, très fort ; c'est-à-dire que là j'ai vu qu'il y avait un réel changement, j'y ai participé, j'étais en 81 à la Bastille ».

**“ Même la mémoire rocardienne anti-mitterrandiste bute sur la victoire du 10 mai fondatrice de légitimité militante, qui apparaît comme le ciment sur lequel s'est maintenue l'unité du parti. ”**

Du point de vue du jugement, ce souvenir est à l'origine d'une convergence dans l'évaluation de l'apport de Mitterrand, vu unanimement comme celui qui a reconstruit la gauche, l'a conduite au pouvoir et l'a installée dans la durée, faisant du Parti socialiste une force d'alternance.

Dans presque tous les entretiens, reviennent les mêmes sentences, «sans lui rien n'aurait été possible» ou «si cela n'avait pas été lui, ça n'aurait été personne d'autre». Mitterrand a avec lui la force et l'évidence de l'histoire, qui effacent quasi irrémédiablement des mémoires les autres possibles.

Mais au-delà de la reconnaissance réfléchie des mérites de l'action menée à la tête du parti, le 10 mai est surtout un souvenir fortement chargé émotionnellement, producteur d'une légitimité à long terme. Par rapport à une problématique relativement « froide », la dimension émotive de la mémoire politique est une des découvertes de cette étude.

Elle peut toutefois s'analyser à l'intérieur du cadre conceptuel qui est le nôtre.

L'intensité affective véhiculée par ce souvenir, dont l'évocation a même arraché des larmes à deux des adhérentes interrogées, peut en effet s'expliquer par sa situation de point nodal où se rencontrent plusieurs courants de mémoire. On a vu ainsi notamment que beaucoup d'adhérents réinvestissaient ce souvenir à l'intérieur d'une mémoire familiale de longue durée. Cristallisation de courants de mémoire collectifs antérieurs au sein desquels il est replacé, il est ainsi reconstruit comme symbole de la continuité d'une mémoire de gauche.

Un phénomène plus particulier mais assez semblable se produit chez les militants déjà impliqués dans les combats des années 70 ; autour du 10 mai se condensent tous les souvenirs de la période antérieure :

« ah ça été une explosion de joie, tout était possible ; entre 71 et 81, tout était possible pour les militants ; 81 on a dit ça y est, on a fini le boulot, on a dit ça va se dérouler tout seul maintenant ».

C'est toute la mémoire d'une longue période d'opposition qui vient alimenter l'émotion ressentie le 10 mai, comme l'exprime

assez admirablement cette militante, racontant son angoisse, son incapacité à croire à la victoire : « déjà j'ai eu la peur que le lendemain on se réveille, mais en disant, les votes d'outre-mer ou les décomptes plus précis, je n'y croyais pas, j'étais avec Jean-François Merle à ce moment-là, un proche de Rocard, et dans la soirée festive qui a suivi, à tout moment j'allais lui demander si ce serait bien encore vrai le lendemain, et toute la nuit ça a été comme ça, je suis rentrée chez moi après et je quittais pas la radio parce que j'avais peur, ça c'est le souvenir qui me donne encore la chair de poule, l'émotion, une très très grande émotion mais quelque chose d'irréel en même temps ».

Ici, mémoires familiales, générationnelles avec 68 et militantes, convergent pour donner au 10 mai la valeur d'un aboutissement, dans un accord parfait avec le récit officiel de la longue marche de Mitterrand et des socialistes.

Article paru dans *Libération* le 2 mai 2001.

Aboutissement donc mais aussi explosion, libération, et donc avènement : « Spontanément, franchement c'est le 10 mai 81, c'est vrai que comme quand je vois un accouchement, cette image est complètement folle, exactement, je ne peux pas m'empêcher, c'est vrai que ça me tire les larmes, franchement quelque chose de très fort ». Brisure du tabou de la gauche au pouvoir, levée de la chape de plomb gaulliste qui pesait sur la France, libération de la parole, possibilité d'assumer une identité de gauche, le 10 mai est aussi reconstitué au sein des mémoires individuelles comme une ouverture.

**“ La charge émotionnelle du 10 mai est très largement reportée sur l'homme qui personnifie l'évènement. ”**

Ce double caractère d'achèvement et d'avènement, point de rencontre entre plusieurs courants de mémoire, reconstruit comme rupture par les mémoires individuelles, fonde la convergence avec la mémoire officielle du parti. C'est pourquoi le 10 mai, vrai souvenir collectif harmonieux pour les socialistes, est chargé d'une telle densité affective qui en a fait pour Mitterrand une source de légitimité à long terme. La charge émotionnelle est en effet très largement reportée sur l'homme qui personnifie l'événement.

## François Mitterrand, une mémoire incarnée

«Le 10 mai, François Mitterrand»[180], titrait l'hebdomadaire socialiste *Vendredi* en ouverture d'un article commémoratif. Identifié à ce souvenir glorieux et à la victoire de la gauche, Mitterrand a bénéficié de ce fait d'un potentiel affectif très fort auprès des militants qui a fondé son autorité au sein du parti. Phénomène classique, étudié par de nombreux politistes, cette dimension d'identification a des conséquences spécifiques en matière d'analyse de la mémoire partisane. La mémoire du mitterrandisme se confond naturellement pour la majorité des militants avec la mémoire d'un homme, François Mitterrand.

Produit sans doute de la logique de personnalisation qui domine comme on l'a vu dans la représentation du mitterrandisme, recherchée et entretenue par Mitterrand lui-même, nourrie par le caractère hors du commun de sa trajectoire individuelle, cette attention à la personnalité d'un homme est aussi le produit de processus d'identification qui se révèlent des ressorts essentiels du phénomène partisan.

Avec cette confusion entre une période et un homme, on n'a pas

affaire à une communauté mémorielle, bien au contraire puisque les jugements portés sur Mitterrand sont très divers, mais à un trait commun qui caractérise globalement la mémoire socialiste du mitterrandisme.

**O**n l'a vu, chez certains, cette attention à la personne prend la forme d'une relation quasi passionnelle, qui fait qu'une grande importance est attribuée aux souvenirs individualisés d'improbables rencontres avec l'ancien Président. Mais si tous les adhérents ne témoignent pas du même rapport personnalisé à Mitterrand, le mélange entre appréciation de l'action et jugement porté sur l'homme est une constante.

Certes, on retrouve les clivages repérés précédemment. Les adhérents qui s'appuient sur une mémoire externe vont être plus attentifs aux qualités morales et humaines de l'homme, alors que ceux qui reconstruisent le passé au sein de cadres internes vont mettre l'accent sur ses compétences plus spécifiquement politiques. Grande culture, sensibilité littéraire, amour des femmes, ou courage devant la maladie d'un côté ; qualités d'orateur hors du commun, sens politique, combativité ou persévérance de l'autre. Les pro-mitterrandistes vont souligner la fidélité en amitié, le sens des responsabilités, la ténacité de l'homme ; les antis vont blâmer son indulgence, son opportunisme, et son goût du pouvoir.

**M**ais l'assimilation entre l'homme et l'œuvre, entre un individu et une période constitue un élément convergent qui se retrouve à des degrés divers chez chaque adhérent. La mémoire du mitterrandisme est donc une mémoire incarné,e et c'est là un phénomène d'importance car le processus d'identification marche dans les deux sens. François Mitterrand est certes identifié au 10 mai et à la victoire, ce qui a été pour lui un atout majeur, mais simultanément il représente une période, il incarne une expérience collective, celle de la gauche au pouvoir, et du coup également une part de la trajectoire individuelle de chaque militant.



**U**ne telle identification peut avoir des effets très importants ; c'est elle notamment qui explique sans doute le trouble qu'ont pu susciter chez les socialistes les révélations sur le passé de Mitterrand. La déception est à la hauteur de l'intensité de l'investissement affectif : « Je fais partie de ceux qui sont très déçus par Mitterrand, j'en pleurerai presque parce qu'il y a vraiment des choses qui font très mal ».

Mitterrand a représenté le socialisme pendant près de vingt-cinq ans, beaucoup d'adhérents se sont identifiés à lui et qu'ils le veuillent ou non, la mise en doute des convictions de Mitterrand, les accusations formulées à son encontre les touchent directement. C'est bien également une des raisons de l'animosité des rocardiens, qui lui reprochent d'avoir dénaturé l'idéal qu'il représentait. Mais pour eux, si l'on peut dire, la situation est plus commode, puisqu'ils ne se sont jamais vraiment identifiés à Mitterrand et au mitterrandisme.

Au contraire, pour une majorité de militants dont la mémoire se construit comme combinaison complexe entre leur propre engagement individuel, le destin collectif des socialistes, et la personne de François Mitterrand, la question du rapport au passé est potentiellement explosive. Renier le mitterrandisme, c'est en effet en grande partie renier son propre passé de militant. C'est ce qui fait du droit d'inventaire un enjeu autour duquel se cristallisent plusieurs dimensions du phénomène de la mémoire partisane.

### C. Le droit d'inventaire, construction d'une mémoire collective

**O**n aurait pu penser qu'il n'y avait autour de cette formule qu'une bulle médiatique, seulement entretenue par des dirigeants socialistes soucieux d'instrumentaliser le rapport au passé, mais ne touchant nullement le monde médiatique. Il n'en est rien. Si l'expression ne structure sans doute pas les souvenirs individuels dans les mêmes proportions que les représentations institutionnelles du passé, elle émerge de manière assez générale dans les entretiens et suscite parfois, comme on a pu le voir, des réactions passionnées.

C'est qu'il apparaît qu'au-delà des enjeux de pouvoir que nous avons évoqués précédemment, ce qui se joue dans la définition d'un discours officiel sur le mitterrandisme, c'est bien la construction d'une mémoire collective, dans l'interaction entre souvenirs vécus et usages politiques du passé.

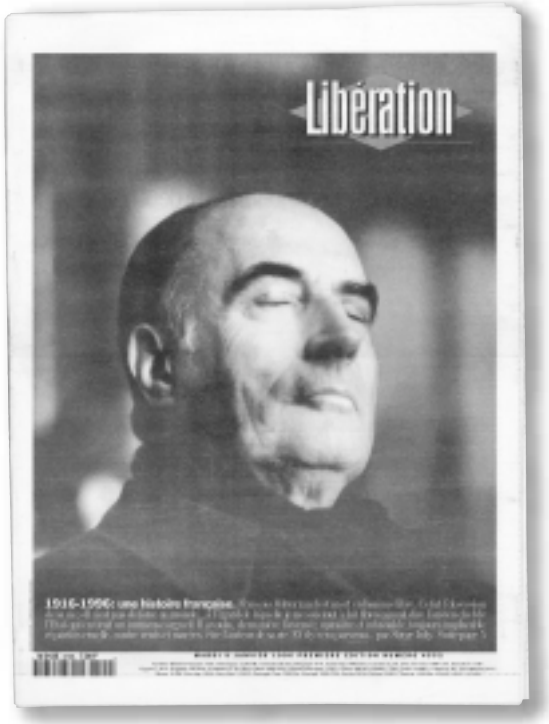
« Il a été le symbole de l'espoir pendant tellement longtemps... On peut pas, on peut pas nier tout ça, on peut dire qu'on s'est un peu trompé sur le bonhomme mais on peut pas revenir sur ce qu'il a représenté, il a représenté quelque chose d'extraordinaire ; moi je peux pas oublier complètement, et pourtant Dieu sait que je lui en veux ». Ces propos, tenus par une militante à l'évocation de l'attitude du Parti socialiste et de ses dirigeants par rapport à l'héritage mitterrandien, mettent bien en lumière le nœud du problème. Il touche à la dimension d'incarnation dont nous venons de parler.

Même si très majoritairement les adhérents se montrent réservés par rapport au deuxième septennat, considérant comme ce militant pro-mitterrandiste, que « la part d'ombre a été importante, la part d'ombre, les affaires », même si certains comme la militante que nous venons de citer ont éprouvé une profonde déception, beaucoup vivent mal la prise de distance officielle avec une période et un homme qui incarnent leur propre passé. C'est ce qu'exprime bien également cette autre militante : « moi je n'aime pas cette attitude, pour moi on perd à ne pas défendre la personne qui a représenté nos idéaux, même si elle les a pas toujours bien défendus, Mitterrand était le représentant d'un idéal, il l'a cultivé, il a su le faire, il a été un représentant d'un idéal comme Jaurès et comme Blum ».

Le problème nous semble résider essentiellement dans la solidarité de fait qui s'est imposée à leurs propres yeux entre Mitterrand et leur engagement personnel, leur trajectoire passée.

On a, là, une très bonne illustration de la difficulté de changer de cadre mémoriel ; assumer une rupture avec le mitterrandisme impliquerait une reconstruction de leurs mémoires individuelles trop coûteuse car trop en contradiction avec le cadre qui jusqu'à présent a gouverné la mise en cohérence de leurs souvenirs.

Ici la représentation du mitterrandisme comme aventure collective, promue dans son livre par Jean Glavany, quelles que soient les arrières-pensées tactiques qui ont pu la commander, apparaît en concordance avec la manière dont ces militants perçoivent le passé. Et l'existence, au confluent de ce discours autorisé et des souvenirs individuels, d'un réel courant de mémoire collective fait d'attachement au mitterrandisme, constitue une contrainte pour Lionel Jospin dans l'édification d'une représentation officielle de la période, d'autant que lui-même participe sans doute en partie d'un tel courant.



Une de *Libération* du 9 janvier 1996.

Toutefois, des éléments vont dans le sens de son attitude de distanciation. C'est d'abord la présence, chez les militants affiliés au courant rocardien, d'un courant de mémoire antagoniste très favorable à la rupture avec le mitterrandisme : « Je trouve que c'est normal, ça me choque pas du tout, ça choque beaucoup de gens, moi je trouve que c'est normal, on a trop souffert ».

C'est, ensuite, les réserves exprimées par beaucoup sur le deuxième septennat qui convergent avec sa propre analyse critique, mais c'est surtout le souvenir de l'évènement traumatisant qu'a représenté la défaite de 1993. Figure inverse du 10 mai 81, cette déroute électorale constitue un épisode-repoussoir qui émerge chez

tous les militants qui étaient impliqués dans le parti à cette époque ; autour d'elle se condensent tous les souvenirs douloureux de la fin de la période mitterrandiste : « ça a été un coup, ça m'a assommé parce que on avait bien fait des conneries mais pas pour être battu comme ça, pour être nettoyé comme ça, d'ailleurs la preuve c'est qu'après ça a été rattrapé largement, mais c'était pas possible un truc comme ça, (...) le Parti socialiste pouvait pas être réduit comme ça ; parce qu'il a été réduit à l'humiliation, il y avait que 52 députés, il y avait plus rien quoi par rapport à la première ou à la seconde force politique de France ».

Evènement traumatique du même type que l'élection présidentielle de 1969 pour les militants de la SFIO, telle que nous l'avons analysée, cette défaite va de la même manière fonder la légitimité de la démarche de Jospin, perçue au regard de ce noir souvenir. Associée dans la mémoire des militants à l'autre évènement-repoussoir, le congrès de Rennes, elle représente, même aux yeux des pro-mitterrandistes, une possible justification de la logique de la prise de distance : « Le fabiusien que je suis pense que c'était la moins mauvaise solution et que Jospin a fait tout son possible, la preuve, c'est qu'il est arrivé Premier secrétaire et ensuite Premier ministre, on venait de loin, c'était pas facile à remonter hein, 93, moi je me rappelle j'étais ici, j'étais pas heureux, je ne baignais pas dans la joie, je me faisais moquer de moi dans la rue».

Les raisons de la mémoire individuelle des militants, écartelée entre deux courants, l'un positif issu de 81, l'autre plus négatif, cristallisé par 93, rencontrent l'ambiguïté tacticienne de la position de la direction.

**M**ais Jospin bénéficie également du phénomène d'identification au groupe partisan, caractéristique de la mémoire interne, qui veut que les adhérents se placent du point de vue des dirigeants du parti. Ainsi, des militants qui manifestent une mémoire pro-mitterrandiste et dénoncent avec virulence les critiques dont Mitterrand fait l'objet, se montrent beaucoup plus compréhensif vis-à-vis de la position de Jospin : « Il est très réservé là-dessus, je crois qu'il veut faire sa place, il a raison, je pense qu'il respecte ce qui a été fait » ; « Je crois qu'il a eu raison de casser, au début j'ai pas trouvé ça sympa, mais il a eu raison parce qu'il fallait renouveler quelque chose à gauche, renouveler le Parti socialiste, il fallait, et il y avait trop, parce que malheureusement Mitterrand, c'était les affaires, un mélange d'affaires et d'une gauche qui s'est cassé la gueule en 93, que Jospin ait voulu trancher je pense que c'était bien de la faire (...), je pense pas qu'il ait voulu faire de mal à Mitterrand mais il a voulu montrer que la gauche, le Parti socialiste pouvaient être autre chose ».

**“ La victoire de 1997 a scellé le compromis entre leur identification au parti et leur attachement à Mitterrand, en conférant à Jospin une légitimité durable. ”**

La tendance des militants eux-mêmes à chercher un compromis entre leur identification au parti et leur attachement à Mitterrand, leur propension à reconstruire une mémoire apaisée au sein de laquelle leur engagement personnel peut être vécu sur le mode de la continuité, converge avec la recherche par Jospin d'un point d'équilibre.

**I**l existait donc plusieurs influences, alimentées par le discours officiel sur le renouveau, poussant les militants dans le sens du compromis. La victoire de 1997 va sceller ce compromis, en conférant à Jospin une légitimité durable. Nouvel évènement fondateur venant recouvrir la mémoire négative de 1993, elle assied l'autorité de Jospin comme nouveau sujet d'identification partisane, et autorise en même temps l'émergence d'une mémoire englobante, restituant une continuité aux trajectoires militantes. C'est le sens, dans les propos cités plus haut, de l'expression : « La preuve c'est qu'après ça a été rattrapé largement ».

Toutefois, des blessures restent ouvertes, comme le témoignent les réactions encore virulentes de certains adhérents. Possible allusion tactique à un an des présidentielles, les mots de Jospin au congrès de Grenoble peuvent être compris également comme la volonté de faire un pas de plus dans le sens de la construction d'une mémoire collective réconciliée du mitterrandisme. Le risque exis-

tait en effet que se recréent autour des affrontements de la période 1994-1996 sur le mitterrandisme, des antagonismes susceptibles, à l'instar de l'opposition Mitterrand-Rocard, de générer un conflit durable de deux courants de mémoire divergents. Les circonstances politiques et notamment la victoire de 1997 l'avaient minimisé ; avec son évolution vers le rassemblement concrétisée par l'hommage du congrès de Grenoble, Lionel Jospin semble l'avoir éliminé complètement. C'est en tout cas ce que tend à prouver la satisfaction exprimée par les adhérents envers une réconciliation qui est aussi la possibilité de reconstruire une mémoire unifiée :

« Je regrette que dans certains congrès il y ait des tables et puis aux unes il y a Roland Dumas, il y a Charasse et les autres, il y a Lang et puis de l'autre côté il y a les jospinistes purs et durs et je suis assez d'accord avec Jospin pour ce qu'il a fait, qui a essayé de réunir Fabius, Lang et compagnie, vous voyez au lieu de séparer faut réunir » ;

« Jospin en est un peu revenu, heureusement d'ailleurs, au congrès de Grenoble il a eu des phrases plutôt heureuses par rapport à son attitude vis-à-vis de Mitterrand, il a eu envie de faire un peu la paix quelque part. »

Réunion du parti, unification de la mémoire ; on voit qu'au-delà de considérations tacticiennes d'instrumentalisation politique du passé, les phénomènes de mémoire collective au sein d'un parti sont le produit d'interaction entre différentes dimensions.

Ici, la mémoire vive du mitterrandisme, prise dans des cadres divers a constitué une contrainte pour les dirigeants occupés à construire une représentation officielle du parti : au-delà du bénéfice électoral que le Parti socialiste a pu tirer de cette prise de distance, au-delà des enjeux de pouvoir interne, il fallait composer avec les souvenirs individuels des militants tels qu'ils avaient été façonnés par des cadres passés parfois antagonistes.

En retour, la manière dont s'est posée au niveau des dirigeants la question du rapport au passé mitterrandien et le discours qui s'est progressivement construit de 1995 à 2000, a aussi influé sur les mémoires individuelles des adhérents en proposant un cadre renouvelé de mise en cohérence des souvenirs vécus. ❀

170)- LAVABRE, M.C. Op. cité. p. 291.

171)- Cf. le mémoire de DEA pour une réflexion méthodologique plus approfondie sur www.jean-jaures.org

172)- REY, Henri, SUBILEAU, Françoise, YSMAL, Colette. «Les adhérents socialistes en 1998», *Cahiers du CEVIPOF*, 1999, 23. p. 1-123.

173)- Ibid. p. 79.

174)- PENEFF, J. Op. cité. p.76.

175)- LAVABRE, M.C. Op. cité. p. 295.

176)- PERCHERON, Annick. «La socialisation politique, défense et illustration». In GRAWITZ, M. LECA, J. (dir.) *Traité de science politique*. – (vol. 3) - Paris : P.U.F., 1985. pp. 165-235.

177)- MANNHEIM, K. «The problem of generations». In *Essays in the Sociology of Culture*. London : Routledge, 1952 (1928). pp. 276-322.

178)- SCHUMAN H., SCOTT J. «Generations and collective memory». *American Sociological Review*, 1989, 54. pp. 359-381.

179)- GLAVANY, J. Op. cité. p. 201.

180)- *Vendredi*, 14 mai 1994.

Réunion des maires socialistes
des villes de plus de 30000 habitants,
Dreux, 21 avril 1977 - © FJJ-MPG



# Conclusion

Qu'est-ce donc que la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste ?
La question appelle plusieurs réponses.

**P**lus qu'une mémoire-contenu, nous avons cherché à décrire un phénomène sociologique. La mémoire au sein d'une organisation partisane, c'est d'abord un ensemble de processus au travers desquels des individus revendiquant une même appartenance, se représentent et reconstruisent leur passé. Ce n'est pas la mise en récit circonstanciée d'une période, promue par les dirigeants du parti et à laquelle adhèreraient spontanément et naturellement les militants. Ce n'est pas non plus la simple somme de souvenirs individuels parfaitement indépendants les uns des autres.

Plus exactement, c'est cela et en même temps bien plus que cela. C'est l'ensemble des mécanismes liés à l'appartenance partisane, qui encadrent ces reconstitutions narratives du passé a priori du domai-

ne de l'intime, et qui génèrent à partir de ce matériau disparate, des formes de cohérence, harmonie, convergence, mais aussi structuration conflictuelle. Ce sont les voies par lesquelles, au moment de leur reconstruction, des expériences personnelles diverses entrent en interaction, se nourrissant et se déterminant mutuellement, pour produire une représentation du passé commun où chacun puisse se reconnaître, et de ce fait toujours en mouvement.

**À** l'intersection entre deux pôles, le pôle des discours autorisés mettant en forme le passé et le pôle des souvenirs de l'expérience vécue, la mémoire du mitterrandisme naît de leur rencontre : elle est faite d'accords, de conflits et de compromis entre des instances elles-mêmes plurielles.

**L**a mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, c'est d'abord un enjeu : la représentation d'une période déterminante dans l'histoire de l'organisation, englobant sa refondation à Epinay en 1971, le lent chemin vers le pouvoir au cours des années 70, la victoire de 1981, quatorze ans de présence au sommet de l'Etat, l'assimilation d'une nouvelle culture de gouvernement, et le désaveu de 1993. Longtemps objet de célébration et source de mobilisation, ce passé a été constitué après 1994 en enjeu de la compétition intrapartisane.

Rendues publiques par des voies diverses, discours, hommages, ou témoignages, des visions concurrentes de la période mitterrandienne ont été diffusées au sein du parti, proposant non pas des relations historiques élaborées, mais des grands principes d'interprétation, s'articulant autour des points sensibles de l'évaluation du bilan, de sa postérité, de la continuité entre Mitterrand et Jospin ou encore de la valeur des convictions socialistes de l'ancien Président.

A côté de la vision officielle se sont ainsi exprimées, s'appuyant sur des légitimités alternatives, des mémoires historiques dites autorisées de la période, pro ou anti-mitterrandiste. Gouvernées par des intérêts stratégiques de dirigeants désireux d'imposer une représentation du passé commun favorable à leur dessein, ces reconstitutions sont toutefois nourries de souvenirs d'expériences vécues et n'échappent pas aux déterminations liées à l'appartenance partisane. Elles sont aussi reconstruction d'une trajectoire personnelle par des individus, pris eux-mêmes dans des courants de mémoire qui leur préexistent et les dépassent.

**L**'opposition avec l'autre pôle de la mémoire partisane, celui de la mémoire vive, des souvenirs individuels d'adhérents anonymes, est donc en grande partie artificielle. Les entretiens réalisés dévoilent une gradation beaucoup plus qu'une dichotomie dans la reconstitution du passé par les différents membres de l'organisation, les responsables intermédiaires intégrant déjà les impératifs stratégiques qui sont ceux de la direction.

Néanmoins, la mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, ce sont aussi ces souvenirs d'expériences vécues, replacées par chacun dans la cohérence d'une trajectoire dont la personnalité se définit par la combinaison originale des appartenances collectives qui viennent se surajouter à l'identification partisane, mais aussi par le sens et l'intensité de celle-ci. Reconstruits à travers un prisme où s'enchevêtrent cadres intra et extra partisans, les souvenirs individuels recueillis en situation d'entretien n'ont rien à voir avec la reproduction des discours officiels sur le passé.

Dans le même temps toutefois, la liberté de parole fièrement revendiquée par les adhérents socialistes ne les absout pas des influences d'une appartenance partisane qui pousse à l'homogénéisation. Au-delà de la possible rencontre fortuite entre des courants de mémoire d'origine différente, il existe des mécanismes qui tendent à faire coïncider mémoires vives et mémoires historiques du passé. L'expérience de la communauté militante comme groupe réel, comme communauté amicale, d'une part, une adhésion actuelle et surtout passée au parti, vécue sur le mode de l'identification au parti, à sa direction, ou même à l'homme François Mitterrand d'autre part, poussent les adhérents à reconstituer leur passé à l'intérieur de cadres internes, partisans, rendant leur mémoire plus conforme à la vision officielle.

Cependant, l'existence au sein du Parti socialiste de sous-groupes d'appartenance tels que les courants vient contrarier ce mouvement de convergence. Parfois beaucoup plus significative que l'adhésion partisane globale, l'identification à un courant tend à générer des mémoires internes d'un type particulier, au sein desquelles les souvenirs s'articulent autour des évènements fondateurs du point de vue du courant qui sont souvent des moments de fortes oppositions internes : d'où des mémoires qui divergent de la représentation officielle pour venir rencontrer au contraire les mémoires autorisées qui s'y opposent, mémoires pro-mitterrandistes ou anti-mitterrandistes dans la configuration qui nous intéresse.

Le mitterrandisme constitue d'ailleurs un terrain particulièrement fécond pour mettre au jour ce type de phénomènes. Les souvenirs de cette période portent en effet la trace des conflits internes qui y ont pris forme, du Congrès d'Epinay au Congrès de Rennes, en passant par celui, décisif, de Metz. L'antagonisme historique entre François Mitterrand et Michel Rocard notamment, est porteur de principes de reconstitution du passé radicalement opposés, nourris chez les adhérents par des souvenirs d'affrontements à répétition. Cette structuration des souvenirs individuels autour de principes d'identification intra-partisans, fait qu'il existe au sein du parti, des courants de mémoire collective plus puissants que l'hypothétique mémoire socialiste du mitterrandisme.

Celle-ci doit donc être pensée sur le mode d'une interaction dynamique à multiples niveaux.

Interaction fondamentale entre des souvenirs intimes et des mises en forme institutionnelles du passé. Interaction entre l'appartenance partisane présente et un itinéraire individuel dont la cohérence doit être préservée. Interaction entre le poids affectif du passé vécu et les raisons stratégiques de sa reconstruction et de sa mobilisation. Interaction dynamique entre des représentations successives du passé réajustées en fonction des évolutions de la conjoncture politique. Mais aussi interaction au sein même du parti entre différents courants de mémoire dont le maintien de la coexistence nous paraît avoir été un des enjeux majeurs de la constitution d'un discours institutionnel sur le mitterrandisme après 1994, ou en tout cas une des contraintes avec lesquelles Lionel Jospin a dû composer.

**"Avec l'évolution du discours jospinien sur le mitterrandisme on peut considérer que prend forme une véritable mémoire collective socialiste du mitterrandisme, mais qui demeure minimale : nourrie par les souvenirs du 10 mai 81, elle retient sur le plan des significations l'unité des socialistes, l'union de la gauche et peut-être plus essentiellement la vocation des socialistes à gouverner. "**

La mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste, c'est aussi, en effet, l'histoire d'une transition, celle qui a vu Lionel Jospin s'imposer à la tête du parti, après sa campagne présidentielle de 1995. Evoluant au gré de considérations tactiques, le discours jospinien sur le mitterrandisme, semble également avoir été modelé par les différents courants de mémoires collectives présents au sein du parti. Il a su tirer bénéfice de l'espace restreint que dessinait la configuration mémorielle en 1995 : les souvenirs douloureux de la fin du second septennat ouvraient en effet la porte à la réintégration au sein du parti des courants anti-mitterrandistes, mais l'identification durable de nombreux adhérents au mitterrandisme et à la personne même de François Mitterrand rendait très périlleuse toute volonté de rupture plus affirmée. Sa légitimité affermie par sa victoire de 1997, il a pu évoluer vers une position plus consensuelle à laquelle aspiraient beaucoup d'adhérents qui peuvent ainsi concilier leur engagement présent et leurs souvenirs dans la continuité d'une même trajectoire militante.

Avec cette évolution, on peut considérer que prend forme une véritable mémoire collective socialiste du mitterrandisme, mais qui demeure minimale : seulement nourrie par les souvenirs héroïques du 10 mai 81, elle retient sur le plan des significations l'unité des socialistes, l'union de la gauche et peut-être plus essentiellement la vocation des socialistes à gouverner.

Significativement, la critique argumentée des dérives du second septennat a disparu, laissant place à une occultation qui satisfait

tant les intérêts électoraux des dirigeants que le souci d'évacuer de leur mémoire une période qui trouble la continuité de leur itinéraire personnel.

Demeure, par contre, également le souvenir d'un homme, inégalement apprécié, mais auquel certains restent profondément attachés et dont la trajectoire individuelle et la personnalité sont intégrées pleinement à la mémoire de l'action.

**S**ur le strict plan de l'identité socialiste et même si l'échantillon n'avait pas vocation à la représentativité, on a là les enseignements essentiels de l'étude : d'abord le souvenir encore vivace du 10 mai qui est bien plus que la reprise d'un cliché médiatique et demeure un potentiel affectif de mobilisation ; ensuite une postérité limitée au seul domaine de la pratique politique mais capitale dans ce champ avec la stratégie d'union de la gauche et surtout la vocation gouvernementale du Parti socialiste ; enfin et surtout l'importance de la personnalité de François Mitterrand qui a incarné au sens fort du terme un moment de l'histoire du Parti socialiste

Avec ce phénomène fondamental d'incarnation d'une destinée collective par une personnalité individuelle la construction mémorielle excède le strict champ politique partisan pour interférer avec la problématique de l'image publique et médiatique de François Mitterrand. ❀

# Sommaire

Préface de Alain Bergounioux 3

Introduction :
Le Parti socialiste et Mitterrand,
les enjeux d'une mémoire 7

Première partie :
Comment étudier la mémoire
au sein d'un parti politique 15

I. Un modèle d'appréhension empirique
de la mémoire partisane 15
A. Les biais anthropomorphistes
des études historiques sur la mémoire
B. L'appréhension de la mémoire
communiste par Marie-Claire Lavabre :
une actualisation empirique
des intuitions théoriques d'Halbwachs
1) La sociologie de la mémoire
de Maurice Halbwachs
2) La mémoire au sein
du Parti communiste 17

II. Comment étudier la mémoire
au sein du Parti socialiste 27

A. Sociographie du Parti socialiste
B. La place du passé dans la production officielle du Parti socialiste
C. Des sources mémorielles alternatives
1) Les Institutions productrices de mémoire
2) Les prises de position publique de «personnalités»
3) Témoignages et «histoire immédiate»

Deuxième partie : Les mémoires institutionnelles 55

I. Une mémoire officielle en mouvement 56
A. Une Mémoire «préparée»
B. Le temps de la rupture
C. Le temps du rassemblement

II. Des mémoires autorisées divergentes 85
A. Mémoires pro-mitterrandistes
1) L'Institut François Mitterrand : défense du bilan et dénonciation de l'ingratitude.
2) Le mitterrandisme : une aventure et une responsabilité collective
B. Mémoires anti-mitterrandistes
1) Des mémoires étouffées
2) Une mémoire social-démocrate, critique du mitterrandisme

Troisième partie : Les mémoires vives 115

I. Les cadres de la mémoire militante 121
A. Cadres externes
1) Mémoires familiales
2) Mémoires de génération
3) Mémoires professionnelles
B. Cadres internes
1) Mémoires internes et mémoires externes
2) Des mémoires divergentes

II. Les axes de la mémoire militante 158
A. La victoire du 10 mai, fondement d'une mémoire collective
B. François Mitterrand, une mémoire incarnée
C. Le droit d'inventaire, construction d'une mémoire collective

Conclusion : 171

# Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

**1995 - n°1 -** La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne.
Tony Blair - Lewis Minkin *(épuisé)*.

**1996 - n° 2** - Voyage au cœur de l'Internationale socialiste (1992-1996). Pierre Mauroy *(épuisé)*.

**n° 3 -** Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (I) - Analyses régionales *(épuisé)*.

**1997 - n° 4 -** Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (II) - Perspectives d'action.

**n° 5 -** L'électorat F.N.
Entretien avec Pascal Perrineau et Pierre Martin.

**n° 6 -** La social-démocratie dans l'Union européenne.
Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar.

**1998 - n° 7 -** La drogue : une approche globale pour une réponse efficace - Table ronde internationale.

**n° 8 -** Réflexions pour la gauche du XXI ème siècle.
Dominique Strauss-Kahn *(épuisé)*.

**n° 9 -** Éloge de la réforme -
Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse en 1908.
Présenté par Alain Bergounioux.
*Histoire et Mémoire.*

**1999 - n° 10 -** Entretien avec François Hollande.
Itinéraire - Action - Convictions.

**n° 11 -** L'Europe vue du PSE.
Jean-François Vallin, présentation : Henri Nallet.

**n° 12 -** Entretien avec Pierre Moscovici.
Politique - Thématique - Chronologie.

**n° 13 -** Blair-Schröder.
Le texte du "manifeste". Les analyses critiques.

**n° 14 -** L'esprit clerc.
Émile Combes ou le chemin de croix du diable.
Marc Villemain - *Histoire et Mémoire.*

**2000 - n° 15 -** Le socialisme moderne.
Lionel Jospin.

**n° 16 -** Les avenirs de l'Union européenne.
*Quo vadis Europa ?*
Lionel Jospin - Jacques Delors - Joschka Fischer -
Dominique Strauss-Kahn -
Giuliano Amato - Hubert Védrine.

**n° 17 -** L'hyperpuissance américaine
Hubert Védrine.

**2001 - n° 18 -** Les socialistes et la défense
Paul Quilès.

**n° 19 -** Plein emploi -
*Les orientations du rapport de Jean Pisani-Ferry ;*
les analyses de Henri Emmanuelli, Jean-Christophe Le Duigou,
Nicole Notat et Marisol Touraine ;
la réponse de Jean Pisani-Ferry.

**n° 20 -** Globalisation, gouvernance, développement
*Un autre monde est possible,*
Tome 1. Jean-Louis Bianco - Jean-Michel Sévérino

**n° 21 -** Histoire d'une fédération du Parti socialiste S.F.I.O.:
la Fédération socialiste de l'Ain 1944-1969
Sandra Mériaudeau - *Histoire et Mémoire.*

**n° 22 -** La déclaration de politique générale du 8 juillet 1981
*La nouvelle citoyenneté.*
Pierre Mauroy, Thierry Pfister, Eric Perraudeau,
Fabrice d'Almeida - *Histoire et Mémoire.*

**n° 23 -** À défis globaux, politique économique globale.
*Un autre monde est possible.*
Tome 2. Jean-Louis Bianco - Jean-Michel Sévérino

**n° 24 -** Changer l'État
Jean Peyrelevade - Lucile Schmid
Préface de Dominique Strauss-Kahn

**n° 25 -** Ma vision de l'Europe et de la mondialisation
Lionel jospin

**n° 26 -** Une démocratie moderne
*Après le quinquennat*
Vincent Peillon - Philippe Guibert

**2002 - n° 27 -** L'Europe de nos volontés
Pascal Lamy - Jean Pisani-Ferry

**n° 28 -** 2002-2007. Les chantiers de la gauche moderne.
Laurent Fabius

**n° 29 -** Vers la Cité numérique
*Un projet politique pour une société de l'information.*
Christian Paul - Maurice Ronai - Jean-Noël Tronc
Préface de Dominique Strauss-Kahn

**n° 30 -** Une nouvelle alliance
*Une approche politique de la question sociale*
Henri Weber - Laurent Baumel

**n° 31 -** Les Assises du socialisme
*Ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti*
François Kraus - *Histoire et Mémoire.*
Préface de Alain Bergounioux.

**n° 32 -** Mes convictions
*L'Allemagne et la social-démocratie dans le nouveau monde*
Gerhard Schröder.

**n° 33 -** L'étrange échec
Jean-Christophe Cambadélis.

**2003 - n° 34 -** La mémoire du mitterrandisme
au sein du Parti socialiste
Rémi Darfeuil - *Histoire et Mémoire.*
Préface de Alain Bergounioux.

## Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver les numéros épuisés des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :
**www.jean-jaures.org**



Tous les mois, la ***Note*** de la Fondation Jean-Jaurès : rapports des groupes de travail, grands entretiens, débats. Cent pages de décryptages, d'analyses et de propositions pour faire le tour d'un thème.

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès :
Abonnement pour 10 numéros* :
60 €. (30 €. chômeurs et étudiants)
* également disponible à l'unité

**Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès**
*Directeur de la publication* : Gilles Finchelstein
gf@jean-jaures.org
*Rédacteur en chef* : Laurent Cohen
cohen@jean-jaures.org
*Maquette* : Antonio Bellavita
*Imprimerie* : Robert Arts Graphiques